



Multirisques Initiale & Co

Contrat d'assurance Multirisques

Conditions générales, valant projet de contrat au sens de l'article L. 112-2 du Code des assurances, comprenant :

- les modalités d'examen des réclamations
- la fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « Responsabilité civile » dans le temps
- la charte de protection des données à caractère personnel



Conditions générales Multirisques Initiale & Co valant projet de contrat

Ce contrat a pour objet de garantir les risques découlant de la propriété, de l'usage et/ou de la garde du véhicule assuré.

Nous accordons, pour ces risques, les garanties mentionnées aux Conditions particulières et définies par les présentes Conditions générales, **dans les limites qu'elles prévoient.**

Informations - Actualisation - Conseils	
Agence Conseil	Téléphone 02 35 03 68 68 (prix d'un appel normal)

Sommaire

TITRE I	MIEUX COMPRENDRE VOTRE CONTRAT	Page 4
	Article 1 - Lexique	Page 4
	Article 2 - Formules de garanties, plafonds et seuils de déclenchement des garanties	Page 9
	Article 3 - Personnes assurées et tiers	Page 13
	Article 4 - Véhicule assuré	Page 14
	Article 5 - Extensions de garanties	Page 14
	Article 6 - Mise en location du véhicule assuré	Page 15
	Article 7 - Territorialité des garanties	Page 15
TITRE II	GARANTIES PROPOSÉES	Page 16
	Section I - Garantie de Responsabilité civile et de défense civile en cas de dommages causés à autrui	Page 16
	Article 8 - Responsabilité civile et défense civile	Page 16
	Section II - Garanties des dommages au véhicule assuré	Page 19
	Article 9 - Bris de glaces	Page 19
	Article 10 - Vol et tentative de vol	Page 20
	Article 11 - Incendie-attentat-tempête	Page 21
	Article 12 - Catastrophes naturelles	Page 22
	Article 13 - Catastrophes technologiques	Page 22
	Article 14 - Dommages collision - événements naturels	Page 22
	Article 15 - Dommages accidents - vandalisme - événements naturels	Page 23
	Article 16 - Accessoires et aménagements du véhicule	Page 23
	Article 17 - Exonérations spécifiques de franchise	Page 24
	Section III - Garantie des Dommages aux biens transportés par le véhicule assuré	Page 25
	Article 18 - Marchandises et outillage professionnels transportés	Page 25
	Section IV - Garanties Mobilité	Page 27
	Article 19 - Assistance au véhicule et aux personnes transportées	Page 27
	Article 20 - Assistance panne 0 kilomètre/rétention administrative du permis de conduire	Page 27
	Article 21 - Indisponibilité du véhicule	Page 28
	Section V - Garantie du conducteur	Page 29
	Article 22 - Dommages corporels du conducteur	Page 29
TITRE III	GARANTIES DE PROTECTION JURIDIQUE	Page 36
	Article 23 - Protection Juridique suite à accident	Page 36
	Article 24 - Protection Juridique relative au bien assuré	Page 39
TITRE IV	EXCLUSIONS	Page 43
	Article 25 - Exclusions	Page 43
TITRE V	SURVENANCE D'UN SINISTRE ET MODALITÉS D'INDEMNISATION	Page 50
	Section I - Vos obligations et notre Engagement Qualité en cas de sinistre	Page 50
	Article 26 - Vos obligations	Page 50
	Article 27 - Notre Engagement Qualité	Page 52
	Section II - Estimation des dommages et modalités d'indemnisation	Page 55
	Article 28 - Estimation des dommages	Page 55
	Article 29 - Franchises	Page 57
	Article 30 - Subrogation	Page 58

TITRE VI	FONCTIONNEMENT DE VOTRE CONTRAT	Page 59
	Article 31 - Conformité du risque déclaré à la réalité.....	Page 59
	Article 32 - Communication d'informations ou de documents sur support durable.....	Page 59
	Article 33 - Formation, modification et durée de votre contrat, langue et loi applicables	Page 60
	Article 34 - Cotisation, franchises et seuils de déclenchement	Page 60
	Article 35 - Autres assurances	Page 61
	Article 36 - Prescription	Page 61
	Article 37 - Suspension de la garantie de Responsabilité civile en cas de vol du véhicule	Page 61
	Article 38 - Résiliation de votre contrat et droit de renonciation	Page 62
ANNEXES		Page 66
	Annexe I - Clause de réduction ou de majoration (Bonus/malus)	Page 67
	Annexe II - Assistance au véhicule et aux personnes transportées	Page 69
	Annexe III - Garanties de Protection Juridique - honoraires et frais garantis	Page 78
	Annexe IV - Texte de l'article 29 de la loi n°85-677 du 5 juillet 1985.....	Page 80
	Annexe V - Services à la personne.....	Page 81
	Annexe VI - Exemples d'indemnités susceptibles d'être versées au titre de la garantie dommages corporels du conducteur	Page 84
	Modalités d'examen des réclamations	Page 88
	Fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « Responsabilité civile » dans le temps	Page 90
	Charte de protection des données à caractère personnel	Page 93

MIEUX COMPRENDRE VOTRE CONTRAT

ARTICLE 1 Lexique

Ce lexique est destiné à vous aider à mieux comprendre votre contrat. Les mots ou expressions définis ci-après, à l'exception des termes « Nous » et « Vous » traités dans l'encadré en fin d'article, sont repérables dans les pages suivantes grâce au symbole .

Pour l'exécution du présent contrat, outre les définitions spécifiques précisées à l'article 23 (Protection Juridique suite à accident), à l'article 24 (Protection Juridique relative au bien assuré), à l'annexe II (Assistance au véhicule et aux personnes transportées) et dans les parties « Modalités d'examen des réclamations » et « Fiche d'information relative au fonctionnement des garanties Responsabilité civile dans le temps », on entend par :

Abus de confiance

Détournement par un tiers du véhicule garanti que l'assuré lui a remis volontairement à charge de le lui restituer.

Accessoires

Équipements du véhicule assuré ne figurant ni en série, ni en option au catalogue du constructeur, conformes aux dispositions du Code de la route et à la réglementation en vigueur et fixés dans ou sur le véhicule assuré (porte-vélo, galerie, jantes, kit carrosserie...).

Accident

- Tout événement dommageable, soudain et fortuit, ne provenant pas d'un acte intentionnel de la part de l'assuré.
- Toute atteinte à l'intégrité corporelle de l'assuré, non intentionnelle de sa part, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure.

Acte de vandalisme

Destruction, dégradation ou détérioration partielle ou totale du véhicule commise volontairement par un tiers.

Aménagements

Équipements spécifiques du véhicule assuré destinés à le modifier extérieurement ou intérieurement à des fins :

- professionnelles (cellule frigorifique, atelier...),
- privées.

Les aménagements :

- destinés aux personnes à mobilité réduite,
 - spécifiques à la fonction « camping/caravaning » (auvent, chauffe-eau...) pour les caravanes,
- sont, par exception, assimilés à des éléments du véhicule assuré.

Arrimer

Mettre en œuvre un ensemble de dispositifs pour assurer le maintien, conformément aux articles R. 312-19 à R. 312-22 du Code de la route et aux préconisations du fabricant, d'un coffre de toit, d'une galerie, d'un porte-vélo ou d'un porte-skis ainsi que leur chargement.

Assistance permanente par tierce personne

Assistance quotidienne et définitive de l'assuré conservant, après consolidation de son état, des séquelles physiologiques et/ou neuropsychologiques imputables à l'accident qui nécessitent de pallier l'impossibilité ou la difficulté d'effectuer les actes de la vie quotidienne.

Assuré actif

Qualité de l'assuré remplissant l'une des conditions ci-dessous :

- exerce une profession (salariée ou non) même à temps partiel,
- est apprenti, stagiaire rémunéré,
- est demandeur d'emploi bénéficiaire de l'assurance chômage.

Certificat de conduite

Document donnant droit à la conduite d'un véhicule terrestre à moteur. Il s'agit d'un permis de conduire en état de validité adapté à la catégorie de véhicule utilisé ou de l'ensemble tracté.

Clefs du véhicule

Éléments amovibles y compris les cartes ou les télécommandes de démarrage électronique permettant d'actionner un mécanisme d'ouverture et/ou de démarrage. Il doit s'agir des clefs livrées par le constructeur avec le véhicule assuré ou de celles reproduites légitimement auprès du constructeur.

Conditions générales

Présent document décrivant les garanties proposées et le fonctionnement du contrat.

Conditions particulières et leurs annexes

Documents délivrés lors de la souscription du contrat ou de sa modification (avenant) précisant notamment les caractéristiques du véhicule, le nom des personnes autorisées à le conduire ainsi que l'énoncé et le montant des garanties souscrites.

Conducteur novice

Personne qui a obtenu son permis de conduire depuis moins de 3 ans ou depuis 3 ans et plus, mais qui ne peut justifier de 3 années d'assurance.

Conjoint

Personnes vivant sous le même toit:

- mariées,
- unies par un pacte civil de solidarité,
- communément considérées comme formant un couple.

Consolidation

Moment où les lésions se sont fixées et ont pris un caractère permanent tel qu'un traitement n'est plus nécessaire, si ce n'est pour éviter une aggravation.

Crédit d'heures

Une enveloppe globale de services à la personne, exprimée en crédit d'heures, est accordée au bénéficiaire en fonction de l'intensité de ses dommages corporels consécutifs à l'accident.

Chaque service est affecté d'un nombre d'heures de crédit venant, au fur et à mesure de sa consommation, en déduction de l'enveloppe globale accordée au bénéficiaire. Le nombre d'heures de crédit affecté à chaque service est détaillé à l'annexe V.

Déchéance

Perte du droit à la garantie de l'assureur lorsque, en cas de sinistre, l'assuré n'a pas exécuté ses obligations contractuelles.

Dommage corporel

Atteinte à l'intégrité physique et psychique des personnes.

Dommage immatériel

Préjudice financier qui ne se traduit pas par une atteinte physique à une personne ou à un bien.

Dommage immatériel consécutif

Préjudice financier consécutif à un dommage corporel ou matériel garanti au titre du présent contrat.

Dommage immatériel non consécutif

- Préjudice financier non consécutif à un dommage corporel ou matériel.
- Préjudice financier consécutif à un dommage corporel ou matériel non garanti.

Dommage matériel

Pour les garanties des dommages au véhicule et aux biens assurés, leur détérioration ou leur destruction. En cas de vol, leur soustraction.

Pour la garantie de Responsabilité civile, la détérioration ou la destruction d'un bien appartenant à un tiers.

Effraction

Forcement, dégradation ou destruction de tout dispositif de fermeture.

Est assimilé à l'effraction du véhicule :

- l'usage de clefs frauduleusement employées, autres que celles livrées par le constructeur ou reproduites légitimement auprès du constructeur,
 - le piratage par détournement du système électronique du véhicule assuré,
- lorsque l'un de ces deux moyens d'effraction permet d'actionner les dispositifs de fermeture et/ou de démarrage du véhicule sans le forcer ni le dégrader et qu'il est constaté par un expert en automobile.

Éléments du véhicule

Il s'agit des équipements :

- entrant dans la composition du modèle de référence tel que défini par le constructeur de la marque :
 - montés de série ou facturés en option par le constructeur (1^{re} monte) y compris les appareils de reproduction sonore et assimilés,
 - installés après sortie d'usine (2^e monte) à condition qu'ils soient d'origine constructeur et prévus pour le modèle du véhicule,

Cela intègre notamment :

- les clefs du véhicule assuré,
- les équipements destinés à l'alimentation des véhicules électriques et hybrides (accumulateurs haute tension et cordon d'alimentation),
- les technologies embarquées et notamment toutes les technologies facilitant l'aide à la conduite et celles permettant d'émettre et de recevoir des informations à distance (optimisation des déplacements, analyse des comportements de conduite, prévention des risques d'accident, anticipation des pannes et planifications des maintenances),
- destinés à lutter contre le vol en empêchant le démarrage du véhicule ou en facilitant sa localisation, même s'ils ne sont pas d'origine constructeur,
- permettant la bicarburant du véhicule – essence ou Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL)/Gaz Naturel Véhicule (GNV) – même s'ils sont montés sur des véhicules pour lesquels le constructeur n'a pas prévu de version GPL/GNV,
- destinés aux personnes à mobilité réduite,
- spécifiques à la fonction « camping/caravaning » (auvent, chauffe-eau...) pour les caravanes.

Escroquerie

Fait, soit par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi de manœuvres frauduleuses, de tromper l'assuré et de le déterminer ainsi, à son préjudice, à acheter ou à remettre le véhicule assuré.

Faux chèque de banque

Document qui présente, en apparence, toutes les caractéristiques d'un chèque de banque alors que ce document relève d'une falsification ou d'un réemploi frauduleux. Un chèque de banque est compensable en France et ne présente ni rature ni surcharge.

Le chèque de banque est un chèque tiré par une banque sur ses propres caisses ou sur un compte tenu dans un autre établissement et confère à son bénéficiaire la garantie de l'existence de la provision pendant le délai de validité du chèque, soit pendant un an et huit jours. Il comporte un filigrane normalisé, identique pour toutes les banques, intégré au papier et reconnaissable par transparence.

Ce filigrane comporte la mention « CHÈQUE de BANQUE » lisible au dos du chèque, bordée en haut et en bas de vagues et encadrée, de part et d'autre, de 2 semeuses dont les parties claires et sombres du dessin de l'une sont inversées par rapport à celles de l'autre.

France

France métropolitaine et Départements et Régions d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion).

Franchise

Montant déduit du préjudice indemnisable et restant à la charge de l'assuré.

Gardien

Personne qui a la garde du véhicule assuré, c'est-à-dire qui en possède les pouvoirs d'usage, de direction et de contrôle. Son propriétaire est présumé gardien de la chose, à moins qu'il n'établisse en avoir transféré la garde.

Glaces

Éléments en verre minéral faisant partie des éléments suivants : pare-brise, toit ouvrant, toit panoramique, glace latérale, lunette arrière, projecteur avant et miroirs des rétroviseurs.

Incapacité permanente (AIPP : Atteinte permanente à l'Intégrité Physique et Psychique)

Réduction définitive du potentiel physique, psychosensoriel ou intellectuel, à laquelle s'ajoutent les phénomènes douloureux et les répercussions physiologiques normalement liées à l'atteinte dans la vie de tous les jours.

Incapacité temporaire de travail

Période d'arrêt de travail retenue par notre médecin expert.

Incapacité Temporaire Totale (ITT)

Période antérieure à la consolidation, pendant laquelle, du fait des blessures, l'assuré est dans l'incapacité totale de poursuivre ses activités habituelles.

Local privé fermé

Surface immobilière, destinée à l'usage exclusif de l'assuré, close de murs et couverte dont l'accès est sécurisé et impossible de l'extérieur, c'est-à-dire toutes les portes verrouillées et toutes les fenêtres et lanterneaux fermés.

Marchandises

- Biens mobiliers dont l'assuré est propriétaire ou dépositaire et destinés à être vendus ou installés dans le cadre de son activité professionnelle.
- Matériaux nécessaires à l'exercice de l'activité professionnelle de l'assuré.

Nullité du contrat

Mesure visée par la loi pour rendre nul un contrat pour l'un des motifs suivants :

- fausse déclaration volontaire du risque par l'assuré, à la souscription ou en cours de contrat, dans l'intention de tromper l'assureur. Elle constitue un manquement à l'obligation de contracter de bonne foi. La nullité est encourue même en l'absence d'incidence de la fausse déclaration sur le sinistre (article L.113-8 du Code des assurances),
Exemples : fausse déclaration sur les antécédents d'assurance, déclaration erronée des conditions d'utilisation.
- vices du consentement (erreur, dol ou violence - articles 1130 à 1144 du Code civil) lorsqu'ils sont de telle nature que, sans eux, l'une des parties n'aurait pas contracté ou aurait contracté à des conditions substantiellement différentes.

Le contrat est considéré comme n'ayant jamais existé.

Outillage

Tous outils ou matériels nécessaires à l'exercice de l'activité professionnelle de l'assuré.

Panne du véhicule assuré

Défaillance mécanique, électrique, électronique, ou hydraulique, survenue en l'absence de tout choc, et rendant impossible l'utilisation du véhicule dans le respect de la réglementation en vigueur. Elle inclut notamment les événements suivants : la crevaisson, la panne ou l'erreur de carburant, la panne de batterie y compris pour les véhicules électriques, la panne d'antivol ou d'alarme.

Perte totale du véhicule assuré

Véhicule :

- volé et non retrouvé,
- endommagé à la suite d'un vol, d'un vandalisme ou d'un accident, lorsque le coût global des réparations dépasse sa valeur de remplacement au jour du sinistre.

Pièce de réemploi (ou « pièce de rechange automobile issue de l'économie circulaire »)

Composant disponible, issu d'un véhicule hors d'usage, pouvant être réutilisé sur le véhicule assuré dans le cadre de sa réparation.

Préjudice écologique

Atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement.

Préposé

Personne qui accomplit un acte ou une formation déterminée sous la direction ou le contrôle d'une autre.

Prescription

Délai à l'issue duquel le titulaire d'un droit ne dispose plus d'action pour le faire valoir.

Prêt du volant

Possibilité pour le souscripteur ou le conducteur désigné aux Conditions particulières, alors qu'il est présent dans le véhicule, de confier la conduite du véhicule à un tiers non désigné aux Conditions particulières.

Réduction des indemnités

Mesure visée par la loi – article L. 113-9 du Code des assurances – pour sanctionner le souscripteur ayant, de bonne foi, omis de déclarer à l'assureur tous les éléments du risque ou ayant fait une déclaration inexacte à la souscription ou en cours de contrat qui, en conséquence, n'a pas permis à l'assureur d'appliquer une cotisation adaptée.

En cas de constatation de cette omission ou de cette déclaration inexacte après un sinistre, l'indemnité de sinistre est alors réduite en proportion de la cotisation payée par rapport à la cotisation qui aurait été due si le souscripteur avait complètement et exactement déclaré le risque.

Ruse

Stratagème mis en place par les voleurs afin de détourner l'attention de l'assuré pour s'emparer, contre son gré, du véhicule assuré.

Sinistre

Réalisation d'un événement accidentel susceptible de mettre en jeu au moins une garantie du contrat.

Souscripteur

Signataire du présent contrat défini sous ce nom aux Conditions particulières.

Subrogation

Substitution de l'assureur dans les droits de l'assuré, lorsqu'il a été indemnisé, contre les tiers responsables du sinistre.

Support durable

Tout instrument offrant la possibilité à l'assuré ou à l'assureur de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement, afin de pouvoir s'y reporter ultérieurement pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées, et qui permet la reproduction à l'identique des informations conservées.

Tacite reconduction

Renouvellement automatique du contrat à son échéance annuelle. Lorsque le contrat n'est pas résilié, dans les formes et conditions prévues par les présentes Conditions générales, il est automatiquement renouvelé pour une durée d'un an.

Tentative de vol

Commencement d'exécution de vol sans déplacement du véhicule, interrompu pour une cause indépendante de la volonté de son auteur, déclarée aux autorités de Police ou de Gendarmerie et décrite dans le récépissé de dépôt de plainte délivré par celles-ci.

Usages

Actif (Déplacements Privés-Trajet travail)

Utilisation du véhicule pour les besoins de la vie privée et pour les trajets entre le domicile et le lieu de travail, d'études ou de scolarité et, s'agissant des agents de la Fonction Publique, pour des raisons de service.

Auto-école

Utilisation du véhicule pour les besoins de la vie privée et dans le cadre spécifique de la profession d'auto-école.

Intensif (Déplacements Privés-Affaires)

Utilisation du véhicule pour les besoins de la vie privée et pour l'exercice d'une profession **autre que celles de taxi, ambulance ou auto-école.**

Véhicule assuré non roulant

Véhicule ne pouvant plus circuler, du fait d'un sinistre garanti, dans les conditions normales de sécurité édictées par l'article L.311-1 du Code de la route.

Nous*

Matmut & Co

Matmut, pour la garantie Protection Juridique suite à accident.

Matmut Protection Juridique, pour la garantie de Protection Juridique relative au bien assuré.

Matmut Assistance :

- pour les garanties d'Assistance au véhicule et aux personnes transportées,
- pour les services à la personne de la garantie Dommages corporels du conducteur.

Vous*

Le souscripteur en ce qui concerne le Titre VI « Fonctionnement de votre contrat ». Toute personne ayant la qualité d'assuré pour les autres Titres.

* Terme non repérable par le symbole  dans les présentes Conditions générales.

ARTICLE 2 Formules de garanties, plafonds et seuils de déclenchement des garanties

2-1 FORMULES DE GARANTIES

5 formules de garanties vous sont proposées :

- Tiers
- Tiers-Bris de glaces ↴
- Tiers-Vol-Incendie
- Urbaine
- Équilibre.

Chaque formule comprend un ensemble de garanties en inclusion auquel viennent s'ajouter des garanties optionnelles.

GARANTIES ACCORDÉES	ARTICLE DES CONDITIONS GÉNÉRALES ↴	FORMULES DE GARANTIES ET OPTIONS				
		TIERS	TIERS- BRIS DE GLACES ↴ (4)	TIERS- VOL- INCENDIE	URBAINE(4)	ÉQUILIBRE(5)
GARANTIES DE RESPONSABILITÉ CIVILE ET DE DÉFENSE CIVILE EN CAS DE DOMMAGES CAUSÉS À AUTRUI						
Responsabilité civile et défense civile	8	•	•	•	•	•
GARANTIES DE PROTECTION JURIDIQUE						
Protection Juridique suite à accident ↴	23	•	•	•	•	•
Protection Juridique relative au bien assuré	24	OPTION	OPTION	OPTION	OPTION	OPTION
GARANTIE DU CONDUCTEUR						
Dommages corporels ↴ du conducteur	Niveau 1	22	OPTION	OPTION	OPTION	OPTION
	Niveau 2		OPTION	OPTION	OPTION	OPTION
GARANTIES DES DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ						
Bris de glaces ↴	9		•	•	•	•
Catastrophes naturelles	12		• (1)	•	•	•
Catastrophes technologiques	13		• (1)	•	•	•
Exonérations spécifiques de franchise ↴	17		•	•	•	•
Vol et tentative de vol ↴	10			•	•	•
Incendie-attentat-tempête	11			•	•	•
Accessoires ↴ et aménagements ↴ du véhicule	16			•	•	•
Dommages collision-événements naturels	14				•	•
Dommages accidents ↴ - vandalisme-événements naturels	15					•
GARANTIE DES DOMMAGES AUX BIENS TRANSPORTÉS PAR LE VÉHICULE ASSURÉ						
Marchandises ↴ et outillage ↴ professionnels transportés (2)	18			•	•	•
GARANTIES MOBILITÉ						
Assistance au véhicule et aux personnes transportées	19	•	•	•	•	•
Assistance panne 0 kilomètre/ rétention administrative du permis de conduire(3)	20	OPTION	OPTION	OPTION	OPTION	OPTION
Indisponibilité du véhicule	21				•	•

(1) Lorsque le véhicule est techniquement réparable et que vous avez souscrit la formule Tiers-bris de glaces ↴, seul(e) la réparation ou le remplacement des glaces ↴ endommagées visées à l'article 9 est garanti(e).

(2) Garantie accordée uniquement en cas de souscription d'un usage Intensif ↴ ou Auto-école ↴.

(3) Garantie optionnelle accordée uniquement aux camions et engins professionnels.

(4) Formule accordée uniquement aux camions et engins professionnels en cas de souscription d'un usage Intensif ↴.

(5) Formule accordée aux caravanes, remorques, micro-tracteurs, scooters électriques modulaires, tracteurs et également, lorsqu'un usage Intensif ↴ est souscrit, aux camions et aux engins professionnels.

2-2 PLAFONDS DES GARANTIES

Les garanties ci-après vous sont acquises uniquement lorsque vous les avez souscrites et qu'elles figurent aux Conditions particulières ¹.

Elles s'appliquent alors dans la limite des plafonds indiqués ci-après et, pour :

- la garantie Dommages corporels ¹ du conducteur, après application des seuils de déclenchement,
- les garanties de Protection Juridique, dans la limite de ceux figurant à l'Annexe III aux présentes Conditions générales ¹ et après application des seuils de déclenchement indiqués à l'article 2-3.

GARANTIES ET RÉFÉRENCES AUX CONDITIONS GÉNÉRALES ¹	MONTANTS ET LIMITES
GARANTIE DE RESPONSABILITÉ CIVILE	
Responsabilité civile (article 8-1)	<ul style="list-style-type: none"> • Dommages corporels ¹ résultant d'un accident ¹ : illimité. • Tous dommages matériels ¹, immatériels consécutifs ¹ et préjudice écologique ¹ confondus : 100 000 000 € SANS POUVOIR EXCÉDER <ul style="list-style-type: none"> • Tous dommages matériels ¹ et immatériels consécutifs ¹ confondus résultant d'un incendie ou d'une explosion, à la suite ou non d'un accident ¹ : 1 300 000 €. • Préjudice écologique ¹ : 1 300 000 €.
GARANTIES DES DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ	
Bris de glaces ¹ (article 9)	À concurrence du plafond indiqué aux Conditions particulières ¹ .
Vol et tentative de vol ¹ (article 10) Incendie-attentat-tempête (article 11) Catastrophes naturelles (article 12) et technologiques (article 13)	<ul style="list-style-type: none"> • Article 28 des Conditions générales ¹ relatif à l'estimation des dommages et à leurs modalités d'indemnisation. En cas de vol ou de tentative de vol ¹ d'éléments ¹ équipant le véhicule assuré et de détériorations en résultant, l'indemnisation ne peut intervenir que dans la mesure où elle n'a pas déjà été mise en jeu dans les 12 mois précédant le sinistre ¹. • Frais de dépannage et de remorquage du véhicule : ceux admis par l'expert jusqu'au garage qualifié le plus proche du lieu de l'accident ¹. • Frais de gardiennage du véhicule : à concurrence d'un plafond journalier de 7 € pendant 30 jours au maximum.
Dommages collision - événements naturels (article 14) Dommages accidents ¹ - vandalisme - événements naturels (article 15)	<ul style="list-style-type: none"> • Article 28 des Conditions générales ¹ relatif à l'estimation des dommages et à leurs modalités d'indemnisation. • Frais de dépannage et de remorquage du véhicule : ceux admis par l'expert jusqu'au garage qualifié le plus proche du lieu de l'accident ¹. • Frais de gardiennage du véhicule : à concurrence d'un plafond journalier de 7 € pendant 30 jours au maximum.
Accessoires ¹ et aménagements ¹ du véhicule (article 16)	<ul style="list-style-type: none"> • Article 28 des Conditions générales ¹ relatif à l'estimation des dommages et à leurs modalités d'indemnisation. • À concurrence du plafond indiqué aux Conditions particulières ¹. En cas de vol isolé ou de tentative de vol ¹ des accessoires ¹ et aménagements ¹ équipant le véhicule, ce plafond est valable par année d'assurance (d'échéance annuelle à échéance annuelle, précisée aux Conditions particulières ¹).
Exonérations spécifiques de franchise ¹ (article 17)	À concurrence du montant de la franchise ¹ applicable aux garanties : <ul style="list-style-type: none"> • Bris de glaces ¹, • Vol et tentative de vol ¹, • Incendie-attentat-tempête, • Dommages collision-événements naturels, • Dommages accidents ¹-vandalisme-événements naturels, • Accessoires ¹ et aménagements ¹ du véhicule, • Marchandises ¹ et outillage ¹ professionnels transportés.
GARANTIE DES DOMMAGES AUX BIENS TRANSPORTÉS PAR LE VÉHICULE ASSURÉ	
Marchandises ¹ et outillage ¹ professionnels transportés (article 18)	<ul style="list-style-type: none"> • Article 28-3 des Conditions générales ¹ relatif à l'estimation des dommages et à leurs modalités d'indemnisation. • À concurrence du plafond indiqué aux Conditions particulières ¹. En cas de vol isolé des marchandises ¹, de l'outillage ¹ professionnels transportés ou de vos objets personnels couverts par extension, ce plafond est valable par année d'assurance (d'échéance annuelle à échéance annuelle, précisée aux Conditions particulières ¹).

GARANTIES ET RÉFÉRENCES AUX CONDITIONS GÉNÉRALES ↗	MONTANTS ET LIMITES
GARANTIES MOBILITÉ	
Assistance au véhicule et aux personnes transportées (article 19) Assistance panne 0 kilomètre/ rétention administrative du permis de conduire (article 20)	Frais de dépannage remorquage : à concurrence des plafonds indiqués à l'Annexe II aux Conditions générales ↗ .
Indisponibilité du véhicule (article 21)	<ul style="list-style-type: none"> • Article 28-2 des Conditions générales ↗ relatif aux modalités de détermination de la durée maximale de l'indisponibilité du véhicule prise en compte. • Véhicule réparé : durée maximum indiquée aux Conditions particulières ↗ et déterminée selon les dispositions figurant à l'article 28 -2 des Conditions générales ↗ . • Véhicule déclaré irréparable par l'expert et non réparé : durée maximum indiquée aux Conditions particulières ↗ . • Véhicule volé et non retrouvé : durée maximum indiquée aux Conditions particulières ↗ . L'indemnité est versée sur justification des dépenses dans la limite du nombre de jours pris en compte multiplié par le montant journalier garanti indiqué aux Conditions particulières ↗ .

Dommages corporels ↗ du conducteur (article 22) Des exemples d'indemnités susceptibles d'être versées au titre de cette garantie figurent à l'Annexe VI	CAPITAUX MAXIMA ET PLAFONDS GARANTIS PAR ASSURÉ																		
	En cas de pluralité d'assurés pour un même accident ↗ , le capital maximum garanti ne peut être supérieur pour chacun des dommages couverts à 5 fois la somme indiquée dans les tableaux ci-après.																		
EN CAS DE BLESSURES																			
Quelle que soit la gravité des blessures																			
Frais de soins (article 22-8)	<table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th style="background-color: #ccc;">Niveau 1</th> <th style="background-color: #ccc;">Niveaux 2</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">7 000 €</td> <td style="text-align: center;">10 000 €</td> </tr> </tbody> </table>	Niveau 1	Niveaux 2	7 000 €	10 000 €														
Niveau 1	Niveaux 2																		
7 000 €	10 000 €																		
Pour les assurés actifs ↗ Pertes de revenus professionnels (article 22-9)	<table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th style="background-color: #ccc;">Niveau 1</th> <th style="background-color: #ccc;">Niveaux 2 et 3</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">10 000€</td> <td style="text-align: center;">20 000 €</td> </tr> </tbody> </table>	Niveau 1	Niveaux 2 et 3	10 000€	20 000 €														
Niveau 1	Niveaux 2 et 3																		
10 000€	20 000 €																		
Quelle que soit la gravité des blessures, si incapacité temporaire totale ↗ ou temps partiel thérapeutique																			
Services à la personne (article 22-10 et Annexe V)	<table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th rowspan="2" style="background-color: #ccc;">Durée globale d'incapacité</th> <th colspan="2" style="background-color: #ccc;">Crédit d'heures ↗ ⁽¹⁾ de services à la personne alloué dans la limite de</th> </tr> <tr> <th style="background-color: #ccc;">Niveau 1</th> <th style="background-color: #ccc;">Niveau 2</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">≤ à 45 jours</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">10 heures de crédit</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">> à 45 jours et ≤ à 60 jours</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">20 heures de crédit</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">> à 60 jours et ≤ à 90 jours</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">30 heures de crédit</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">> à 90 jours</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">40 heures de crédit</td> </tr> </tbody> </table>	Durée globale d'incapacité	Crédit d'heures ↗ ⁽¹⁾ de services à la personne alloué dans la limite de		Niveau 1	Niveau 2	≤ à 45 jours	10 heures de crédit		> à 45 jours et ≤ à 60 jours	20 heures de crédit		> à 60 jours et ≤ à 90 jours	30 heures de crédit		> à 90 jours	40 heures de crédit		
Durée globale d'incapacité	Crédit d'heures ↗ ⁽¹⁾ de services à la personne alloué dans la limite de																		
	Niveau 1	Niveau 2																	
≤ à 45 jours	10 heures de crédit																		
> à 45 jours et ≤ à 60 jours	20 heures de crédit																		
> à 60 jours et ≤ à 90 jours	30 heures de crédit																		
> à 90 jours	40 heures de crédit																		
	<small>⁽¹⁾ Le crédit d'heures ↗ est majoré de 50 % dans les situations visées à l'article 22-10.</small>																		

EN FONCTION DU TAUX D'INCAPACITÉ PERMANENTE ↴

Si taux d'incapacité permanente ↴ égal ou supérieur à 10 % (seuil de déclenchement)

Incapacité permanente ↴ (article 22-11)	Taux d'incapacité permanente ↴ (AIPP)		Valeur du point d'AIPP^{(2) (3)}		Capital maximum garanti⁽²⁾									
			Sans tierce personne	Avec assistance permanente par tierce personne ↴ ⁽⁴⁾	Sans tierce personne	Avec assistance permanente par tierce personne ↴ ⁽⁴⁾								
	Capital de base													
	de 10 à 39 %	Niveau 1	250 €	375 €	9 750 €	14 625 €								
		Niveau 2	350 €	525 €	13 650 €	20 475 €								
	de 40 à 65 %	Niveau 1	350 €	525 €	22 750 €	34 125 €								
		Niveau 2	450 €	675 €	29 250 €	43 875 €								
	> à 65 %	Niveau 1	500 €	750 €	50 000 € ⁽⁵⁾	75 000 € ⁽⁵⁾								
		Niveau 2	700 €	1 050 €	70 000 € ⁽⁵⁾	105 000 € ⁽⁵⁾								
	Capital complémentaire													
	de 10 à 39 %	Niveau 1	1 500 €	2 250 €	58 500 €	87 750 €								
		Niveau 2	2 500 €	3 750 €	97 500 €	146 250 €								
	de 40 à 65 %	Niveau 1	2 500 €	3 750 €	162 500 €	243 750 €								
Niveau 2		3 500 €	5 250 €	227 500 €	341 250 €									
> à 65 %	Niveau 1	4 500 €	6 750 €	450 000 € ⁽⁵⁾	675 000 € ⁽⁵⁾									
	Niveau 2	7 500 €	11 250 €	750 000 € ⁽⁵⁾	1 125 000 € ⁽⁵⁾									
<p>⁽²⁾ Sous réserve de l'abattement en raison de l'âge prévu à l'article 22-11 C-2.</p> <p>⁽³⁾ Le capital garanti est calculé en multipliant la valeur du point d'incapacité permanente ↴ par le taux d'incapacité retenu dès lors que ce taux est au moins égal à 10 %.</p> <p>⁽⁴⁾ Assistance permanente par tierce personne ↴ au minimum de 2 heures par jour (article 22-11 C-1).</p> <p>⁽⁵⁾ Lorsque le taux d'incapacité est supérieur à 65 % et que l'assuré est inapte au travail, le calcul de l'indemnité est effectué sur la base d'un taux d'incapacité de 100 % (article 22-11 C-1).</p>														
Frais d'aménagement de logement et de véhicule adaptés (article 22-12)	<ul style="list-style-type: none"> Logement : <table border="1"> <tr> <th>Niveau 1</th> <th>Niveau 2</th> </tr> <tr> <td>28 000 €</td> <td>34 000 €</td> </tr> </table> Véhicule : <table border="1"> <tr> <th>Niveau 1</th> <th>Niveau 2</th> </tr> <tr> <td>5 000 €</td> <td>6 000 €</td> </tr> </table> 					Niveau 1	Niveau 2	28 000 €	34 000 €	Niveau 1	Niveau 2	5 000 €	6 000 €	
Niveau 1	Niveau 2													
28 000 €	34 000 €													
Niveau 1	Niveau 2													
5 000 €	6 000 €													
EN CAS DE DÉCÈS														
Participation aux frais d'obsèques (article 22-13)	<table border="1"> <tr> <th>Niveau 1</th> <th>Niveau 2</th> </tr> <tr> <td colspan="2">3 000 €</td> </tr> </table>					Niveau 1	Niveau 2	3 000 €						
Niveau 1	Niveau 2													
3 000 €														
Capital de base (article 22-14)	<table border="1"> <tr> <th></th> <th>Niveau 1</th> <th>Niveau 2</th> </tr> <tr> <td>Capital de base</td> <td>9 500 €</td> <td>15 000 €</td> </tr> <tr> <td>Capital de base majoré maximum⁽⁶⁾</td> <td>19 000 €</td> <td>30 000 €</td> </tr> </table> <p>⁽⁶⁾ Décès de l'assuré laissant 3 enfants mineurs ou plus fiscalement à charge (cf. article 22-14 B-1).</p>						Niveau 1	Niveau 2	Capital de base	9 500 €	15 000 €	Capital de base majoré maximum ⁽⁶⁾	19 000 €	30 000 €
	Niveau 1	Niveau 2												
Capital de base	9 500 €	15 000 €												
Capital de base majoré maximum ⁽⁶⁾	19 000 €	30 000 €												
Capital complémentaire (article 22-14)	<table border="1"> <tr> <th></th> <th>Niveau 1</th> <th>Niveau 2</th> </tr> <tr> <td>Capital complémentaire</td> <td>90 000 €</td> <td>150 000 €</td> </tr> <tr> <td>Capital complémentaire majoré maximum⁽⁷⁾</td> <td>180 000 €</td> <td>300 000 €</td> </tr> </table> <p>⁽⁷⁾ Décès de l'assuré laissant 3 enfants mineurs ou plus fiscalement à charge (cf. article 22-14 B-1).</p>						Niveau 1	Niveau 2	Capital complémentaire	90 000 €	150 000 €	Capital complémentaire majoré maximum ⁽⁷⁾	180 000 €	300 000 €
	Niveau 1	Niveau 2												
Capital complémentaire	90 000 €	150 000 €												
Capital complémentaire majoré maximum ⁽⁷⁾	180 000 €	300 000 €												

2-3 SEUILS DE DÉCLENCHEMENT DES GARANTIES DE PROTECTION JURIDIQUE

PROTECTION JURIDIQUE	
<ul style="list-style-type: none"> suite à accident ↴ (article 23) 	Seuils de déclenchement des garanties : <ul style="list-style-type: none"> à l'amiable : 150 €, au contentieux : <ul style="list-style-type: none"> - 760 € devant les Tribunaux et les Cours d'Appel, - 3 000 € devant le Conseil d'État ou la Cour de Cassation.
<ul style="list-style-type: none"> relative au bien assuré (article 24) 	

ARTICLE 3 Personnes assurées et tiers

3-1 PERSONNES ASSURÉES

Pour l'exécution du présent contrat, le bénéfice des garanties est accordé aux personnes assurées suivantes :

GARANTIES	ASSURÉS				
	Tout conducteur désigné aux Conditions particulières ⁽¹⁾ gardien ⁽¹⁾ du véhicule assuré	Le locataire ⁽²⁾ du véhicule assuré lorsque l'extension Mise en location du véhicule assuré a été souscrite	Le souscripteur ⁽¹⁾	Le propriétaire du véhicule assuré	Les passagers du véhicule assuré
Responsabilité civile et défense civile	•	•	•	•	•
Bris de glaces ⁽¹⁾ Vol et tentative de vol ⁽¹⁾ Incendie - attentat - tempête Catastrophes naturelles et technologiques Dommages collision - événements naturels Dommages accidents ⁽¹⁾ - vandalisme - événements naturels Accessoires ⁽¹⁾ et aménagements ⁽¹⁾ du véhicule Exonérations spécifiques de franchise ⁽¹⁾	•	•	•	• ⁽³⁾	
Marchandises ⁽¹⁾ et outillage ⁽¹⁾ professionnels transportés	•	•	•	•	•
Indisponibilité du véhicule	•		•	•	

⁽¹⁾ Y compris :

- la personne relayant au volant le souscripteur ⁽¹⁾ ou tout conducteur désigné aux Conditions particulières ⁽¹⁾, présent à ses côtés, dans le cadre d'un prêt du volant ⁽¹⁾,
- les dirigeants, associés ou préposés ⁽¹⁾ du souscripteur ⁽¹⁾.

En cas de sinistre ⁽¹⁾, l'indemnisation visée à l'article 28 demeure acquise au seul souscripteur ⁽¹⁾ pour les garanties Dommages au véhicule assuré.

⁽²⁾ Concerne uniquement le locataire, personne physique, lorsque le véhicule est mis en location et que vous avez opté pour l'extension Mise en location du véhicule assuré » dans les limites et conditions visées à l'article 6. En cas de sinistre ⁽¹⁾, l'indemnisation visée à l'article 28 demeure acquise au seul souscripteur ⁽¹⁾ pour les garanties Dommages au véhicule assuré.

⁽³⁾ Concerne uniquement le propriétaire personne morale (notamment les organismes de leasing, de crédit ou de location).

Pour les garanties Dommages corporels ⁽¹⁾ du conducteur, Protection Juridique suite à accident et Protection Juridique relative au bien assuré, la définition de l'assuré fait l'objet de développements distincts ci-après figurant respectivement aux articles 22-1 A, 23-1 A et 24-1 A.

Pour la garantie Assistance au véhicule et aux personnes transportées, la définition des bénéficiaires fait l'objet d'un développement à l'Annexe II.

Lorsque le véhicule assuré est confié à un professionnel de la réparation, de la vente et du contrôle de l'automobile, n'ont jamais la qualité d'assuré :

- le professionnel lui-même,
 - les personnes travaillant dans son exploitation,
 - les personnes ayant la garde ou la conduite du véhicule.
- ainsi que leurs passagers.

3-2 TIERS

Ont la qualité de tiers, les personnes autres que :

- celles ayant la qualité d'assuré au titre de l'article 3-1 en fonction des garanties souscrites, ainsi que
- celles citées au titre de l'article 8-1 E-1 pour la garantie Responsabilité civile.

Pour les garanties Protection Juridique suite à accident ⁽¹⁾ et Protection Juridique relative au bien assuré, la définition des tiers fait l'objet de développements distincts figurant respectivement aux articles 23-1 B et 24-1 B.

ARTICLE 4 Véhicule assuré

Nous garantissons :

- le camion,
- l'engin professionnel,
- le scooter électrique modulaire,
- le microtracteur,
- la caravane,
- la remorque ou l'engin attelé, dont le poids total en charge est supérieur à 500 kg, immatriculé en France ☞ ou à Monaco soumis à l'obligation légale d'assurance et désigné aux Conditions particulières ☞ de votre contrat.

Il est constitué de l'ensemble des éléments ☞ du véhicule.

Par extension et sans déclaration préalable, au titre de la seule garantie de Responsabilité civile et défense civile :

- la remorque,
- ou
- l'engin attelé au véhicule assuré, autre qu'une caravane, dont le poids total en charge n'excède pas 500 kg.

Est également garanti, sans désignation aux Conditions particulières ☞ mais après notre accord :

- le véhicule précédemment désigné aux Conditions particulières ☞ dans un contexte d'essai en vue de la vente (article 5-1),
- le véhicule temporairement loué ou emprunté du fait de l'indisponibilité du véhicule assuré en cas de transfert temporaire de garanties (article 5-2).

ARTICLE 5 Extensions de garanties

Après avoir préalablement donné notre accord, nous pouvons, pour une période limitée, étendre notre couverture d'assurance en cas d'essai en vue de la vente ou de transfert temporaire de garanties.

5-1 ESSAI EN VUE DE LA VENTE

Lorsque vous le conservez en vue de sa vente et assumez personnellement les démarches liées à cette mise en vente, nous continuons à assurer votre ancien véhicule précédemment désigné aux Conditions particulières ☞, dans les conditions qu'elles prévoyaient, sous réserve que l'assurance de votre nouveau véhicule nous soit confiée. Votre véhicule doit être stationné à votre domicile ou à proximité immédiate de celui-ci.

Lors des essais en vue de sa vente, les garanties Dommages au véhicule (articles 9 à 16), Exonérations spécifiques de franchise ☞ (article 17) et Protection Juridique (articles 23 et 24) sont maintenues uniquement si :

- le souscripteur ☞ ou tout conducteur désigné aux Conditions particulières ☞ est présent à bord du véhicule,
- et
- ces essais se déroulent dans un rayon de 20 kilomètres autour du domicile du souscripteur ☞.

L'ensemble des garanties accordées prend fin à la date et à l'heure de la vente et, au plus tard, trente jours à compter de la date du transfert des garanties de votre contrat sur votre nouveau véhicule.

Au titre de l'extension Essai en vue de la vente :

- nous ne garantissons pas :
 - votre ancien véhicule pour des déplacements effectués à d'autres fins que des essais en vue de sa vente,
 - le tiers qui essaie le véhicule en vue de son achat, au titre de la garantie Dommages corporels ☞ du conducteur (article 22),
- les garanties Marchandises ☞ et outillage ☞ professionnels transportés (article 18) et Indisponibilité du véhicule (article 21) ne vous sont pas acquises.

5-2 TRANSFERT TEMPORAIRE DE GARANTIES

Nous pouvons garantir, en cas d'indisponibilité du véhicule assuré, le véhicule que vous louez ou empruntez temporairement.

Pour la durée expressément accordée, vous bénéficiez alors de la garantie Responsabilité civile et défense civile. Les autres garanties qui vous étaient acquises pour le véhicule momentanément indisponible vous sont également octroyées, lorsque le véhicule temporairement loué ou emprunté n'est pas déjà assuré au titre de celles-ci auprès d'une autre société.

Les garanties Dommages accidents ☞ -vandalisme-événements naturels et Dommages collision-événements naturels ne peuvent jamais être transférées sur le véhicule temporairement loué ou emprunté si celui-ci est un cyclomoteur.

Vous devez vous acquitter, s'il y a lieu, d'un supplément de cotisation calculé d'après le tarif applicable aux éléments du risque au jour de sa garantie.

Au titre de l'extension Transfert temporaire, nous ne garantissons pas le véhicule indisponible pendant la durée du transfert temporaire.

ARTICLE 6 Mise en location du véhicule assuré

6-1 Objet de l'extension

Lorsque vous avez opté pour l'extension Mise en location du véhicule assuré, les garanties souscrites, mentionnées aux Conditions particulières , demeurent acquises pendant les périodes de location, dans les conditions et limites indiquées ci-après.

6-2 Conditions de l'extension

Pour que les garanties soient accordées pendant les périodes de location :

- l'extension Mise en location du véhicule assuré doit avoir été souscrite et doit être expressément mentionnée aux Conditions particulières ,
- le locataire, personne physique, ou toute personne à qui est confié la conduite du véhicule pendant la Mise en location doit être titulaire du permis de conduire valable en France  depuis au moins 3 ans,
- le véhicule doit être utilisé dans les conditions de l'usage  souscrit, mentionné aux Conditions particulières .

6-3 Modalités d'intervention

Selon les modalités de mise en location du véhicule, nos conditions d'intervention diffèrent :

- lorsque vous mettez en location votre véhicule sans utiliser les services d'un intermédiaire spécialisé dans la mise en relation entre propriétaires et locataires de véhicules, les garanties de votre contrat sont accordées dans les conditions qu'il prévoit,
- lorsque vous mettez en location votre véhicule en utilisant les services d'un intermédiaire spécialisé, le véhicule est couvert par le contrat de cet intermédiaire, dans les conditions, limites et plafonds prévus par ce dernier. **Nos garanties interviennent uniquement en cas d'absence ou d'insuffisance du contrat d'assurance souscrit par l'intermédiaire.**

6-4 Exclusions

Au titre de l'extension Mise en location du véhicule assuré :

- **les garanties ne sont pas accordées lorsque le conducteur auquel est confié le véhicule :**
 - **est titulaire du permis de conduire depuis moins de 3 ans,**
 - **est un membre de la famille (ascendant ou descendant, frère et sœur, beau-frère et belle-sœur, neveu et nièce) du souscripteur  ou de son conjoint ,**
 - **le met lui-même en location,**
- **la garantie Indisponibilité du véhicule (article 21) n'est jamais acquise au locataire.**

ARTICLE 7 Territorialité des garanties

1 - Les garanties de votre contrat s'exercent en France  et au cours de déplacements effectués dans les pays de l'Union Européenne⁽¹⁾ ainsi que dans les pays suivants : Andorre, Bosnie-Herzégovine, Islande, Liechtenstein, Monaco, Monténégro, Norvège, Royaume-Uni, Serbie⁽¹⁾ et Suisse.

⁽¹⁾ S'agissant de Chypre et de la Serbie, notre couverture d'assurance est limitée aux parties géographiques qui sont sous le contrôle des gouvernements respectifs de ces deux pays.

Elles peuvent également vous être accordées dans les pays suivants : Albanie, Maroc, Moldavie, République Macédoine du Nord, Tunisie, Turquie et Ukraine sous réserve de notre accord préalable et de la présentation lors du passage à la frontière de la carte internationale d'assurance automobile.

Cette dernière peut être délivrée par nos services à votre demande.

Par exception :

- les garanties Attentat ou acte de terrorisme, Catastrophes technologiques et Catastrophes naturelles ne s'exercent qu'en France ,
- les garanties Assistance au véhicule et aux personnes transportées, Assistance panne 0 kilomètre, Protection Juridique suite à accident  et Protection Juridique relative au bien assuré font l'objet, pour la territorialité, de développements distincts figurant respectivement à l'Annexe II, aux articles 23-7 et 24-8.

2 - Les Services à la personne accordés au titre de la garantie Dommages corporels  du conducteur sont exclusivement mis en œuvre en France  et dans la Principauté de Monaco. Lorsque certains services ne peuvent être mis en œuvre par **Matmut** Assistance dans un Département ou une Région d'Outre-mer, ils sont pris en charge par **Matmut** Assistance dans la limite des barèmes appliqués par son réseau de prestataires en France métropolitaine.

GARANTIES PROPOSÉES

Section I - GARANTIE DE RESPONSABILITÉ CIVILE ET DE DÉFENSE CIVILE EN CAS DE DOMMAGES CAUSÉS À AUTRUI

Les plafonds applicables à la garantie Responsabilité civile figurent à l'article 2-2.

ARTICLE 8 Responsabilité civile et défense civile**8-1 RESPONSABILITÉ CIVILE****A - Objet de la garantie**

Elle est destinée à répondre à l'obligation d'assurance définie à l'article L. 211-1 du Code des assurances.

B - Champ d'application

Nous garantissons les conséquences pécuniaires de la responsabilité que vous pouvez encourir en raison :

- des dommages corporels ✎ , matériels ✎ et immatériels consécutifs ✎ subis par des tiers et dans la réalisation desquels le véhicule assuré est impliqué à la suite :
 - d'accident ✎ , incendie ou explosion causés par ce véhicule, ses accessoires ✎ et les produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte,
 - de la chute de ces accessoires ✎ , objets, substances ou produits,
- des dommages corporels ✎ subis par les passagers transportés ainsi que les dommages matériels ✎ consécutifs occasionnés à leurs vêtements.

Nous garantissons également la responsabilité civile que vous encourez en raison d'un préjudice écologique ✎ sur le fondement des articles 1246 à 1252 du Code civil.

C - Extension de la garantie

1 - Nous garantissons, par extension, en cas de survenance de l'un des événements prévus à l'article 8-1 B, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par :

- vous-même, au cours du remorquage, effectué à titre bénévole et occasionnel, avec le véhicule assuré, d'un véhicule terrestre à moteur en panne, si ce remorquage est effectué conformément aux dispositions réglementaires prévues par l'arrêté du 30 septembre 1975 relatif à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés.

Les dommages occasionnés au véhicule remorqué ne sont cependant pas garantis.

- vous-même, lorsque vous bénéficiez d'une aide bénévole de la part de tiers à la suite d'une panne ou d'un accident ✎ avec le véhicule assuré,
- le propriétaire du véhicule assuré, en cas d'accident ✎ subi par le conducteur bénéficiant de la qualité d'assuré au sens de l'article 3-1 et remplissant les conditions d'autorisation et de capacité requises, si cet accident ✎ est dû à une défaillance mécanique du véhicule faisant pourtant l'objet d'un entretien conformément aux préconisations du constructeur,
- votre employeur, si l'événement garanti se produit alors que le véhicule est utilisé dans le cadre d'un déplacement professionnel, à la condition toutefois qu'un usage professionnel (Intensif ✎ ou auto-école ✎) ait été souscrit pour ce véhicule. Dans ce cas, nous nous engageons à renoncer à tout recours contre l'employeur.

2 - Nous garantissons, également, le remboursement des frais auxquels vous vous exposez pour le nettoyage ou la remise en état de vos effets vestimentaires ou de ceux des personnes vous accompagnant, des garnitures intérieures du véhicule, lorsque ces frais sont la conséquence de dommages résultant du transport bénévole et gratuit d'une tierce personne blessée à la suite d'un accident ✎ devant recevoir en urgence des soins.

D - Montant de la garantie et franchise

Le montant de la garantie, est indiqué à l'article 2-2.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction du montant de la garantie. Toutefois, en cas de condamnation à un montant supérieur à celui de la garantie, ils sont supportés par vous et nous dans la proportion de notre part respective dans la condamnation.

Une franchise ✎ spécifique est déduite en cas de conduite du véhicule assuré par toute personne non désignée aux Conditions particulières ✎ , relevant de la catégorie des « conducteurs novices ✎ », y compris le locataire dans le cadre de l'extension Mise en location du véhicule assuré visée à l'article 6. Le montant de cette franchise ✎ est indiqué aux Conditions Particulières ✎ . Elle n'est toutefois pas appliquée si le « conducteur novice ✎ » non désigné aux Conditions particulières ✎ est :

- un dirigeant, un associé, un préposé ✎ du souscripteur ✎ pendant et en dehors du service,
- ou
- une personne désignée comme « conducteur novice ✎ » sur un autre contrat, en cours de validité, souscrit auprès du Groupe **Matmut** garantissant un véhicule terrestre à moteur à 4 roues,

ou

- la personne relayant au volant le souscripteur ☞ ou tout conducteur désigné aux Conditions particulières ☞, présent à ses côtés, dans le cadre d'un prêt du volant ☞.

Elle n'est opposable qu'à l'assuré. Nous indemnisons le tiers lésé de son préjudice sans déduction de la franchise ☞ mais nous vous en demandons ensuite le remboursement.

E - Conditions de la garantie

1 - Qualité de tiers victime

Nous garantissons, en cas de survenance de l'un des événements prévus à l'article 8-1 B, les conséquences pécuniaires de la responsabilité que vous pouvez encourir en raison de dommages corporels ☞, matériels ☞ et immatériels consécutifs ☞ subis par des personnes ayant la qualité de tiers.

N'ont pas la qualité de tiers, et ne peuvent par conséquent bénéficier d'une indemnisation pour les dommages qu'elles subissent, les personnes suivantes :

- a) Le conducteur du véhicule assuré sauf, lorsqu'il s'agit d'un conducteur bénéficiant de la qualité d'assuré au sens de l'article 3-1, s'il est victime d'un accident ☞ :
- dû à une défaillance mécanique du véhicule garanti dont il n'est ni propriétaire, ni locataire et faisant l'objet d'un entretien conforme aux préconisations du constructeur,
 - en cours de formation dispensée par un établissement d'enseignement pour la conduite des véhicules terrestres à moteur agréé ou lors des épreuves pratiques d'obtention des certificats ☞ administratifs d'aptitude,
 - dans le cadre de la conduite encadrée ayant donné lieu à extension de garantie de la part de **Matmut & Co**, alors qu'il a à ses côtés un accompagnateur, mentionné, le cas échéant, sur le livret d'apprentissage.

Dans ce dernier cas, la garantie exclut toutefois le recours subrogatoire des organismes ayant versé les prestations énumérées à l'article 29 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 reproduit à l'annexe IV des Conditions générales ☞.

- b) Les salariés ou préposés ☞ de l'assuré responsable du sinistre ☞, accidentés pendant leur service, en un lieu autre qu'une voie ouverte à la circulation publique. Toutefois, la garantie est acquise à l'assuré en cas de recours exercé contre lui par la Sécurité sociale en raison d'accidents ☞ causés aux personnes visées ci-dessus à la suite d'une faute intentionnelle d'un conducteur ayant la qualité de salarié dudit assuré.

2 - Permis de conduire et âge du conducteur

- a) Nous garantissons la responsabilité du conducteur lorsqu'il :
- a l'âge requis pour la conduite du véhicule assuré ou de l'ensemble tracté,
 - est titulaire des certificats ☞ en état de validité exigés par la réglementation pour la conduite du véhicule assuré ou de l'ensemble tracté.
- b) Nous garantissons également la responsabilité du conducteur ne possédant pas le permis de conduire lorsqu'il conduit dans le cadre de la conduite encadrée, alors qu'il a à ses côtés un accompagnateur, mentionné, le cas échéant, sur le livret d'apprentissage.
Nous devons toutefois avoir donné notre accord préalable par avenant au contrat.
Dans ce cas, est garantie par extension la responsabilité encourue vis-à-vis des tiers par le propriétaire du véhicule ou par le gardien ☞ autorisé.
- c) A défaut de respecter les exigences prévues au point a), la responsabilité encourue par le propriétaire ou par le gardien ☞ autorisé du véhicule assuré reste cependant couverte vis-à-vis des tiers lorsque le conducteur utilise le véhicule à la suite d'un vol, d'un acte de violence ou à l'insu du propriétaire ou du gardien ☞ autorisé du véhicule.

F - Préservation des droits des victimes ou de leurs ayants droit

Lorsque nous invoquons une exception de garantie légale ou contractuelle, nous sommes néanmoins tenus de présenter à la victime une offre d'indemnité pour le compte du responsable ou de celui pour qui elle a été faite en cas :

- de déchéances ☞ (article 26-2),
- de suspension régulière de la garantie pour non-paiement de la cotisation,
- de réduction d'indemnités ☞ dans le cadre de déclaration inexacte ou incomplète du risque,
- d'exclusions de garanties prévues aux articles R. 211-10 et R. 211-11 du Code des assurances reprises aux cas n° 3, 7, 8, 11 et 23 de l'article 25,
- de nullité ☞ du contrat.

Nous procédons, dans la limite du maximum de sa garantie, au paiement de l'indemnité pour le compte du responsable ou de celui pour qui l'offre a été faite.

Nous pouvons exercer contre ce dernier une action en remboursement de toutes les sommes que nous avons ainsi payées ou mises en réserve à sa place.

Lorsque la conduite ou la garde du véhicule a été obtenue contre votre gré, nous demandons à la personne non autorisée responsable des dommages le remboursement des sommes que nous avons payées ou mises en réserve à sa place.

G - Période de garantie

La garantie Responsabilité civile est déclenchée par le « fait dommageable » dont les modalités d'application sont décrites dans la partie dédiée « Fiche d'information relative au fonctionnement des garanties Responsabilité civile dans le temps », et ce, conformément à l'article L. 112-2 du Code des assurances.

Cette garantie Responsabilité civile vous couvre contre les conséquences pécuniaires d'un sinistre ✎, dès lors que le fait dommageable, c'est-à-dire le fait, l'acte ou l'événement à l'origine des dommages, survient entre la prise d'effet initiale du contrat et celle de sa résiliation ou de son expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre ✎.

8-2 DÉFENSE CIVILE

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée, nous assumons votre défense devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, dans la limite de notre garantie, dirigeons le procès, avons le libre exercice des voies de recours. Il en est de même en ce qui concerne l'action civile exercée devant les juridictions pénales si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées et sont intervenues à l'instance pénale.

Lorsque nous prenons la direction du procès, nous renonçons à invoquer toutes les exceptions dont nous avons connaissance. Vous n'encourez aucune déchéance ✎ ni aucune autre sanction du fait de votre immixtion dans la direction du procès si vous aviez intérêt à le faire. Nous ne pouvons exercer les voies de recours qu'avec votre accord si vous avez été cité comme prévenu, exception faite du pourvoi en cassation lorsqu'il est limité aux intérêts civils.

Vous vous engagez à nous saisir de toute réclamation susceptible d'engager votre responsabilité, sans prendre vous-même aucun engagement.

Nous avons seuls le droit de transiger avec les tiers lésés.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de nous ne nous est opposable ; n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

Aucune déchéance ✎ motivée par un manquement de votre part à vos obligations, commis postérieurement au sinistre ✎, ne sera opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit.

Section II - GARANTIES DES DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ

Les garanties des Dommages au véhicule assuré vous sont acquises uniquement lorsque vous les avez souscrites et qu'elles figurent aux Conditions particulières **✚**.

Les plafonds et modalités d'indemnisation applicables aux garanties des Dommages au véhicule assuré figurent aux articles 2-2 et 28 des présentes Conditions générales **✚** et aux Conditions particulières **✚**.

Pour être garanti, en cas de survenance d'un sinistre **✚** susceptible d'être pris en charge au titre de l'une des garanties de Dommages au véhicule, vous devez impérativement avant d'entreprendre toute réparation du véhicule assuré ou tout remplacement de l'une quelconque de ses pièces :

- nous déclarer le sinistre **✚** dans les conditions prévues à l'article 26-2,
- obtenir notre accord de prise en charge.

L'objet des garanties Dommages au véhicule assuré est de couvrir les biens et frais indiqués dans le tableau ci-dessous.

OBJET	GARANTIES				
	Vol et tentative de vol ✚	Incendie-attentat-tempête	Catastrophes naturelles ou technologiques	Dommages collision-événements naturels	Dommages accidents ✚ - vandalisme-événements naturels
Véhicule assuré	•	•	• ⁽¹⁾	•	•
Accessoires ✚ - aménagements ✚ du véhicule	•	•	• ⁽¹⁾	•	•
Frais de dépannage et de remorquage, admis par l'expert, jusqu'au garage qualifié le plus proche du lieu de l'accident ✚	•	•	• ⁽²⁾	•	•
Frais de gardiennage du véhicule consécutifs à l'événement assuré et admis par l'expert	•	•	• ⁽²⁾	•	•
Frais engagés après notre accord pour récupérer le véhicule après remise en état admise par l'expert	•	•	• ⁽²⁾	•	•
Frais engagés légitimement, ou après notre accord, pour récupérer le véhicule déclaré réparable par l'expert ou retrouvé non endommagé	•				
Frais de recharge des extincteurs		•			

⁽¹⁾ Lorsque vous avez souscrit la formule Tiers-Bris de glaces **✚**, seul(e) la réparation ou le remplacement des glaces **✚** endommagées visées à l'article 9-1 ci-après est garanti(e).

⁽²⁾ Lorsque vous avez souscrit la formule Tiers-Bris de glaces **✚**, ces frais ne sont pas pris en charge.

Pour les garanties :

- Bris de glaces **✚** (article 9),
- Accessoires **✚** et aménagements **✚** du véhicule (article 16),
- Exonérations spécifiques de franchise **✚** (article 17),
- Marchandises **✚** et outillage **✚** professionnels transportés (article 18),
- Indisponibilité du véhicule (article 21),

la définition de leur objet est développée aux articles correspondants.

ARTICLE 9 **✚** Bris de glaces

9-1 OBJET DE LA GARANTIE

Cette garantie couvre :

- le pare-brise, les glaces **✚** latérales, les glaces **✚** des toits ouvrants et/ou panoramiques du véhicule assuré,
- les feux de jour (led), les glaces **✚** des projecteurs avants (phares, antibrouillards...) livrés par le constructeur ou les blocs optiques avant lorsque les glaces **✚** des phares ne peuvent être remplacées isolément,
- les miroirs des rétroviseurs, la lunette arrière lorsqu'ils peuvent être remplacés isolément.

Elle permet le remboursement du coût :

- de la réparation de la glace ∇ endommagée ou, si la réparation est techniquement déconseillée, du remplacement identique au modèle de référence des glaces ∇ brisées, frais de pose compris,
- de marquage des glaces ∇ de remplacement lorsque les frais de marquage de ces glaces ∇ ne sont pas pris en charge par l'entreprise ayant procédé au marquage des glaces ∇ remplacées.

9-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

Cette garantie intervient en cas de bris des glaces ∇ visées à l'article 9-1 ci-avant,

à l'exclusion de celui consécutif aux événements non couverts énumérés à l'article 9-3 ci-après.

9-3 ÉVÉNEMENTS NON COUVERTS

Outre les exclusions prévues à l'article 25 :

- nous ne garantissons pas le bris des baies fixes, ouvrantes ou coulissantes de la caravane ou des lanternes,
- nous n'intervenons pas en cas de réparation ou de remplacement des glaces ∇ consécutif :
 - à un choc avec un véhicule, un piéton, un animal, un objet fixe,
 - à une perte de contrôle du véhicule assuré,
 - à un vol ou une tentative de vol ∇ du véhicule assuré ou d'élément(s) ∇ , d'accessoire(s) ∇ , d'aménagement(s) ∇ de celui-ci ou d'objets laissés à l'intérieur de celui-ci,
 - au ternissement ou à la condensation.

ARTICLE 10 Vol et tentative de vol

10-1 OBJET DE LA GARANTIE

L'objet de cette garantie est indiqué dans le tableau synthétique en page 19.

10-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS ET CONDITIONS D'OCTROI DE LA GARANTIE

Nous intervenons en cas de survenance de l'un des événements visés ci-dessous commis par un tiers et dans les conditions suivantes :

A - Vol du véhicule

1 - Événements couverts

Par vol, nous entendons la soustraction frauduleuse du véhicule assuré consécutif :

- à l'effraction ∇ de celui-ci,
- à l'effraction ∇ du local privé fermé ∇ dans lequel il est stationné,
- à une ruse ∇ ,
- à un acte de violence ou de menace à votre encontre, à celle du gardien ∇ , du conducteur ou des passagers,
- au vol des clefs ∇ de ce véhicule suite à effraction ∇ du local privé fermé ∇ , dans lequel elles sont remisées,
- à la remise, par l'acheteur de ce véhicule, d'un faux chèque de banque ∇ ,
- à un abus de confiance ∇ ,

à l'exclusion des événements non couverts énumérés à l'article 10-3 ci-après.

2 - Conditions d'octroi de la garantie

Pour être garanti vous devez :

- 1) ne pas avoir laissé une clef du véhicule ∇ assuré dans, sur ou sous ce dernier,
- 2) avoir :
 - fermé le toit ouvrant et/ou panoramique, les vitres, les baies ouvrantes ou coulissantes, les lanternes et la capote du véhicule assuré,
 - fermé et verrouillé toutes ses portières, son coffre et/ou son hayon,
- 3) avoir respecté les obligations spécifiques de lutte contre le vol lorsque celles-ci sont prévues aux Conditions particulières ∇ ou dans la clause annexe « Clause annexe de Protection Vol »,
- 4) avoir déposé plainte,
- 5) pour les remorques et caravanes dételées, soit les remiser dans un local privé fermé ∇ , soit avoir fait l'usage d'un antivol de tête d'attelage, d'un sabot de roue, ou de tout autre dispositif de nature à empêcher le déplacement.

En cas de vol avec violence ou menace, par ruse ∇ ou abus de confiance ∇ , le respect des conditions 1), 2) et 3) ci-avant n'est pas exigé. En cas de vol du véhicule assuré par effraction ∇ du local privé fermé ∇ , dans lequel il est stationné, le respect des conditions 1) et 2) ci-avant n'est pas exigé.

B - Tentative de vol du véhicule

La tentative de vol ∇ est garantie dès lors que sont réunis des indices sérieux établissant l'intention des voleurs et rendant vraisemblable le succès de leur entreprise. Ces indices sont constitués par des traces matérielles relevées sur le véhicule par un expert en automobile, telles que le forçage du dispositif antivol de direction, des contacts électriques ou de tout système antivol.

C - Vol et tentative de vol d'éléments équipant le véhicule assuré et détériorations en résultant

1 - Vol d'éléments autres que les clés du véhicule assuré

Nous garantissons le vol isolé, la tentative de vol ☞ des éléments ☞ équipant le véhicule assuré et les détériorations en résultant.

Les éléments ☞ situés à l'intérieur de la carrosserie du véhicule assuré ne sont garantis qu'en cas d'effraction ☞ de celle-ci ou du local privé fermé ☞ dans lequel est stationné ce véhicule.

Le bénéficiaire de la garantie pourra être soumis, à notre demande, au suivi des travaux et à la vérification de l'origine des pièces détachées par l'expert en automobile.

Nous garantissons, par extension, les dommages occasionnés au véhicule assuré lors du vol du carburant qu'il contient dans son réservoir.

Le coût du carburant dérobé n'est toutefois pas couvert.

2 - Vol isolé des clés du véhicule assuré

Nous garantissons le vol isolé des clés ☞ du véhicule assuré et prenons en charge le coût :

- de leur remplacement,
- du changement des barillettes des portières ou du contacteur de démarrage,
- de la programmation des clés ☞ y compris des cartes et télécommandes de démarrage électronique.

10-3 ÉVÉNEMENTS NON COUVERTS

Outre les exclusions prévues à l'article 25, nous ne garantissons pas :

- **le vol ou la tentative de vol ☞ du véhicule assuré survenu alors que vous n'avez pas respecté l'une des obligations suivantes :**
 - vous avez laissé une clef ☞ dans, sur ou sous ce dernier,
 - vous n'avez pas,
 - › fermé le toit ouvrant et/ou panoramique, les vitres, les baies ouvrantes ou coulissantes, les lanterneaux et la capote du véhicule assuré,
 - › fermé et verrouillé toutes ses portières, son coffre et/ou son hayon,
 - vous n'avez pas respecté les obligations spécifiques de lutte contre le vol lorsque celles-ci sont prévues aux Conditions particulières ☞ ou dans la clause annexe « Clause de Protection Vol », sous réserve des dispositions prévues à l'article 10-2 A-2 en cas de vol avec violence ou menace, par ruse ☞, abus de confiance ☞ ou de vol du véhicule assuré ou de ses éléments ☞ par effraction ☞ du local privé fermé ☞, dans lequel il est stationné,
- **le vol du véhicule assuré lorsqu'il a été précédé du vol d'une de ses clés ☞ survenu en dehors d'un local privé fermé ☞,**
- **la remise du véhicule assuré et/ou d'une de ses clés ☞ à un tiers afin qu'il l'essaie en vue de son achat éventuel, hors de votre présence à bord,**
- **le vol ou la tentative de vol ☞ du véhicule assuré consécutif à une opération d'échange,**
- **le vol ou la tentative de vol ☞ du véhicule assuré commis par vos préposés ☞ pendant leur service, par les personnes habitant sous votre toit ou par une personne ayant la qualité d'assuré ou avec leur complicité. Cette exclusion ne s'applique pas au locataire lorsque l'extension Mise en location du véhicule assuré visée à l'article 6 a été souscrite,**
- **le vol et la tentative de vol ☞ d'éléments ☞ équipant le véhicule assuré si vous avez préalablement déclaré le vol de votre véhicule survenu alors que les dispositions prévues à l'article 10-2 A-2 n'étaient pas respectées,**
- **le vol des remorques et des caravanes dételées survenu alors qu'elles ne sont pas remisées dans un local privé fermé ☞ ou que vous n'avez pas fait l'usage d'un antivol de tête d'attelage, d'un sabot de roue, ou de tout autre dispositif de nature à empêcher leur déplacement.**
- **les dommages résultant d'un acte de vandalisme ☞ (événement couvert lorsque la garantie Dommages accidents ☞ - vandalisme-événements naturels a été souscrite).**

ARTICLE 11 Incendie- attentat- tempête

11-1 OBJET DE LA GARANTIE

L'objet de cette garantie est indiqué dans le tableau synthétique en page 19.

11-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

La garantie intervient en cas de survenance de l'un des événements énumérés ci-après :

A - incendie, combustion spontanée, explosion,

B - chute de la foudre,

C- attentat ou acte de terrorisme,

Nous garantissons les dommages matériels ☞ directs causés au véhicule assuré consécutifs à un attentat ou un acte de terrorisme tel que défini par les articles 421-1 et 421-2 du Code pénal, et ce, conformément à l'article L. 126-2 du Code des assurances **sous réserve que vous ne preniez pas personnellement part à ces actes,**

D- émeute ou mouvement populaire,

Nous garantissons les dommages matériels ✎ directs d'incendie ou d'explosion causés au véhicule assuré consécutifs à une émeute ou un mouvement populaire, **sous réserve que vous ne preniez pas personnellement part à ces actes.**

E - tempête, ouragan ou cyclone.

Ces événements sont constitués par l'action d'un vent **dont la vitesse dépassait 100 km/h au moment du sinistre ✎**.

11-3 ÉVÉNEMENTS NON COUVERTS

Outre les exclusions prévues à l'article 25, nous ne garantissons pas les dommages consécutifs à la perte de contrôle du véhicule assuré en circulation du fait de l'action d'un vent dont la vitesse dépassait 100 km/h au moment du sinistre ✎ . Vous ne pouvez pas revendiquer le bénéfice de la garantie en cas d'incendie ou d'explosion à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol ✎ . Seule la garantie Vol et tentative de vol ✎ (article 10) est applicable.

ARTICLE 12 Catastrophes naturelles (articles L. 125-1 à L.125-3 du Code des assurances)

12-1 OBJET DE LA GARANTIE

L'objet de cette garantie est indiqué dans le tableau synthétique en page 19.

12-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

Nous garantissons les dommages matériels ✎ directs causés au bien assuré ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

Lorsque le véhicule est techniquement réparable et que vous avez souscrit la formule Tiers-Bris de glaces ✎ , seul(e) la réparation ou le remplacement des glaces ✎ endommagées visées à l'article 9-1 est garanti(e).

ARTICLE 13 Catastrophes technologiques (articles L. 128-1 et L. 128-2 du Code des assurances)

13-1 OBJET DE LA GARANTIE

L'objet de cette garantie est indiqué dans le tableau synthétique en page 19.

13-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

Nous garantissons les dommages causés au bien assuré par un accident tel que défini à l'article L. 128-1 du Code des assurances.

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe technologique.

Elle couvre, dans les conditions prévues par l'article L. 128-2 du Code des assurances, la réparation intégrale des dommages au bien assuré.

Lorsque le véhicule est techniquement réparable et lorsque que vous avez souscrit la formule Tiers-Bris de glaces ✎ , seul(e) la réparation ou le remplacement des glaces ✎ endommagées visées à l'article 9-1 ci-avant est garanti(e).

ARTICLE 14 Dommages collision-événements naturels

14-1 OBJET DE LA GARANTIE

L'objet de cette garantie est indiqué dans le tableau synthétique en page 19.

14-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

Nous intervenons en cas de survenance de l'un des événements énumérés ci-après :

- choc du véhicule assuré, en mouvement, contre :
 - tout ou partie d'un véhicule terrestre à moteur en circulation,
- sauf si ce dernier est en stationnement,**
- un cycliste, un piéton ou un animal,
 - dommages occasionnés au véhicule assuré, en stationnement, par :
 - un autre véhicule,
 - une personne circulant sur le sol,
 - dommages matériels ✎ directs occasionnés au véhicule assuré par l'action du vent, la chute de la grêle, une inondation, un glissement ou un éboulement de terrain, une chute de pierres, une avalanche, le poids de la neige,
 - retournement du capot ou d'une portière du véhicule assuré.

14-3 ÉVÉNEMENTS NON COUVERTS

Outre les exclusions prévues à l'article 25, nous ne garantissons pas les dommages :

- occasionnés au véhicule assuré en mouvement en cas de choc contre un véhicule en stationnement,
- consécutifs à une perte de contrôle du véhicule assuré en l'absence de tout choc contre tout ou partie d'un véhicule terrestre à moteur en circulation, un cycliste, un piéton ou un animal,

Vous ne pouvez plus revendiquer le bénéfice de la garantie si vous avez préalablement déclaré que les dégâts causés à votre véhicule sont consécutifs à un incendie, un attentat, une tempête, un vol ou une tentative de vol ✎ de celui-ci. Seule la garantie correspondant à l'événement déclaré est applicable.

ARTICLE 15 Dommages accidents-vandalisme-événements naturels

15-1 OBJET DE LA GARANTIE

L'objet de cette garantie est indiqué dans le tableau synthétique en page 19.

15-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

Nous intervenons en cas de survenance de l'un des événements énumérés ci-après :

- choc du véhicule assuré, en mouvement, contre :
 - tout ou partie d'un véhicule terrestre à moteur :
 - › en circulation,
 - › en stationnement.
 - tout objet fixe ou mobile,
 - un cycliste, un piéton ou un animal.
- dommages occasionnés au véhicule assuré, en stationnement, par :
 - un autre véhicule,
 - une personne circulant sur le sol,
 - un objet,
 - un animal,

à l'exception de ceux occasionnés à l'habitacle,

- perte de contrôle du véhicule assuré,
- dommages matériels ✎ directs occasionnés au véhicule assuré par l'action du vent, la chute de la grêle, une inondation, un glissement ou un éboulement de terrain, une chute de pierres, une avalanche, le poids de la neige,
- retournement du capot ou d'une portière du véhicule assuré,
- acte de vandalisme ✎ **autre qu'incendie ou attentat** (événements couverts au titre de l'article 11),
- dommages occasionnés au véhicule assuré à l'occasion d'un transport effectué à titre onéreux,
- immersion accidentelle du véhicule assuré,
- dommages mécaniques ou électriques, non consécutifs à un choc, occasionnés au véhicule assuré par un animal,

à l'exception de ceux occasionnés à l'habitacle,

- dommages électriques en cas de versement accidentel d'un liquide à l'intérieur du véhicule assuré,
- projection de substances tachantes ou corrosives.

15-3 ÉVÉNEMENTS NON COUVERTS

Outre les exclusions prévues à l'article 25, nous ne garantissons pas les dommages occasionnés par un animal à l'habitacle du véhicule assuré.

Vous ne pouvez plus revendiquer le bénéfice de la garantie si vous avez préalablement déclaré que les dégâts causés à votre véhicule sont consécutifs à un incendie, un attentat, une tempête, un vol ou une tentative de vol ✎ de celui-ci. Seule la garantie correspondant à l'événement déclaré est applicable.

ARTICLE 16 Accessoires et aménagements du véhicule

16-1 OBJET DE LA GARANTIE

Nous garantissons les accessoires ✎ et aménagements ✎ fixés au véhicule assuré.

Nous ne garantissons pas au titre de la présente garantie les objets, bagages et effets strictement destinés à votre usage personnel, les marchandises ✎ et l'outillage ✎ professionnels, transportés ou arrimés ✎ à ce véhicule.

16-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

A - Nous intervenons en cas de survenance de l'un des événements couverts au titre des garanties suivantes lorsqu'elles ont été souscrites :

- Incendie-attentat-tempête (article 11),
- Catastrophes naturelles ou technologiques (articles 12 et 13),
- Dommages collision-événements naturels (article 14),
- Dommages accidents ✎ -vandalisme-événements naturels (article 15).

B - Nous intervenons également en cas de vol ou de tentative de vol ↗ des accessoires ↗ et aménagements ↗ équipant le véhicule assuré, lorsque ceux-ci sont dérobés :

- 1) dans un local privé fermé ↗ en cas d'effraction ↗ de ce dernier lorsque ces biens sont fixés au véhicule assuré,
- 2) en tout autre lieu :

- soit en même temps que le véhicule assuré, dans les conditions précisées à l'article 10,
- soit isolément suite à effraction ↗ du véhicule assuré.

16-3 ÉVÉNEMENTS NON COUVERTS

Outre les exclusions spécifiques à chacun des événements couverts et celles prévues à l'article 25, nous ne garantissons pas le vol ou la tentative de vol ↗ des accessoires ↗ et aménagements ↗ du véhicule assuré commis :

- **par vos préposés ↗ pendant leur service, par les personnes habitant sous votre toit ou par une personne ayant la qualité d'assuré ou avec leur complicité.** Cette exclusion ne s'applique pas au locataire lorsque l'extension Mise en location du véhicule assuré visée à l'article 6 a été souscrite,
- **dans ce véhicule, s'il est bâché ou non entièrement clos, sauf si le vol a lieu après effraction ↗ du local privé fermé ↗ dans lequel il est stationné.**

ARTICLE 17 Exonérations spécifiques de franchise

17-1 OBJET DE LA GARANTIE

Nous nous engageons, en proportion de la responsabilité encourue par l'assuré lors de la survenance de l'un des événements visés ci-après, à ne pas déduire la franchise ↗ du montant du règlement des dommages pris en charge au titre des garanties Dommages accidents ↗ -vandalisme-événements naturels, Dommages collision-événements naturels, Vol et tentative de vol ↗, Incendie-attentat-tempête, Bris de glaces ↗, Marchandises ↗ et outillage ↗ professionnels transportés, Accessoires ↗ et aménagements ↗ du véhicule.

17-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

Nous intervenons en cas de survenance de l'un des événements énumérés ci-après :

- bris de glaces ↗,
- vol, tentative de vol ↗,
- incendie,
- acte de vandalisme ↗,

si l'auteur du dommage est un tiers identifié et non assuré,

- incendie, y compris si l'auteur du dommage est non identifié lorsque l'incendie est consécutif à une émeute ou un mouvement populaire. Dans ce cas, les faits doivent être confirmés par un témoignage reçu dans les formes légales et un dépôt de plainte,
- tempête, ouragan ou cyclone occasionnant des dommages au véhicule assuré, lorsque celui-ci est en stationnement,
- dommages causés au véhicule assuré, **sauf s'il est en stationnement**, l'auteur ayant pris la fuite. Ces faits doivent alors être confirmés par un témoignage reçu dans les formes légales et un dépôt de plainte,
- dommages mécaniques ou électriques, non consécutifs à un choc, occasionnés par un animal,
- acte de vandalisme ↗ consécutif à une malveillance caractérisée dont l'origine est directement liée à l'exercice de votre activité professionnelle. Ces faits doivent alors être confirmés par un témoignage reçu dans les formes légales et un dépôt de plainte.

Section III - GARANTIE DES DOMMAGES AUX BIENS TRANSPORTÉS PAR LE VÉHICULE ASSURÉ

La garantie Marchandises et outillage professionnels transportés vous est acquise uniquement lorsque vous l'avez souscrite et qu'elle figure aux Conditions particulières.

Les plafonds et modalités d'indemnisation applicables à la garantie Marchandises et outillage professionnels transportés par le véhicule assuré figurent aux articles 2-2 et 28 des présentes Conditions générales et aux Conditions particulières.

ARTICLE 18 Marchandises et outillage professionnels transportés

Cette garantie est acquise uniquement lorsqu'un usage professionnel (Intensif ou Auto-école) est souscrit.

18-1 OBJET DE LA GARANTIE

Nous garantissons les marchandises et l'outillage professionnels :

- transportés dans le véhicule assuré,
- arrimés à ce véhicule grâce à des équipements spécialement prévus à cet effet, pour les besoins de votre profession.

Nous garantissons, par extension, les bagages, vêtements et objets, strictement destinés à votre usage personnel, que vous transportez dans le cadre de votre activité professionnelle y compris les assistants d'aide à la conduite, organisateurs, téléphones ou ordinateurs portables, tablettes numériques, lecteurs DVD portables, éthylotests électroniques

Nous ne garantissons pas :

- les collections numismatiques, les espèces monnayées, les billets de banque, les pièces de monnaie faisant l'objet d'une cotation, les cartes de paiement et de crédit, les chèques,
- les titres financiers tels que définis à l'article L. 211-1 du Code monétaire et financier,
- les lingots, barres ou blocs de métaux précieux,
- les objets en métal précieux massif (or, argent, platine ou en vermeil),
- les bijoux, les montres, les pierreries et perles fines non montées, les pièces de joaillerie ou d'horlogerie,
- les biens ci-après énumérés dont le prix d'achat unitaire au jour du sinistre d'un bien similaire de même ancienneté est supérieur à 1 000 € : tableaux, peintures, gravures, estampes, lithographies, dessins, sculptures, photographies, livres, manuscrits, objets de verrerie, céramiques, tapis, tapisseries, vêtements, sacs et articles de maroquinerie,
- les collections prises dans leur ensemble, dont le prix d'achat au jour du sinistre d'une collection similaire de même ancienneté est supérieur à 1 000 €,
La collection correspond à une réunion d'objets de même nature utilisés, le plus souvent, à d'autres fins que leur destination initiale et choisis pour leur rareté, leur beauté, leur caractère curieux, leur valeur documentaire ou leur prix,
- les antiquités,
- les fourrures,
- les appareils de télévision, de radio, de hi-fi, de vidéo, de photographie, de téléphonie, les appareils informatiques ou électriques, sauf s'il s'agit d'appareils de démonstration, de dépannage, d'appareils utilisés dans l'exercice même de votre profession ou d'objets strictement destinés à votre usage personnel visés au paragraphe ci-dessus,
- les marchandises, l'outillage et vos objets personnels transportés sur ou dans une remorque attelée au véhicule assuré, sauf si la remorque constitue le véhicule assuré désigné à ce titre aux Conditions particulières,
- les animaux transportés,
- les accessoires et aménagements du véhicule assuré,
- les effets strictement destinés à votre usage personnel autre que les bagages, vêtements et objets que vous transportez dans le cadre de votre activité professionnelle,
- les marchandises et outillage transportés dans le véhicule assuré à l'occasion de l'exercice d'une activité de transport de marchandises à titre onéreux,
- les marchandises et outillage transportés dans le véhicule dans un contexte d'essai en vue de la vente (article 5-1),
- les cyclomobiles légers et les engins de déplacement personnels motorisés visés aux paragraphes 4.1.3 et 6.15 de l'article R. 311-1 du Code de la route soumis conformément à l'article L.211-1 du Code des assurances à l'obligation d'assurance des véhicules terrestres à moteur.

La garantie ne peut être mise en jeu lorsque vous bénéficiez du prêt gratuit d'un véhicule.

18-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

A - Nous intervenons en cas de survenance de l'un des événements couverts au titre des garanties suivantes lorsqu'elles ont été souscrites :

- Incendie-attentat-tempête (article 11),
- Catastrophes naturelles ou technologiques (articles 12 et 13),
- Dommages collision-événements naturels (article 14),
- Dommages accidents -vandalisme-événements naturels (article 15).

B - Nous intervenons également en cas de vol des marchandises ✎, de l'outillage ✎ professionnels transportés ou de vos objets personnels couverts par extension, lorsque ceux-ci sont dérobés :

1) dans un local privé fermé ✎, en cas d'effraction ✎ de celui-ci, lorsque ces biens sont arrimés ✎ au véhicule assuré ou sont à l'intérieur de la carrosserie de ce dernier,

2) en tout autre lieu :

- soit en même temps que le véhicule assuré, dans les conditions précisées à l'article 10,
- soit isolément suite à effraction ✎ du véhicule assuré.

18-3 ÉVÉNEMENTS NON COUVERTS

Outre les exclusions spécifiques à chacun des événements couverts et celles prévues à l'article 25, nous ne garantissons pas le vol des marchandises ✎, de l'outillage ✎, des bagages, vêtements et objets transportés, commis :

- ***par vos préposés ✎ pendant leur service, par les personnes habitant sous votre toit ou par une personne ayant la qualité d'assuré, ou avec leur complicité. Cette exclusion ne s'applique pas au locataire lorsque l'extension Mise en location du véhicule assuré visée à l'article 6 a été souscrite,***
- ***dans le véhicule assuré, s'il est bâché ou non entièrement clos, sauf si le vol a lieu après effraction du local privé fermé ✎ dans lequel il est stationné.***

Les garanties Mobilité vous sont acquises uniquement lorsque vous les avez souscrites et qu'elles figurent aux Conditions particulières ¹.

Les plafonds et modalités d'indemnisation applicables aux garanties Mobilité figurent respectivement à l'article 2-2, 28-2 et à l'Annexe II aux présentes Conditions générales ¹.

ARTICLE 19 Assistance au véhicule et aux personnes transportées

Matmut Assistance propose un ensemble de prestations mis en œuvre par Inter Mutuelles Assistance GIE (118 avenue de Paris, 79000 Niort).

Vous devez joindre **Matmut** Assistance 24 h/24, tous les jours, même les jours fériés :

- numéro vert en France : **0 801 90 69 06** (service et appel gratuits)
- numéro depuis l'étranger : **+ 33 549 163 538**
- pour les personnes sourdes et malentendantes par SMS au **06 21 40 34 03**

Le domaine d'application et l'ensemble des prestations d'assistance au véhicule et aux personnes transportées sont décrits à l'Annexe II.

19-1 OBJET DE LA GARANTIE

A - Les prestations d'assistance sont les suivantes :

- Assistance aux personnes transportées dans le véhicule assuré (voir II de l'Annexe II),
- Assistance au véhicule assuré (voir III de l'Annexe II).

B - Déplacements garantis (voir I-C de l'Annexe II)

Donne lieu à assistance, tout éloignement, avec le véhicule assuré, du bénéficiaire de son domicile :

- en France, quels que soient la durée et le motif de l'éloignement,
- à l'étranger, pendant les douze premiers mois de cet éloignement (3 mois maximum si le déplacement est professionnel).

En France, cet éloignement doit être égal ou supérieur à 50 km du domicile du souscripteur ¹, sauf dans les cas suivants où il n'est pas fait application d'une franchise kilométrique : véhicule accidenté, incendié, volé ou ayant subi une tentative de vol ¹ ou un acte de vandalisme ¹, vol des clefs ¹ du véhicule, leur enfermement, leur bris, leur dysfonctionnement ou leur perte immobilisant le véhicule assuré.

À l'étranger, les garanties d'assistance sont accordées sans franchise kilométrique.

19-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS DONNANT DROIT AUX PRESTATIONS D'ASSISTANCE

ÉVÉNEMENTS LIÉS À L'UTILISATION DU VÉHICULE ASSURÉ

- Accident ¹ corporel,
- Accident ¹ matériel,
- Incendie,
- Vol,
- Tentative de vol ¹, ou acte de vandalisme ¹ qui entraîne des dommages rendant impossible l'utilisation du véhicule dans le respect de la réglementation en vigueur,
- Vol des clefs ¹ du véhicule, leur enfermement, leur bris, leur dysfonctionnement ou leur perte,
- Panne.

ARTICLE 20 Assistance panne 0 kilomètre/ rétention administrative du permis de conduire

Le domaine d'application et les prestations de l'assistance Panne 0 kilomètre/rétention administrative du permis de conduire sont décrits à l'Annexe II.

20-1 OBJET DE LA GARANTIE

Vous bénéficiez de notre service **Matmut** Assistance en cas de survenance :

- d'une panne survenant à moins de 50 km du domicile du souscripteur ¹

à l'exclusion de la prestation « attente sur place de la réparation du véhicule »,

- d'une rétention administrative du permis de conduire en France,
- et ce, en complément des prestations d'Assistance indiquées à l'article 19.

20-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS DONNANT DROIT AUX PRESTATIONS D'ASSISTANCE

ÉVÉNEMENTS LIÉS À L'UTILISATION DU VÉHICULE ASSURÉ	PRESTATIONS D'ASSISTANCE
Panne 0 kilomètre	<ul style="list-style-type: none">• Envoi sur place d'un réparateur pour dépanner ou remorquer le véhicule assuré,• Organisation et prise en charge du retour à domicile (ou transport vers le lieu de destination) du conducteur et des passagers.
Rétention administrative du permis de conduire survenu en France	<ul style="list-style-type: none">• Mise en sécurité du véhicule : organisation et prise en charge du remorquage du véhicule vers le lieu le plus proche (garage, domicile, lieu de séjour ou siège, établissement principal ou secondaire, de l'entreprise en cas de déplacement professionnel),• Organisation et prise en charge du retour à domicile (ou transport vers le lieu de destination) du conducteur et des passagers.

ARTICLE 21 Indisponibilité du véhicule

Les plafonds applicables à la garantie Indisponibilité du véhicule figurent à l'article 2-2 et les modalités de détermination de la durée maximum de l'indisponibilité du véhicule sont précisées à l'article 28-2 des présentes Conditions générales ✎ .

21-1 OBJET DE LA GARANTIE

Lorsque le véhicule assuré est non roulant ✎ ou indisponible à dire d'expert, à la suite de l'un des événements couverts visés à l'article 21-2, nous vous remboursons, sur présentation de justificatifs de dépenses engagées, les frais acquittés pour maintenir votre mobilité (location d'une voiture particulière auprès d'un professionnel, taxi, train, bus notamment) dans la limite du plafond et de la durée indiqués aux Conditions particulières ✎ par jour d'immobilisation.

21-2 ÉVÉNEMENTS COUVERTS

La garantie intervient en cas de survenance de l'un des événements assurés au titre des garanties suivantes:

- Vol et tentative de vol ✎ (article 10),
- Incendie-attentat-tempête (article 11),
- Catastrophes naturelles ou technologiques (articles 12 et 13),
- Dommages collision-événements naturels (article 14),
- Dommages accidents ✎ -vandalisme-événements naturels (article 15).

21-3 ÉVÉNEMENTS NON COUVERTS

Outre les exclusions spécifiques à chacun des événements couverts et celles prévues à l'article 25, la garantie ne peut être mise en jeu lorsque :

- le véhicule assuré est indisponible à la suite d'une campagne de rappel de série effectuée par le constructeur,
- le véhicule assuré indisponible est garanti dans le cadre des dispositions prévues à l'article 5-1 (Essai en vue de la vente),
- vous bénéficiez du prêt gratuit d'un véhicule,
- le véhicule assuré est mis en location dans le cadre des dispositions de l'article 6 (Mise en location du véhicule assuré).

La garantie Dommages corporels \blacktriangleright du conducteur vous est acquise uniquement lorsque vous l'avez souscrite et qu'elle figure aux Conditions particulières \blacktriangleright .

Les plafonds et seuils de déclenchement applicables à la garantie Dommages corporels \blacktriangleright du conducteur figurent à l'article 2-2 des présentes Conditions générales \blacktriangleright .

ARTICLE 22 Dommages corporels du conducteur

La garantie Dommages corporels \blacktriangleright du conducteur est une garantie optionnelle comportant au choix 2 niveaux de protection. Des exemples d'indemnités susceptibles d'être versées au titre de cette garantie figurent à l'Annexe VI.

22-1 DÉFINITIONS

A - Assuré

Ont la qualité d'assuré :

- 1 - lorsqu'elles conduisent le véhicule assuré, les personnes :
 - désignées aux Conditions particulières \blacktriangleright du contrat en qualité de conducteur de ce véhicule,
 - énumérées ci-après, même si elles n'ont pas été désignées aux Conditions particulières \blacktriangleright du contrat en qualité de conducteur de ce véhicule :
 - le souscripteur \blacktriangleright lui-même, son conjoint \blacktriangleright et leurs enfants,
 - les dirigeants, associés ou préposés \blacktriangleright du souscripteur \blacktriangleright pendant et en dehors de leur service,
 - la personne qui supplée au volant le souscripteur \blacktriangleright ou tout conducteur désigné aux Conditions particulières \blacktriangleright , présent dans le véhicule, dans le cadre d'un prêt du volant \blacktriangleright ,
 - toute personne titulaire auprès du Groupe **Matmut** d'un contrat en cours de validité garantissant un véhicule terrestre à moteur, à la condition que ce contrat comporte la garantie Dommages corporels du conducteur.
- 2 - lorsqu'il conduit le véhicule assuré : le locataire, dès lors que vous avez opté pour l'extension Mise en location du véhicule assuré visée à l'article 6 des présentes Conditions générales \blacktriangleright ,
- 3 - lorsqu'ils sont transportés dans le véhicule assuré, en un lieu autre qu'une voie ouverte à la circulation publique, les préposés \blacktriangleright du souscripteur \blacktriangleright accidentés pendant leur service.

La garantie Dommages corporels \blacktriangleright du conducteur n'est pas acquise au conducteur victime d'un accident \blacktriangleright :

- dû à une défaillance mécanique du véhicule garanti dont il n'est ni propriétaire, ni locataire et faisant l'objet d'un entretien conformément aux préconisations du constructeur,
- avec le véhicule assuré, en cours de formation dispensée par un établissement d'enseignement pour la conduite des véhicules terrestres à moteur agréé ou lors des épreuves pratiques d'obtention des certificats \blacktriangleright administratifs d'aptitude,
- dans le cadre de la conduite encadrée ayant donné lieu à extension de garantie de la part de Matmut & Co, alors qu'il a à ses côtés un accompagnateur mentionné, le cas échéant, sur le livret d'apprentissage.

Dans ces situations, le conducteur bénéficie en effet de la qualité de tiers victime au sens de l'article 8-1 E-1 a) ci-avant.

B- Bénéficiaires

Ont la qualité de bénéficiaires :

- en cas de blessures : l'assuré visé à l'article 22-1 A ci-avant,
- en cas de décès
 - pour l'indemnité correspondant à la participation aux frais d'obsèques : la personne ayant exposé les frais,
 - pour l'indemnité versée en cas de décès et à condition qu'ils survivent à l'assuré décédé :

INDEMNITÉ DE BASE	INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE
La personne physique désignée aux Conditions particulières \blacktriangleright * À défaut le conjoint marié ou uni par un PACS ni séparé, de droit ou de fait, ni divorcé de l'assuré décédé À défaut le conjoint de fait du défunt À défaut les enfants de l'assuré décédé À défaut toutes personnes dont l'assuré a la tutelle ou la curatelle ou toutes personnes représentées par l'assuré au titre de l'habilitation familiale À défaut le père ou la mère de l'assuré décédé À défaut ses autres ascendants	Le conjoint marié ou uni par un PACS ni séparé, de droit ou de fait, ni divorcé de l'assuré décédé. À défaut les enfants mineurs de l'assuré décédé, ainsi que les autres enfants mineurs fiscalement à sa charge À défaut, le conjoint de fait de l'assuré

* Uniquement en cas de décès du souscripteur \blacktriangleright lui-même.

La majoration opérée sur le capital décès de base et sur le capital décès complémentaire, en cas de décès de l'assuré laissant des enfants mineurs fiscalement à charge, n'est versée qu'aux seuls bénéficiaires enfants mineurs, répondant aux conditions énoncées à l'article 22-14 B-1.

Ces indemnités ne sont pas versées à d'autres personnes que les bénéficiaires ci-dessus désignés.

22-2 ACCIDENTS COUVERTS

Nous intervenons en cas d'accident ☞ occasionnant des blessures à l'assuré ou entraînant son décès. La garantie joue lorsque l'assuré conduit le véhicule assuré, ou un véhicule utilisé dans les situations visées à l'article 22-3 ci-après, monte ou descend du véhicule, prend part à des manœuvres ou à des réparations de celui-ci.

22-3 EXTENSION DE LA GARANTIE

Le bénéfice de la garantie est étendu au souscripteur ☞ lui-même ou aux conducteurs désignés aux Conditions particulières ☞ lorsqu'ils conduisent un véhicule à 2 ou 4 roues :

- dans le cadre d'un essai en vue de son achat,
- pris en location,
- emprunté.

Le véhicule terrestre à moteur à 2 ou 4 roues essayé en vue de son achat, pris en location ou emprunté doit être :

- une voiture particulière ou utilitaire, une camionnette, un camping-car de moins de 3,5 tonnes,
- un cyclomoteur ou une motocyclette légère dont la cylindrée n'excède pas 125 cm³, dont la puissance n'excède pas 11 kilowatts et dont le rapport puissance/poids n'excède pas 0,1 kilowatt par kilogramme,
- une motocyclette, sous réserve que le souscripteur ☞ ou le conducteur ait déjà la qualité d'assuré au titre d'un contrat du Groupe **Matmut** garantissant ce type de véhicule,
- un quad.

Cette extension de garantie s'exerce dans le monde entier et ce, pour une durée ne dépassant pas quatre semaines consécutives.

L'extension de la garantie n'est pas accordée lorsque le souscripteur ☞, son conjoint ☞ ou tout conducteur désigné aux Conditions particulières ☞ est :

- **propriétaire,**
- **locataire dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat (LOA), de location longue durée (LLD),**
- **utilisateur habituel,**
- **utilisateur d'un véhicule confié par son employeur.**

22-4 PRINCIPE DE NON-CUMUL DES INDEMNITÉS EN CAS DE PLURALITÉ DE GARANTIES DU CONDUCTEUR SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MISES EN JEU

L'assuré ne peut prétendre au bénéfice de plusieurs indemnités lorsque :

- par l'effet de l'attribution de la qualité d'assuré visée à l'article 22-1 A et de l'extension de la garantie visée à 22-3, plusieurs garanties Dommages corporels ☞ du conducteur sont susceptibles d'être mises en jeu,
- par l'effet de plusieurs contrats souscrits auprès du Groupe **Matmut**, il bénéficie de l'extension de la garantie Dommages corporels ☞ du conducteur, visée à l'article 22-3.

La garantie servant de base à l'indemnisation de l'assuré est alors déterminée de la façon suivante :

- lorsque lorsqu'il bénéficie de la qualité d'assuré au titre du véhicule qu'il conduit au moment de l'accident ☞, conformément à l'article 22-1 A ci-avant, l'assuré est indemnisé au titre de la garantie attachée à ce véhicule,
- lorsqu'il bénéficie de l'extension de la garantie Dommages corporels ☞ du conducteur, visée à l'article 22-3 ci-avant, au titre de plusieurs contrats souscrits auprès du Groupe **Matmut**, l'assuré est indemnisé au titre d'une seule garantie. En présence de différents niveaux de garantie souscrits, l'indemnisation est déterminée sur la base du niveau le plus favorable.

22-5 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES EN CAS DE DÉCÈS DE L'ASSURÉ NON CONCOMITANT À L'ACCIDENT GARANTI

1-En cas de décès imputable à l'accident garanti : non-cumul des indemnités

Lorsque l'assuré décède des suites de l'accident ☞ garanti après qu'une indemnité lui a été réglée au titre des garanties en cas de blessures, nous versons aux bénéficiaires visés à l'article 22-1 B, les indemnités dues au titre des capitaux en cas de décès (article 22-14) dans la limite des plafonds figurant à l'article 2-2 et après déduction de toutes les indemnités que nous avons déjà réglées au titre des garanties en cas de blessures.

En cas de pluralité de bénéficiaires, l'indemnité versée au titre des blessures est déduite entre les bénéficiaires proportionnellement à l'indemnité qui leur est due.

2-En cas de décès avant règlement des indemnités prévues au titre des garanties en cas de blessures: réduction des indemnités

a) Principe

Lorsque, après consolidation ☞ de ses blessures, l'assuré décède, avant le règlement intégral des indemnités dues au titre de la garantie Incapacité permanente ☞ (article 22-11), les indemnités versées à ses ayants droit au titre de ce poste de préjudice sont réduites.

Les sommes versées correspondent alors au montant des indemnités, calculées conformément aux dispositions de l'article 22-11 D, réduites au prorata de la période comprise entre la date de consolidation ☞ des blessures de l'assuré et celle de son décès selon les modalités prévues au paragraphe b).

b) Calcul des indemnités

Elles sont le résultat de la formule mathématique suivante :

$$\text{Indemnités dues en cas de blessures si l'assuré avait survécu} \times \frac{\text{Durée de vie entre la date de consolidation } \blacktriangleright \text{ des blessures et le décès de l'assuré}}{\text{Espérance de vie* de l'assuré, en fonction de son sexe, au jour de la consolidation } \blacktriangleright \text{ de ses blessures}}$$

*L'espérance de vie de l'assuré, en fonction de son sexe, est déterminée à partir des dernières données statistiques « Espérance de vie à différents âges en France » publiées sur le site de l'INSEE avant la date de la consolidation \blacktriangleright de ses blessures.

22-6 NOTRE ENGAGEMENT

Le capital maximum garanti par assuré pour chacun des dommages couverts définis aux articles 22-8 à 22-12 (en cas de blessures) et 22-13 et 22-14 (en cas de décès) ci-après est indiqué à l'article 2-2 ci-avant.

Nous ne pouvons, en aucun cas, être tenus, pour un même accident \blacktriangleright , de verser pour chacun des dommages couverts :

- par assuré, une somme supérieure au montant de la garantie correspondante, indiqué à l'article 2-2,
- en cas de pluralité d'assurés, un total d'indemnités supérieur à celui indiqué à l'article 2-2.

Si la totalité du coût du sinistre \blacktriangleright dépasse notre engagement maximum tel qu'il est indiqué ci-dessus, nous versons à chaque bénéficiaire une quote-part proportionnelle des indemnités lui revenant.

22-7 EXCLUSIONS

Les exclusions applicables à la garantie Dommages corporels \blacktriangleright du conducteur sont indiquées à l'article 5-1 et aux cas n° 1 à 12, 14, 17, 19, 21, 24 à 26 de l'article 25.

GARANTIES EN CAS DE BLESSURES

En cas d'accident \blacktriangleright garanti tel que défini à l'article 22-2, nous intervenons au titre des prestations suivantes.

22-8 FRAIS DE SOINS

A - Objet de la garantie

Vous avez droit, quelle que soit la gravité de vos blessures, au remboursement des frais engagés jusqu'à la date de consolidation \blacktriangleright des blessures, pour les soins (rééducation, médecine, chirurgie, hospitalisation, pharmacie, transport, prothèse) rendus nécessaires par l'accident \blacktriangleright , lorsqu'ils donnent lieu à intervention d'un organisme de protection sociale obligatoire.

Les dépenses de soins sont prises en compte dans la limite du tarif de responsabilité en vigueur à la Caisse de Sécurité sociale dont vous dépendez, majoré s'il y a lieu de 20 % en matière de prothèse ou d'hospitalisation.

B - Indemnité versée

Nous versons, **dans la limite des plafonds fixés à l'article 2-2 ci-avant**, une indemnité correspondant à la différence entre les frais de soins visés à l'article 22-8 A ci-avant et les prestations énumérées à l'article 29 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 (Annexe IV des présentes Conditions générales \blacktriangleright) compensant ces frais.

En cas de pluralité d'organismes assureurs intervenant à titre complémentaire des régimes de prévoyance obligatoires, le remboursement des frais de soins s'effectue dans les conditions prévues par le 2e alinéa de l'article 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 et par l'article 2, alinéa 1, du décret n° 90-769 du 30 août 1990, rappelés ci-après :

- **article 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 :**

les remboursements ou les indemnisations des frais occasionnés suite à un accident \blacktriangleright « ne peuvent excéder le montant des frais restant à la charge de l'assuré ou de l'adhérent après les remboursements de toute nature auxquels il a droit. Un décret détermine les modalités d'application du présent article en cas de pluralité d'organismes garantissant l'assuré ou l'adhérent ».

- **article 2, alinéa 1, du décret n° 90-769 du 30 août 1990 :**

« pour l'application du deuxième alinéa de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1989 susvisée, les garanties de même nature contractées auprès de plusieurs assureurs produisent leurs effets dans la limite de chaque garantie quelle que soit sa date de souscription.

Dans cette limite, le bénéficiaire du contrat ou de la Convention peut obtenir l'indemnisation en s'adressant à l'organisme de son choix. »

22-9 PERTES DE REVENUS PROFESSIONNELS

A - Objet de la garantie

L'assuré Actif \blacktriangleright a droit, quelle que soit la gravité de ses blessures, à la compensation de ses pertes de revenus professionnels pendant la durée de son incapacité temporaire de travail \blacktriangleright consécutive à un accident \blacktriangleright garanti déterminée par le médecin expert désigné par nous.

La perte de revenus professionnels s'établit pour :

- les travailleurs salariés, à partir de l'attestation de l'employeur chiffrant la perte de salaire net soumis à l'impôt sur le revenu,
- les travailleurs non salariés, à partir du revenu tiré de l'exercice de l'activité professionnelle ne pouvant plus temporairement s'exercer, prouvé par la production du dernier avis d'imposition au titre de l'impôt sur le revenu ayant précédé l'accident et de l'ensemble des documents communiqués à l'Administration Fiscale en vue de l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices non commerciaux ou des bénéfices agricoles,
- les travailleurs non salariés n'ayant pas encore été imposés, sur la base d'un forfait journalier de 50 €,
- les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'assurance chômage, à partir de l'attestation chiffrant le montant net des indemnités.

B - Indemnité versée

Nous versons, dans la limite des plafonds fixés à l'article 2-2 ci-avant, une indemnité correspondant à la différence entre les pertes de revenus professionnels visées à l'article 22-9 A ci-avant et les prestations énumérées à l'article 29 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 (Annexe IV des présentes Conditions générales) compensant ces pertes.

22-10 SERVICES À LA PERSONNE

En cas d'incapacité temporaire totale ou de temps partiel thérapeutique, vous bénéficiez d'un crédit d'heures de services à la personne, dont le nombre d'heures de crédit alloué, utilisable pendant la période d'incapacité, est directement fonction de la durée de cette dernière.

Le crédit d'heures de services est majoré de 50 % lorsque vous remplissez au moins l'une des conditions énumérées ci-dessous :

- vous êtes hospitalisé pour une durée consécutive de plus de 2 jours du fait de l'accident,
- vous avez la charge d'au moins un enfant âgé de moins de 16 ans,
- vous apportez une aide humaine à une personne dépendante en raison de son âge ou d'un handicap.

DURÉE GLOBALE D'INCAPACITÉ	CRÉDIT D'HEURES DE SERVICES À LA PERSONNE ALLOUÉ DANS LA LIMITE DE :	
	Sans majoration	Avec majoration
≤ à 45 jours	10 heures de crédit	15 heures de crédit
> à 45 jours et ≤ à 60 jours	20 heures de crédit	30 heures de crédit
> à 60 jours et ≤ à 90 jours	30 heures de crédit	45 heures de crédit
> à 90 jours	40 heures de crédit	60 heures de crédit

Chaque service proposé est affecté d'un nombre d'heures de crédit venant, au fur et à mesure de sa consommation, en déduction du crédit d'heures accordé à l'assuré. Le nombre d'heures de crédit correspondant à chaque service figure à l'Annexe V.

Le détail de chaque service énuméré ci-après et les conditions de sa mise en jeu figurent à l'Annexe V. Ces services sont mis en œuvre après accord de nos services qui vous mettent en relation avec l'organisme prestataire.

Les services garantis sont les suivants :

- aide-ménagère,
- auxiliaire de vie,
- déplacement accompagné,
- jardinage,
- livraison de courses,
- livraison de médicaments,
- portage de repas,
- prise en charge des animaux de compagnie,
- coiffure à domicile,
- soutien scolaire à domicile (niveau secondaire),
- soutien scolaire en ligne (niveau secondaire).

22-11 INCAPACITÉ PERMANENTE

A - Principe de la garantie

Si vous conservez, en cas de blessures, une incapacité permanente dont le taux est au moins égal à 10 %, nous versons une indemnité :

- de base,
- complémentaire.

B - Évaluation du taux d'incapacité permanente

Le taux d'incapacité permanente subsistant après consolidation des blessures est fixé par un médecin expert, spécialiste en évaluation médico-légale du dommage corporel, désigné par nous. Ses honoraires sont alors à notre charge.

Lors de cet examen, vous pouvez vous faire assister par le médecin de votre choix dont les honoraires et les frais seront à votre charge. Le taux d'incapacité est déterminé conformément au « barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun » publié dans la revue *Le Concours Médical* (dernière édition).

Le médecin expert détermine l'aptitude ou non de l'assuré à l'exercice de toute activité professionnelle et précise si l'assuré a besoin d'une assistance permanente par tierce personne et en fixe la durée.

C - Majorations ou abattement opérés sur le calcul du capital de base et du capital complémentaire

1 - Majorations

- Pour inaptitude au travail

Lorsque le taux d'incapacité est supérieur à 65 % et que l'assuré, **non retraité**, est médicalement reconnu inapte à se livrer à un travail ou à une occupation lui procurant un gain ou un profit, nous effectuons le calcul de l'indemnité sur la base d'un taux d'incapacité de 100 %.

- Pour assistance permanente par tierce personne ↴

Lorsque l'incapacité permanente ↴ nécessite l'assistance permanente par tierce personne ↴ **durant au minimum 2 heures par jour**, la valeur du point servant au calcul du capital de base et le capital complémentaire est majorée de 50%.

Cette majoration n'est toutefois pas due lorsque l'assuré demeure placé dans un établissement spécialisé et/ou de soins après la consolidation ↴ de ses blessures.

2 - Abattement en raison de l'âge

La valeur du point d'incapacité servant de base au calcul du capital de base et du capital complémentaire fait l'objet, lorsque vous êtes âgé de plus de 70 ans au jour de l'accident ↴, d'un abattement de 5 % par année d'âge supplémentaire.

Cet abattement ne peut cependant jamais dépasser 75 % de la valeur du point d'incapacité.

POURCENTAGE RETENU POUR UNE PERSONNE ÂGÉE DE PLUS DE 70 ANS																
Âge	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85 et au-delà
Taux	100	95	90	85	80	75	70	65	60	55	50	45	40	35	30	25

D - Indemnités versées

1 - Capital de base

Le capital versé correspond à la somme résultant du produit du taux d'incapacité par la valeur du point correspondant à ce taux indiquée à l'article 2-2, auquel il convient, le cas échéant, d'appliquer les majorations ou abattement prévus au paragraphe C ci-avant.

2 - Capital complémentaire

a) Mode de calcul

Lorsqu'elle est due, l'indemnité complémentaire versée est égale à la différence entre :

- d'une part, la somme résultant du produit du taux d'incapacité par la valeur du point correspondant à ce taux indiquée à l'article 2-2, auquel il convient, le cas échéant, d'appliquer les majorations ou abattement prévus au paragraphe C ci-avant,
- d'autre part, les indemnités reçues ou à recevoir par l'assuré au titre du dommage concerné :
 - du responsable de l'accident ↴, de son garant, du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), du Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI) ou de l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre du Déficit Fonctionnel Permanent, du retentissement professionnel (Incidence Professionnelle et/ou Perte de Gains Professionnels Futurs) et de l'Assistance Tierce Personne (étant précisé que, en cas de partage des responsabilités, l'indemnité concernée correspond à l'indemnité allouée ou offerte pour le compenser, réduite proportionnellement au taux de responsabilité de l'assuré),
 - de l'employeur, de tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles.

Lorsqu'elles sont versées sous forme de rente, ces indemnités sont capitalisées en fonction du même taux d'actualisation et de la même table de mortalité que ceux de l'Arrêté relatif à l'application des articles R. 376-1 et R. 454-1 du Code de la sécurité sociale en vigueur au jour de l'accident ↴, correspondant au sexe et à l'âge de l'assuré au jour de leur premier versement et jusqu'à la date de la cessation du règlement de cette rente.

Ne sont pas prises en compte les indemnités correspondant aux souffrances physiques ou morales endurées, au préjudice d'agrément et au préjudice esthétique.

b) Conditions de versement

L'indemnité complémentaire est versée lorsque l'assuré a produit les documents que nous lui avons réclamés, attestant qu'il a fait préalablement valoir ses droits auprès de ses différents débiteurs.

c) Modalités de règlement

L'indemnité complémentaire est, dans tous les cas, versée sous forme d'un capital dont le montant ne peut être révisé en cas de modification ultérieure des prestations des tiers payeurs.

E- Aggravation de l'incapacité permanente

L'aggravation se caractérise par une évolution de l'état de l'assuré, en relation directe et certaine avec l'accident ↴, modifiant les conclusions médicales relatives au taux d'incapacité permanente ↴ fixé initialement.

Si le taux initial était égal ou supérieur à 10 %, nous procédons au versement :

- d'une nouvelle indemnité de base dont le montant correspond à la différence entre :
 - d'une part, l'indemnité de base calculée en fonction du nouveau taux d'incapacité permanente \blacktriangleright , selon les modalités de l'article 22-11 D ci-avant,
 - d'autre part, l'indemnité de base initialement versée.
- d'une nouvelle indemnité complémentaire dont le montant correspond à la différence entre :
 - d'une part, l'indemnité complémentaire calculée en fonction du nouveau taux d'incapacité permanente \blacktriangleright , selon les modalités de l'article 22-11 D ci-avant,
 - d'autre part, l'indemnité complémentaire initialement versée.

Si le taux initial était inférieur à 10 %, nous procédons au versement d'une indemnité de base et d'une indemnité complémentaire dont les montants sont calculés en fonction du nouveau taux d'incapacité permanente \blacktriangleright , selon les modalités de l'article 22-11 D ci-avant.

22-12 FRAIS D'AMÉNAGEMENT DE LOGEMENT ET DE VÉHICULE ADAPTÉS

A - Condition de la garantie

Vous devez conserver une incapacité dont le taux est au moins égal à 10 % et être confronté, du fait des séquelles imputables à l'accident \blacktriangleright indemnisé, à des gênes médicalement constatées, engendrées par l'inadaptation de votre logement et/ou de votre véhicule automobile. Nous vous versons alors une indemnité au titre des frais engagés pour l'aménagement de votre logement et/ou de votre véhicule.

B - Fixation des bases de l'indemnité

Nous définissons et chiffrons, le cas échéant avec le concours d'un organisme spécialisé, le coût des mesures d'aménagement susceptibles d'adapter le logement et/ou le véhicule à votre handicap.

Pour les frais de logement, la prise en charge est limitée aux travaux et aménagements immobiliers nécessaires pour adapter le logement de l'assuré à son handicap.

C - Indemnité versée

Nous versons, **dans les limites des plafonds indiqués à l'article 2-2**, une indemnité égale à la différence entre :

- d'une part, le coût de l'acquisition ou de réalisation initiale des mesures d'aménagement du logement et/ou du véhicule,
- d'autre part, les indemnités reçues ou à recevoir par l'assuré au titre des frais d'aménagement du logement et/ou du véhicule adaptés : du responsable de l'accident \blacktriangleright , de son garant, du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), du Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI) ou de l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) (étant précisé que, en cas de partage des responsabilités, l'indemnité déduite au titre des frais d'aménagement concernés correspond à l'indemnité allouée ou offerte pour les compenser, réduite proportionnellement au taux de responsabilité de l'assuré).

GARANTIES EN CAS DE DÉCÈS

22-13 PARTICIPATION AUX FRAIS D'OBSÈQUES

En cas de décès, consécutif à un événement couvert et survenant dans le délai de 12 mois suivant la date de l'accident \blacktriangleright , nous versons une indemnité en remboursement des frais engagés pour les obsèques égale à la différence entre :

- d'une part, les frais justifiés,
- d'autre part, les indemnités reçues ou à recevoir par les bénéficiaires au titre du dommage concerné :
 - du responsable de l'accident \blacktriangleright , de son garant, du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), du Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI) ou de l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) (étant précisé que, en cas de partage des responsabilités, l'indemnité déduite au titre des frais d'obsèques concernés correspond à l'indemnité allouée ou offerte pour le compenser, réduite proportionnellement au taux de responsabilité de l'assuré),
 - de l'employeur, de tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles.

Ces frais sont pris en compte dans la limite des dépenses engagées, directement liées à l'inhumation ou à la crémation sans pouvoir dépasser le plafond indiqué à l'article 2-2.

Nous pouvons également mettre les bénéficiaires en relation avec OGF (OGF SAS 31 rue de Cambrai 75019 Paris), société spécialisée dans les services funéraires, présente sur tout le territoire français, pour l'organisation des obsèques.

Les bénéficiaires peuvent joindre OGF SAS **24 h/24 et 7j/7** : numéro en France : 01 55 26 39 65 (prix d'un appel normal).

La prestation est alors réalisée, après que nous avons donné notre accord, par un prestataire membre du réseau OGF choisi par les bénéficiaires.

Lorsque l'organisation des obsèques est confiée, avec notre accord, à un prestataire membre du réseau OGF, elle est mise en œuvre dans la limite du plafond indiqué à l'article 2-2.

Toutes prestations et fournitures complémentaires excédant ce plafond demeurent alors à la charge des bénéficiaires et doivent être réglées par eux directement auprès du prestataire membre du réseau OGF.

22-14 CAPITAUX EN CAS DE DÉCÈS

A - Principe de la garantie

En cas de décès de l'assuré consécutif à un accident ☛ garanti, nous versons un capital :

- de base,
- complémentaire.

B - Majoration et/ou abattement opérés sur le capital décès de base et sur le capital décès complémentaire

1 - Majoration en cas de décès de l'assuré laissant des enfants mineurs fiscalement à charge

En cas de décès, le capital décès de base et le capital décès complémentaire sont majorés d'un tiers par enfant mineur, non décédé au jour du règlement de ce capital, et fiscalement à la charge de l'assuré au jour du décès de celui-ci, sans que cette majoration puisse dépasser 100 %.

Cette majoration n'est versée qu'aux seuls bénéficiaires enfants mineurs répondant aux conditions énoncées ci-avant et visés à l'article 22-1 B.

2 - Abattement en raison de l'âge

Les montants du capital décès de base et du capital décès complémentaire font l'objet, lorsque l'assuré est âgé de plus de 70 ans au jour de l'accident ☛, d'un abattement de 5 % par année d'âge supplémentaire.

Cet abattement ne peut cependant jamais dépasser 75 % du capital de base et du capital complémentaire.

POURCENTAGE RETENU POUR UNE PERSONNE ÂGÉE DE PLUS DE 70 ANS																
Âge	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85 et au-delà
Taux	100	95	90	85	80	75	70	65	60	55	50	45	40	35	30	25

C- Indemnités versées

1 - Capital de base

Le capital versé correspond à la somme indiquée à l'article 2-2, auquel il convient, le cas échéant, d'appliquer la majoration et/ ou l'abattement prévus au paragraphe B ci-avant.

2 - Capital complémentaire

a) Mode de calcul

Lorsqu'il est dû, le capital complémentaire versé est égal à la différence entre :

- d'une part, la somme obtenue en appliquant au capital complémentaire indiqué à l'article 2-2, la majoration et/ou l'abattement prévus au paragraphe B ci-avant.
- d'autre part, les indemnités reçues ou à recevoir par le ou les bénéficiaire(s) au titre du dommage concerné :
 - du responsable de l'accident ☛, de son garant, du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), du Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI) ou de l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) (étant précisé que, en cas de partage des responsabilités, l'indemnité déduite au titre des pertes de revenus des proches concernés correspond à l'indemnité allouée ou offerte pour le compenser, réduite proportionnellement au taux de responsabilité de l'assuré),
 - de l'employeur, de tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles.

Sont ainsi déduites en cas de décès les pensions ou rentes de réversion, ainsi que les sommes dues en réparation de l'atteinte corporelle subie par l'assuré jusqu'à sa mort.

Ne sont pas prises en compte les indemnités correspondant au préjudice d'affection (PAF).

Lorsqu'elles sont versées sous forme de rentes, ces indemnités sont capitalisées en fonction du même taux d'actualisation et de la même table de mortalité que ceux de l'Arrêté relatif à l'application des articles R. 376-1 et R. 454-1 du Code de la sécurité sociale en vigueur au jour de l'accident ☛, correspondant au sexe et à l'âge du bénéficiaire au jour de leur premier versement et jusqu'à la date de la cessation du règlement de cette rente.

b) Conditions de versement

L'indemnité complémentaire est versée lorsque le ou les bénéficiaire(s) ont produit les documents que nous leur avons réclamés, attestant qu'ils ont fait préalablement valoir leurs droits auprès de leurs différents débiteurs.

c) Modalités de règlement

L'indemnité complémentaire est dans tous les cas versée sous forme de capital dont le montant ne peut être révisé en cas de modification ultérieure des prestations des tiers payeurs.

3 - Pluralité de bénéficiaires

Si plusieurs bénéficiaires peuvent, en cas de décès de l'assuré, prétendre au versement du capital de base ou du capital complémentaire, ce capital est réparti en parts égales entre eux.

GARANTIES DE PROTECTION JURIDIQUE

Les seuils de déclenchement, plafond, sous-plafonds et montants garantis applicables aux garanties de Protection Juridique figurent à l'article 2-2 et à l'Annexe III aux présentes Conditions générales .

ARTICLE 23 Protection Juridique suite à accident

La garantie vous est accordée au titre d'un contrat collectif d'assurance de Protection Juridique suite à accident souscrit par **Matmut & Co** auprès de la **Matmut**, 66 rue de Sotteville, 76100 Rouen.

23-1 DÉFINITIONS**A - Personnes assurées**

1 - Pour leur défense et leur recours

- le propriétaire du véhicule assuré,
- le conducteur désigné aux Conditions particulières ,
- la personne qui supplée au volant le souscripteur  ou tout conducteur désigné aux Conditions particulières , **présent dans le véhicule**, dans le cadre du prêt du volant ,
- le locataire du véhicule lorsque vous le donnez en location et que vous avez opté pour l'extension Mise en location du véhicule assuré visée à l'article 6 ci-avant.

2 - Pour leur défense

- les passagers du véhicule.

3 - Pour leur recours

- les ayants droit des assurés visés au paragraphe 23-1 A-1 en cas de décès de ces assurés.

B - Tiers

Ont la qualité de tiers les personnes autres que celles visées à l'article 23-1 A.

C - Dépens

Dépenses indispensables au procès et dont le montant fait l'objet d'une tarification par voie réglementaire ou par décision judiciaire. Ils sont limitativement énumérés aux articles 695 du Code de procédure civile et R. 761-1 du Code de justice administrative.

D - Frais irrépétibles

Frais que toute partie engage personnellement afin de défendre ses intérêts en justice et susceptibles de faire l'objet d'une indemnisation par le juge au titre des articles 700 du Code de procédure civile, 375 et 475-1 du Code de procédure pénale ou L. 761-1 du Code de justice administrative.

E - Différend

Désaccord entre vous et un tiers, consécutif à un acte ou événement préjudiciable, l'exercice ou le non-respect d'un droit, et qui se traduit par une réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire.

F - Sinistre

Dans le cadre d'un différend garanti, événement constitué par :

- le refus opposé à une réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire,
- à défaut, votre citation en justice.

23-2 OBJET**A - Votre défense**

Nous pourvoyons à la défense de vos intérêts, lorsque les victimes ont été désintéressées, en raison des poursuites pénales engagées à votre encontre, motivées par un événement couvert au titre de la garantie Responsabilité civile du présent contrat.

B - Votre recours

Nous réclamons à nos frais, soit à l'amiable, soit judiciairement, la réparation pécuniaire des dommages définis ci-après, dans la mesure où ces divers dommages engagent la responsabilité d'une personne n'ayant pas la qualité d'assuré au titre de la présente garantie :

- les dommages corporels  causés à l'assuré,
- les dommages matériels  subis par le véhicule assuré et les objets qui y sont transportés,
- les dommages immatériels consécutifs  aux dommages corporels  et matériels  définis ci-dessus.

23-3 CONTENU

Nous nous engageons à :

- pourvoir à votre défense pénale,
- assurer votre défense en cas de réclamation amiable ou contentieuse d'un tiers tel que défini à l'article 23-1 B,
- réclamer l'indemnisation de votre préjudice.

Pour ce faire,

- nous vous fournissons les avis et services appropriés à la recherche d'une solution amiable, Vous disposez toutefois de la possibilité de vous faire assister par un avocat ou par toute personne qualifiée en cas de conflit d'intérêts visé à l'article 23-12.

Si votre adversaire est lui-même défendu par un avocat, vous êtes, dans les mêmes conditions, assisté d'un avocat.

- lorsqu'une procédure s'avère nécessaire en raison de l'échec de la procédure amiable **et dans la mesure où votre position est juridiquement défendable au regard des règles de droit applicables**, nous participons à la prise en charge, dans la limite des plafonds et montants indiqués à l'Annexe III, des frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée saisi(e) de la défense de vos intérêts.

Vous conservez, durant toute la procédure, la conduite de votre procès. Cependant, vous devez nous communiquer tous les éléments nous permettant d'apprécier préalablement le bien-fondé de ce procès et des voies de recours utilisées. Nous demeurons à votre disposition ou à celle de votre avocat pour vous apporter l'assistance juridique nécessaire.

Nous prenons en charge les frais correspondants, dans les conditions précisées à l'article 23-5.

Dans tous les cas, vous êtes tenu de respecter l'obligation de déclaration du sinistre prévue à l'article 23-9.

23-4 LIBRE CHOIX DE L'AVOCAT OU DE LA PERSONNE QUALIFIÉE

Lorsqu'il est fait appel à un avocat ou à une personne qualifiée, dans les conditions visées à l'article 23-3, vous avez toute liberté pour recourir aux services de l'avocat ou de la personne qualifiée de votre choix.

Lorsque vous confiez la défense de vos intérêts à un avocat ou à une personne qualifiée choisi(e) par vous, la gestion de votre dossier est confiée à **Matmut** Protection Juridique, 66 rue de Sotteville 76100 Rouen.

23-5 HONORAIRES ET FRAIS PRIS EN CHARGE

Nous couvrons, dans la limite des plafonds, sous-plafonds et montants indiqués à l'Annexe III :

- pour défendre et faire valoir vos droits à l'amiable :
 - les frais relatifs aux avis et services que nous vous fournissons,
 - les frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée que vous avez choisi(e) en cas de conflit d'intérêts visé à l'article 23-12,
 - les frais et honoraires de votre avocat lorsque votre adversaire est lui-même défendu par un avocat,
- pour défendre et faire valoir vos droits en justice :
 - les frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée en charge de vos intérêts,
 - les sommes exposées et mises à votre charge par le juge au titre des dépens tels que définis à l'article 23-1 C.

Ces frais, honoraires et sommes sont pris en charge :

- si l'action en justice qui en est la cause a été décidée avec notre accord ou a été admise par une décision d'arbitrage visée à l'article 23-10,
- si vous avez passé outre à la solution que nous vous avons proposée ou à l'avis de l'arbitre pour le sinistre qui est à leur origine et avez obtenu une décision de justice plus favorable à vos intérêts,
- en cas de conflit d'intérêts visé à l'article 23-12,
- en cas de défense pénale.

Nous ne garantissons pas :

- ***les frais, honoraires et sommes engagés avant la déclaration du sinistre, sauf s'ils ont été rendus nécessaires par une mesure conservatoire d'urgence,***
- ***les cautions et consignations pénales, les dommages et intérêts, les amendes, leurs accessoires et majorations ainsi que les frais de recouvrement auxquels vous pourriez être condamné, le droit de recouvrement ou d'encaissement à la charge du créancier prévu à l'article A.444-32 du Code de commerce,***
- ***les frais irrépétibles, tels que définis à l'article 23-1 D, auxquels vous pourriez être condamné,***
- ***les frais destinés à apporter les éléments de preuve de la réalité de votre préjudice ou de la matérialité du sinistre,***
- ***les sommes que vous avez accepté de supporter dans le cadre d'une transaction,***
- ***les honoraires de résultat de l'avocat ou de la personne qualifiée en charge de vos intérêts.***

23-6 DIFFÉRENDS OU SINISTRES NON GARANTIS

Outre les exclusions prévues à l'article 25, nous ne garantissons pas :

- **les différends ou sinistres :**
 - **dont les éléments constitutifs étaient connus de vous antérieurement à la date d'effet du contrat,**
 - **résultant :**
 - › **d'actes volontaires commis ou provoqués par vous ou avec votre complicité, qu'ils fassent ou non l'objet d'une mise en examen, d'une convocation devant le Médiateur pénal ou de poursuites devant les juridictions répressives, ainsi que de paris ou de défis,**
 - › **de votre faute intentionnelle ou dolosive,**
 - › **de risques exceptionnels tels que guerre civile, guerre étrangère, effets directs ou indirects d'explosion, de dégagements de chaleur, d'irradiation, provenant de la radioactivité ou de rayonnements ionisants,**
 - **vous opposant à certaines personnes physiques ou morales : nous-mêmes, toute entreprise d'assurance pour l'exécution des contrats d'assurance vous liant à cette entreprise et toute entreprise d'assistance,**
 - **ayant un intérêt financier inférieur à 150 € ou nécessitant une intervention devant les tribunaux lorsque la somme, en principal, à récupérer ou que vous êtes susceptible de payer est inférieure à 760 €,**
 - **relevant du Conseil d'État ou de la Cour de Cassation et ayant un intérêt financier inférieur à 3 000 €,**
 - **relevant d'instances communautaires et/ou internationales,**
 - **portant sur les questions prioritaires de constitutionnalité,**
- **votre défense en cas de suspension, d'annulation ou d'invalidation de votre permis de conduire,**
- **les poursuites exercées à votre encontre en cas de délit de fuite.**

23-7 TERRITORIALITÉ

La garantie s'exerce en France 🇫🇷, dans les pays de l'Union Européenne ⁽¹⁾ ainsi que dans les pays suivants : Andorre, Bosnie-Herzégovine, Islande, Liechtenstein, Monaco, Monténégro, Norvège, Royaume-Uni, Serbie⁽¹⁾ et Suisse.

⁽¹⁾ S'agissant de Chypre et de la Serbie, notre couverture d'assurance est limitée aux parties géographiques qui sont sous le contrôle des gouvernements respectifs de ces deux pays.

Elle peut également vous être accordée dans les pays suivants : Albanie, Maroc, Moldavie, République Macédoine du Nord, Tunisie, Turquie et Ukraine sous réserve de notre accord préalable et de la présentation lors du passage à la frontière de la carte internationale d'assurance automobile.

23-8 PRESCRIPTION

Les dispositions relatives à la prescription 🇫🇷 figurent à l'article 36.

23-9 VOS OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

Vous devez :

- déclarer le sinistre par écrit, au plus tard dans les 5 jours ouvrés courant à partir de la date à laquelle vous en avez eu connaissance, à notre Siège social ou chez notre représentant local,
- nous communiquer l'intégralité des renseignements et documents se rapportant au sinistre déclaré notamment un résumé des faits, les coordonnées de votre adversaire, une copie des pièces justificatives.

En cas de communication tardive, nous pourrions vous réclamer une indemnité proportionnelle au préjudice que ce manquement nous aura causé.

23-10 ARBITRAGE

En cas de désaccord entre vous et nous au sujet des mesures à prendre pour régler le sinistre, vous pouvez recourir à la procédure d'arbitrage prévue à l'article L. 127-4 du Code des assurances.

Dans ce cas :

- un arbitre est désigné d'un commun accord entre vous et nous ou, à défaut, par le Président du Tribunal judiciaire de votre domicile statuant selon la procédure accélérée au fond,
- sauf décision contraire du Président du Tribunal judiciaire statuant selon la procédure accélérée au fond, les frais exposés pour la mise en œuvre de cette procédure sont à notre charge, dans la limite des plafonds et montants indiqués à l'Annexe III.

Nous nous engageons à accepter les conclusions de l'arbitre.

23-11 RÉCLAMATION

En cas de désaccord entre vous et nous à l'occasion du règlement d'un sinistre, vous pouvez épuiser les étapes de la procédure interne de traitement des réclamations telles que décrites dans la partie « Modalités d'examen des réclamations ».

23-12 CONFLIT D'INTÉRÊTS

Il y a conflit d'intérêts lorsque nous accordons également notre garantie de Protection Juridique ou de responsabilité à la personne dont les intérêts sont opposés aux vôtres. Vous pouvez alors, tout en bénéficiant de la garantie, choisir un avocat ou une personne qualifiée pour vous assister dès la phase amiable du dossier comme indiqué à l'article 23-3.

23-13 SUBROGATION

Toutes sommes obtenues en remboursement des frais et honoraires exposés pour le règlement du sinistre vous reviennent par priorité lorsque, à ce titre, des dépenses sont restées à votre charge. Elles sont versées dès règlement par la partie qui succombe. Nous sommes subrogés dans vos droits, conformément aux articles L. 121-12 et L. 127-8 du Code des assurances, dans les autres cas.

Si, de votre fait, la subrogation ☞ ne peut s'opérer, nous sommes alors libérés de tout engagement.

23-14 DÉCHÉANCES

Outre celles visées aux articles 23-9 et 23-13, les déchéances ☞ sont prévues aux articles 26-2 et 31-2.

ARTICLE 24 Protection Juridique relative au bien assuré

La garantie Protection Juridique relative au bien assuré vous est acquise uniquement lorsque vous l'avez souscrite et qu'elle figure aux Conditions particulières ☞. Elle vous est accordée au titre d'un contrat collectif d'assurance de Protection Juridique souscrit par **Matmut & Co** auprès de **Matmut** Protection Juridique, 66 rue de Sotteville 76100 Rouen.

24-1 DÉFINITIONS

A - Personnes assurées

Ont la qualité d'assuré :

- le souscripteur ☞ ,
- le propriétaire, personne physique, du véhicule assuré.

B - Tiers

Ont la qualité de tiers les personnes autres que :

- celles ayant la qualité d'assuré au titre de l'article 24-1 A,
- leurs ascendants, descendants et collatéraux, leur conjoint ☞ ,
- leurs préposés ☞ ,
- les personnes dont le souscripteur ☞ ou son conjoint ☞ a la tutelle ou la curatelle,
- les personnes que le souscripteur ☞ ou son conjoint ☞ représente au titre de l'habilitation familiale.

C - Dépens

Dépenses indispensables au procès et dont le montant fait l'objet d'une tarification par voie réglementaire ou par décision judiciaire. Ils sont limitativement énumérés aux articles 695 du Code de procédure civile et R. 761-1 du Code de justice administrative.

D - Frais irrépétibles

Frais que toute partie engage personnellement afin de défendre ses intérêts en justice et susceptibles de faire l'objet d'une indemnisation par le juge au titre des articles 700 du Code de procédure civile, 375 et 475-1 du Code de procédure pénale ou L. 761-1 du Code de justice administrative.

E - Différend

Désaccord entre vous et un tiers, consécutif à un acte ou événement préjudiciable, l'exercice ou le non-respect d'un droit, et qui se traduit par une réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire.

F - Sinistre

Dans le cadre d'un différend garanti, événement constitué par :

- le refus opposé à une réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire,
- à défaut, votre citation en justice.

24-2 OBJET

La garantie Protection Juridique relative au bien assuré vous permet de bénéficier :

- d'un service d'information juridique préventive
- d'une garantie d'assistance juridique en cas de différend
- d'une garantie de protection juridique en cas de sinistre

liés à l'achat, à la location, à la vente, à la réparation ou à la récupération du véhicule couvert par le présent contrat, et sauf application de l'une des exclusions ou déchéances ☞ prévues aux articles 24-7 et 24-15.

24-3 CONTENU

A- Information juridique préventive

En amont de tout différend, notre équipe de juristes vous délivre par téléphone une information juridique générale à caractère documentaire sur l'état du droit français applicable.

B- Assistance juridique en cas de différend

En cas de différend garanti vous opposant à un tiers tel que défini à l'article 24-1 B et relevant de la législation française, nos juristes vous renseignent par téléphone, ou si la situation le justifie sur rendez-vous à distance, sur l'étendue de vos droits et obligations, la conduite à adopter, et vous assistent le cas échéant dans les démarches à entreprendre en vue de parvenir à un accord conforme à vos intérêts.

C- Protection juridique en cas de sinistre

Lorsque, le cas échéant, les avis et services préalablement délivrés ne vous auront pas permis d'aboutir à un accord et/ou que le sinistre vous opposant à un tiers tel que défini à l'article 24-1 B se matérialise, nous nous engageons à :

- pourvoir à votre défense pénale,
- assurer votre défense en cas de réclamation amiable ou contentieuse dont vous êtes destinataire,
- réclamer l'indemnisation de votre préjudice, la restitution de vos biens, le rétablissement de vos droits.

Pour ce faire, nous vous fournissons, selon la situation, les prestations suivantes :

- la recherche prioritaire d'une solution amiable
Nous procédons à une analyse juridique de votre situation à l'aide des informations ou pièces que vous nous avez communiquées.

Si votre position est juridiquement défendable au regard des règles de droit applicables, nous définissons avec vous la stratégie à mettre en place afin de défendre vos intérêts et engageons les démarches appropriées à la recherche d'une solution amiable.

Nous tentons ainsi de résoudre votre sinistre :

- chaque fois que possible et en concertation, par une phase de négociation téléphonique avec la partie adverse,
- en écrivant si besoin à votre contradicteur afin de lui exposer notre analyse, l'énoncé de vos droits et de vos demandes.

Lorsque cela s'avère nécessaire à la solution du sinistre nous pouvons prendre l'initiative de recueillir les avis ou services d'un expert, et/ou vous assistons dans la mise en œuvre d'un mode alternatif de règlement des différends prévu par la loi en vous guidant dans les démarches à entreprendre.

Nous participons financièrement à la prise en charge des frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée à qui vous souhaitez confier la défense de vos intérêts, dans la limite du sous-plafond et des montants indiqués à l'Annexe III :

- en cas de conflit d'intérêts visé à l'article 24-13,
- lorsque votre adversaire est lui-même défendu par un avocat,

- un accompagnement en cas de procès

Lorsqu'une procédure s'avère nécessaire en raison de l'échec de la procédure amiable **et dans la mesure où votre position est juridiquement défendable au regard des règles de droit applicables**, nous participons à la prise en charge, dans la limite des plafonds, sous-plafonds et montants indiqués à l'Annexe III, des frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée saisi(e) de la défense de vos intérêts.

Vous conservez, durant toute la procédure, la conduite de votre procès. Cependant, vous devez nous communiquer tous les éléments nous permettant d'apprécier préalablement le bien-fondé de ce procès et des voies de recours utilisées. Nous demeurons à votre disposition ou à celle de votre avocat pour vous apporter l'assistance juridique nécessaire.

Nous cessons notre intervention si l'adversaire est sans domicile connu ou insolvable.

Dans tous les cas, vous êtes tenu de respecter l'obligation de déclaration du sinistre prévue à l'article 24-10.

24-4 LIBRE CHOIX DE L'AVOCAT OU DE LA PERSONNE QUALIFIÉE

Lorsqu'il est fait appel à un avocat ou à une personne qualifiée, dans les conditions visées à l'article 24-3, vous avez toute liberté pour recourir aux services de l'avocat ou de la personne qualifiée de votre choix.

24-5 SEUILS D'INTERVENTION

- Pour défendre et faire valoir vos droits à l'amiable : nous intervenons uniquement lorsque le sinistre a un intérêt financier en principal supérieur à 150 €.
- Pour défendre et faire valoir vos intérêts en justice : nous intervenons uniquement lorsque le sinistre a un intérêt financier en principal supérieur à :
 - 760 € devant les tribunaux et les Cours d'Appel,
 - 3 000 € devant le Conseil d'État ou la Cour de Cassation.

24-6 HONORAIRES ET FRAIS PRIS EN CHARGE

Nous couvrons, dans la limite des plafonds, sous-plafonds et montants indiqués à l'Annexe III :

- pour défendre et faire valoir vos droits à l'amiable :
 - les frais relatifs aux avis et services que nous vous fournissons,
 - les frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée que vous avez choisi(e), en cas de conflit d'intérêts visé à l'article 24-13,
 - les frais et honoraires de votre avocat lorsque votre adversaire est lui-même défendu par un avocat,
- pour défendre et faire valoir vos droits en justice :
 - les frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée en charge de vos intérêts,
 - les sommes exposées et mises à votre charge par le juge au titre des dépens tels que définis à l'article 24-1 C.

Ces frais, honoraires et sommes sont pris en charge :

- si l'action en justice qui en est la cause a été décidée avec notre accord ou a été admise par une décision d'arbitrage visée à l'article 24-11,
- si vous avez passé outre à la solution que nous vous avons proposée ou à l'avis de l'arbitre pour le sinistre qui est à leur origine et avez obtenu une décision de justice plus favorable à vos intérêts,
- en cas de conflit d'intérêts visé à l'article 24-13,
- en cas de défense pénale.

Nous ne garantissons pas :

- *les frais, honoraires et sommes engagés avant la déclaration du sinistre, sauf s'ils ont été rendus nécessaires par une mesure conservatoire d'urgence,*
- *les cautions et consignations pénales, les dommages et intérêts, les amendes, leurs accessoires et majorations ainsi que les frais de recouvrement auxquels vous pourriez être condamné, le droit de recouvrement ou d'encaissement à la charge du créancier prévu à l'article A.444-32 du Code de commerce,*
- *les frais irrépétibles, tels que définis à l'article 24-I D, auxquels vous pourriez être condamné,*
- *les frais destinés à apporter les éléments de preuve de la réalité de votre préjudice ou de la matérialité du sinistre,*
- *les frais de saisie immobilière, de nantissement de parts sociales ou de fonds de commerce pour les créances inférieures à 10 000 €,*
- *les frais consécutifs aux mesures conservatoires, de sauvegarde et/ou relevant de l'administration de votre patrimoine ou encore ceux que vous auriez dû exposer indépendamment du différend ou sinistre,*
- *les sommes que vous avez accepté de supporter dans le cadre d'une transaction,*
- *les honoraires de résultat de l'avocat ou de la personne qualifiée en charge de vos intérêts.*

24-7 DIFFÉRENDS OU SINISTRES NON GARANTIS

Outre les exclusions prévues à l'article 25, nous ne garantissons pas les différends ou sinistres :

- *dont les éléments constitutifs étaient connus de vous antérieurement à la date d'effet du présent contrat,*
- *dont la déclaration est postérieure à la date à laquelle le contrat a cessé ses effets,*
- *résultant :*
 - *de votre faute intentionnelle ou dolosive,*
 - *d'actes volontaires commis ou provoqués par vous ou avec votre complicité, qu'ils fassent ou non l'objet d'une mise en examen, d'une convocation devant le Médiateur pénal ou de poursuites devant les juridictions répressives, ainsi que de paris ou de défis,*
 - *de l'inexécution d'une obligation contractuelle à laquelle vous avez consenti,*
 - *de risques exceptionnels tels que guerre civile, guerre étrangère, effets directs ou indirects d'explosion, de dégagements de chaleur, d'irradiation, provenant de la radioactivité ou de rayonnements ionisants,*
- *vous opposant à certaines personnes physiques ou morales : nous-même, toute entreprise d'assurance pour l'exécution des contrats d'assurance vous liant à cette entreprise et toute entreprise d'assistance,*
- *vous opposant à votre conjoint légitime ou de fait,*
- *ayant un intérêt financier inférieur à 150 € ou nécessitant une intervention devant les tribunaux lorsque la somme, en principal, à récupérer ou que vous êtes susceptible de payer est inférieure à 760 €,*
- *relevant du Conseil d'État ou de la Cour de Cassation et ayant un intérêt financier inférieur à 3 000 €,*
- *relevant d'instances communautaires et/ou internationales,*
- *portant sur les questions prioritaires de constitutionnalité,*
- *relatifs :*
 - *aux contrats conclus par voie électronique, lorsque l'émetteur de l'offre est domicilié à l'étranger,*
 - *aux accidents de la circulation,*
 - *aux infractions pénales suivantes : infractions au Code de la route commises en dehors de tout accident de la circulation.*

24-8 TERRITORIALITÉ

Le garantie Protection juridique relative au bien assuré s'applique aux différends ou sinistres relevant du droit français et de la compétence des juridictions françaises.

Par dérogation, en cas de sinistre relevant du droit ou de la compétence des juridictions des pays de l'Union Européenne, du Royaume-Uni, des principautés de Monaco, d'Andorre et du Liechtenstein, de Suisse, Saint Marin, Norvège ou d'Islande, nous vous remboursons, sur justificatifs, les frais de procédure et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée en charge de vos intérêts, dans la limite d'un plafond de 3 500 € TTC par sinistre, sans pouvoir dépasser les sous-plafonds de prise en charge suivants :

- 1 000 € TTC pour l'ensemble de la phase amiable
- 2 500 € TTC pour la phase contentieuse.

24-9 PRESCRIPTION

Les dispositions relatives à la prescription ↗ figurent à l'article 36.

24-10 VOS OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

Vous devez :

- déclarer le sinistre par écrit, au plus tard dans les 5 jours ouvrés courant à partir de la date à laquelle vous en avez eu connaissance, à notre Siège social ou chez notre représentant local,
- nous communiquer l'intégralité des renseignements et documents se rapportant au sinistre déclaré, notamment un résumé des faits, les coordonnées de la partie adverse, une copie des pièces justificatives (facture, devis, témoignage, convocations...).

En cas de communication tardive, nous pourrions vous réclamer une indemnité proportionnelle au préjudice que ce manquement nous aura causé.

24-11 ARBITRAGE

En cas de désaccord entre vous et nous au sujet des mesures à prendre pour régler le sinistre, vous pouvez recourir à la procédure d'arbitrage prévue à l'article L. 127-4 du Code des assurances.

Dans ce cas :

- un arbitre est désigné d'un commun accord entre vous et nous ou, à défaut, par le Président du Tribunal judiciaire de votre domicile statuant selon la procédure accélérée au fond,
- sauf décision contraire du Président du Tribunal judiciaire statuant selon la procédure accélérée au fond, les frais exposés pour la mise en œuvre de cette procédure sont à notre charge, dans la limite des plafonds et montants indiqués à l'Annexe III.

Nous nous engageons à accepter les conclusions de l'arbitre.

24-12 RÉCLAMATION

En cas de désaccord entre vous et nous à l'occasion du règlement d'un sinistre, vous pouvez épuiser les étapes de la procédure interne de traitement des réclamations telles que décrites dans la partie « Modalités d'examen des réclamations ».

24-13 CONFLIT D'INTÉRÊTS

Il y a conflit d'intérêts lorsque nous accordons également notre garantie de Protection Juridique ou de responsabilité à la personne dont les intérêts sont opposés aux vôtres. Vous pouvez alors, tout en bénéficiant de la garantie, choisir un avocat ou une personne qualifiée pour vous assister dès la phase amiable du dossier comme indiqué à l'article 24-3.

24-14 SUBROGATION

Toutes sommes obtenues en remboursement des frais et honoraires exposés pour le règlement du sinistre vous reviennent par priorité lorsque, à ce titre, des dépenses sont restées à votre charge. Elles sont versées dès règlement par la partie qui succombe. Nous sommes subrogés dans vos droits, conformément aux articles L. 121-12 et L. 127-8 du Code des assurances, dans les autres cas.

Si, de votre fait, la subrogation ✎ ne peut s'opérer, nous sommes alors libérés de tout engagement.

24-15 DÉCHÉANCES

Outre celles visées aux articles 24-10 et 24-14, les déchéances ✎ sont prévues aux articles 26-2 et 31-2.

ARTICLE 25 Exclusions

<i>Outre les exclusions spécifiques à chacune des garanties du présent contrat, nous n'assurons pas les dommages ci-après :</i>		
CAS n°	SONT EXCLUS	GARANTIES CONCERNÉES PAR L'EXCLUSION
1	<i>Les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré, sous réserve des dispositions de l'article L. 121-2 du Code des assurances.</i>	<i>Responsabilité civile et défense civile Dommages accidents ✎ -vandalisme-événements naturels Dommages collision-événements naturels Incendie-attentat-tempête Bris de glaces ✎ Exonérations spécifiques de franchise ✎ Indisponibilité du véhicule Dommages corporels ✎ du conducteur Protection Juridique suite à accident ✎ Protection Juridique relative au bien assuré Marchandises ✎ et outillage ✎ professionnels transportés Accessoires ✎ et aménagements ✎ du véhicule</i>
2	<i>Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.</i>	<i>Responsabilité civile et défense civile Dommages accidents ✎ -vandalisme-événements naturels Dommages collision-événements naturels Incendie-attentat-tempête Bris de glaces ✎ Catastrophes technologiques Exonérations spécifiques de franchise ✎ Indisponibilité du véhicule Dommages corporels ✎ du conducteur Protection Juridique suite à accident ✎ Protection Juridique relative au bien assuré Marchandises ✎ et outillage ✎ professionnels transportés Accessoires ✎ et aménagements ✎ du véhicule</i>
3	<i>Les dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des Pouvoirs Publics lorsque l'assuré y participe en qualité de concurrent, d'organisateur ou de préposé ✎ de l'un d'eux.</i>	<i>Responsabilité civile et défense civile ⁽¹⁾ Dommages accidents ✎ -vandalisme-événements naturels Dommages collision-événements naturels Incendie-attentat-tempête Bris de glaces ✎ Catastrophes naturelles Catastrophes technologiques Exonérations spécifiques de franchise ✎ Indisponibilité du véhicule Dommages corporels ✎ du conducteur Protection Juridique suite à accident ✎ Protection Juridique relative au bien assuré Marchandises ✎ et outillage ✎ professionnels transportés Accessoires ✎ et aménagements ✎ du véhicule</i>
4	<i>Les dommages subis par le véhicule assuré et par son conducteur lorsque ce véhicule est utilisé pour réaliser, qu'ils soient chronométrés ou non, des stages de pilotage encadrés, des tours ou des parcours ⁽²⁾ :</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>sur circuits ⁽²⁾ fermés,</i> • <i>sur route ou sur des terrains ⁽²⁾</i> 	<i>Dommages accidents ✎ -vandalisme-événements naturels Dommages collision-événements naturels Incendie-attentat-tempête Bris de glaces ✎ Catastrophes naturelles Catastrophes technologiques Exonérations spécifiques de franchise ✎ Indisponibilité du véhicule Dommages corporels ✎ du conducteur Protection Juridique suite à accident ✎ Protection Juridique relative au bien assuré Marchandises ✎ et outillage ✎ professionnels transportés Accessoires ✎ et aménagements ✎ du véhicule</i>

Outre les exclusions spécifiques à chacune des garanties du présent contrat, nous n'assurons pas les dommages ci-après :

CAS n°	SONT EXCLUS	GARANTIES CONCERNÉES PAR L'EXCLUSION
5	Les dommages occasionnés par la guerre civile ou étrangère.	Responsabilité civile et défense civile Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels Dommages collision-événements naturels Vol et tentative de vol ↘ Incendie-attentat-tempête Bris de glaces ↘ Exonérations spécifiques de franchise ↘ Indisponibilité du véhicule Dommages corporels ↘ du conducteur Protection Juridique suite à accident ↘ Protection Juridique relative au bien assuré Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule
6	Les dommages occasionnés par un tremblement de terre, une éruption volcanique, un raz de marée ou un tsunami sous réserve des dispositions relatives aux tempêtes (article 11) et aux catastrophes naturelles (article 12).	Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels Dommages collision-événements naturels Incendie-attentat-tempête Bris de glaces ↘ Exonérations spécifiques de franchise ↘ Indisponibilité du véhicule Dommages corporels ↘ du conducteur Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule
7	Les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre ↘ .	Responsabilité civile et défense civile ⁽¹⁾ Exonérations spécifiques de franchise ↘ Indisponibilité du véhicule Dommages corporels ↘ du conducteur Protection Juridique suite à accident ↘ Protection Juridique relative au bien assuré Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule
8	Les dommages survenus lorsque, au moment du sinistre ↘ , le conducteur du véhicule assuré n'a pas l'âge requis ou n'est pas titulaire des certificats ↘ en état de validité exigés par la réglementation pour la conduite de ce véhicule.	Responsabilité civile et défense civile ⁽³⁾ Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels Dommages collision-événements naturels Incendie-attentat-tempête Bris de glaces ↘ Exonérations spécifiques de franchise ↘ Indisponibilité du véhicule Dommages corporels ↘ du conducteur Protection Juridique suite à accident ↘ Protection Juridique relative au bien assuré Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule

Outre les exclusions spécifiques à chacune des garanties du présent contrat, nous n'assurons pas les dommages ci-après :

CAS n°	SONT EXCLUS	GARANTIES CONCERNÉES PAR L'EXCLUSION
9	<p>Les dommages survenus lorsque, au moment du sinistre ✎, le conducteur du véhicule assuré se trouve sous l'empire d'un état alcoolique.</p> <p>La conduite sous l'empire d'un état alcoolique est caractérisée par la présence dans le sang d'une concentration d'alcool pur égale ou supérieure à 0,50 gramme par litre ou la présence dans l'air expiré d'une concentration d'alcool pur égale ou supérieure à 0,25 milligramme par litre. Lorsque le conducteur du véhicule assuré est soit titulaire d'un permis probatoire, soit en situation d'apprentissage anticipé de la conduite, de conduite encadrée ou de conduite supervisée, ce taux est abaissé à 0,20 gramme par litre de sang ou à 0,10 milligramme par litre d'air expiré.</p> <p>Les dommages survenus lorsque, à la suite d'un sinistre ✎, le conducteur refuse de se soumettre aux vérifications destinées à établir la preuve de l'état alcoolique prévues par les articles L. 234-4 et L. 234-5 du Code de la route.</p>	<p>Dommages accidents ✎ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Bris de glaces ✎</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ✎</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Dommages corporels ✎ du conducteur ⁽⁴⁾</p> <p>Protection Juridique suite à accident ✎ ⁽⁴⁾</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p> <p>Marchandises ✎ et outillage ✎ professionnels transportés</p> <p>Accessoires ✎ et aménagements ✎ du véhicule</p>
10	<p>Les dommages survenus lorsque, au moment du sinistre ✎, le conducteur du véhicule assuré se trouve sous l'emprise de stupéfiants.</p> <p>La conduite sous l'emprise de stupéfiants est caractérisée lorsque, en application de l'article L. 235-2 du Code de la route, les épreuves de dépistage, les analyses ou les examens médicaux, cliniques et biologiques destinés à rechercher la présence d'une ou plusieurs substances ou plantes classées comme stupéfiants au sens de l'arrêté du 22 février 1990 en révèlent la présence et ce, quelles que soient les quantités décelées.</p> <p>Les dommages survenus lorsque, à la suite d'un sinistre ✎, le conducteur refuse de se soumettre aux vérifications prévues par l'article L. 235-2 du Code de la route.</p>	<p>Dommages accidents ✎ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Bris de glaces ✎</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ✎</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Dommages corporels ✎ du conducteur ⁽⁴⁾</p> <p>Protection Juridique suite à accident ✎ ⁽⁴⁾</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p> <p>Marchandises ✎ et outillage ✎ professionnels transportés</p> <p>Accessoires ✎ et aménagements ✎ du véhicule</p>
11	<p>Les dommages causés ou subis par le véhicule assuré lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes et à l'occasion desquels lesdites matières auraient provoqué ou aggravé le sinistre ✎.</p> <p>Il ne sera toutefois pas tenu compte, pour l'application de cette exclusion, des transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires, ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris l'approvisionnement de carburant nécessaire au moteur.</p>	<p>Responsabilité civile et défense civile ⁽¹⁾</p> <p>Dommages accidents ✎ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Bris de glaces ✎</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ✎</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Dommages corporels ✎ du conducteur</p> <p>Protection Juridique suite à accident ✎</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p> <p>Marchandises ✎ et outillage ✎ professionnels transportés</p> <p>Accessoires ✎ et aménagements ✎ du véhicule</p>

Outre les exclusions spécifiques à chacune des garanties du présent contrat, nous n'assurons pas les dommages ci-après :

CAS n°	SONT EXCLUS	GARANTIES CONCERNÉES PAR L'EXCLUSION
12	Les dommages survenus pendant la période durant laquelle le véhicule assuré est frappé d'une interdiction de circuler ou durant laquelle son certificat d'immatriculation fait l'objet d'un retrait, ou d'une opposition à son transfert dans le cadre de la procédure Véhicule Gravement Endommagé (V.G.E.).	<p>Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Vol et tentative de vol ↘</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Bris de glaces ↘</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ↘</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Dommages corporels ↘ du conducteur</p> <p>Protection Juridique suite à accident ↘</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p> <p>Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés</p> <p>Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule</p>
13	Les dommages subis par les marchandises ↘ et objets transportés par le véhicule assuré.	<p>Responsabilité civile et défense civile ⁽⁵⁾</p> <p>Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels ⁽⁶⁾</p> <p>Dommages collision-événements naturels ⁽⁶⁾</p> <p>Vol et tentative de vol ↘ ⁽⁶⁾</p> <p>Incendie-attentat-tempête ⁽⁶⁾</p> <p>Catastrophes naturelles ⁽⁶⁾</p> <p>Catastrophes technologiques ⁽⁶⁾</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ↘ ⁽⁶⁾</p>
14	Les dommages occasionnés par : • les émeutes ou les mouvements populaires, • les actes de sabotage.	<p>Responsabilité civile et défense civile</p> <p>Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Vol et tentative de vol ↘</p> <p>Incendie-attentat-tempête ⁽⁷⁾</p> <p>Bris de glaces ↘</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Dommages corporels ↘ du conducteur</p> <p>Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés ⁽⁷⁾</p> <p>Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule ⁽⁷⁾</p>
15	Les dommages occasionnés par le conducteur du véhicule assuré aux immeubles, choses ou animaux qui lui sont loués ou confiés à n'importe quel titre ; cette exclusion ne s'applique pas aux conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré peut encourir du fait des dégâts d'incendie ou d'explosion causés à un immeuble dans lequel le véhicule assuré est garé.	<p>Responsabilité civile et défense civile</p> <p>Protection Juridique suite à accident ↘</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p>
16	Les amendes, leurs majorations et accessoires ainsi que les frais de leur recouvrement auxquels l'assuré pourrait être condamné.	<p>Responsabilité civile et défense civile</p> <p>Protection Juridique suite à accident ↘</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p>
17	En cas de vol du véhicule assuré, les dommages subis par les auteurs, coauteurs ou complices du vol.	<p>Responsabilité civile et défense civile</p> <p>Dommages corporels ↘ du conducteur</p> <p>Protection Juridique suite à accident ↘</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p>
18	Les dommages consécutifs à un événement garanti prévu au contrat et mettant en cause la responsabilité d'un professionnel de la réparation, de la vente ou du contrôle automobile.	<p>Responsabilité civile et défense civile</p> <p>Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Vol et tentative de vol ↘</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Bris de glaces ↘</p> <p>Catastrophes naturelles</p> <p>Catastrophes technologiques</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ↘</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés</p> <p>Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule</p>

Outre les exclusions spécifiques à chacune des garanties du présent contrat, nous n'assurons pas les dommages ci-après :

CAS n°	SONT EXCLUS	GARANTIES CONCERNÉES PAR L'EXCLUSION
19	Les dommages survenus au cours des opérations de chargement ou de déchargement d'objets ou de marchandises dans ou hors du véhicule.	<p>Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Bris de glaces ↘</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ↘</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Dommages corporels ↘ du conducteur</p> <p>Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés</p> <p>Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule</p>
20	<p>Les conséquences :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une escroquerie ↘ <p>L'escroquerie ↘ est définie comme le fait, soit par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi de manœuvres frauduleuses, de tromper l'assuré et de le déterminer ainsi, à son préjudice, à acheter ou à remettre le véhicule assuré.</p> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un abus de confiance ↘ ⁽⁸⁾. <p>L'abus de confiance ↘ est défini comme le détournement par un tiers du véhicule garanti que l'assuré lui a remis volontairement à charge de le lui restituer.</p>	<p>Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Bris de glaces ↘</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ↘</p> <p>Vol et tentative de vol ↘</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés</p> <p>Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule</p>
21	Les dommages survenus alors que le véhicule assuré tracte une remorque dont le poids total en charge (PTAC) est supérieur à 750 kg, lorsque cette remorque n'est pas désignée aux Conditions particulières ↘ .	<p>Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Vol et tentative de vol ↘</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Bris de glaces ↘</p> <p>Catastrophes naturelles</p> <p>Catastrophes technologiques</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ↘</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Dommages corporels ↘ du conducteur</p> <p>Protection Juridique suite à accident ↘</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p> <p>Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés</p> <p>Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule</p>
22	Les dommages ou l'aggravation des dommages imputables au conducteur qui n'aurait pas immédiatement arrêté le véhicule assuré alors qu'une substance nécessaire à la lubrification, au refroidissement, ou au bon fonctionnement du moteur ou de ses organes annexes s'échappe et que des témoins d'alertes sont allumés, ou que la liaison au sol n'est plus équitablement répartie.	<p>Dommages accidents ↘ -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Bris de glaces ↘</p> <p>Catastrophes technologiques</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise ↘</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Protection Juridique suite à accident ↘</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p> <p>Marchandises ↘ et outillage ↘ professionnels transportés</p> <p>Accessoires ↘ et aménagements ↘ du véhicule</p>

Outre les exclusions spécifiques à chacune des garanties du présent contrat, nous n'assurons pas les dommages ci-après :

CAS n°	SONT EXCLUS	GARANTIES CONCERNÉES PAR L'EXCLUSION
23	<p>Les dommages subis par les personnes transportées lorsque le transport n'est pas effectué dans les conditions suffisantes de sécurité suivantes :</p> <p>1 - Voitures de tourisme</p> <ul style="list-style-type: none"> Les passagers doivent être transportés à l'intérieur du véhicule. <p>2 - Véhicules utilitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> Les passagers doivent être soit à l'intérieur de la cabine, soit sur un plateau muni de ridelles, soit à l'intérieur d'une carrosserie fermée. Le nombre de passagers en plus du conducteur ne doit pas excéder huit personnes au total (cinq maximum hors de la cabine). <p>3 - Tracteurs agricoles utilisés à des fins privées</p> <ul style="list-style-type: none"> Le nombre de personnes transportées ne doit pas dépasser celui des places prévues par le constructeur. <p>4 - Remorques, dès lors qu'elles constituent des « véhicules assurés » au sens de l'article 4 des présentes Conditions générales</p> <ul style="list-style-type: none"> Elles doivent être construites en vue d'effectuer des transports de personnes et les passagers doivent être transportés à l'intérieur. 	<p>Responsabilité civile et défense civile</p> <p>Protection Juridique suite à accident</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p>
24	<p>Les dommages survenus alors que le véhicule est donné en location, sous réserve des dispositions relatives à l'extension Mise en location du véhicule assuré » visée à l'article 6.</p>	<p>Dommages accidents -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Vol et tentative de vol</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Bris de glaces</p> <p>Catastrophes naturelles</p> <p>Catastrophes technologiques</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Dommages corporels du conducteur</p> <p>Protection Juridique suite à accident</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p> <p>Marchandises et outillage professionnels transportés</p> <p>Accessoires et aménagements du véhicule</p>
25	<p>Les dommages immatériels consécutifs, sous réserve des dispositions relatives aux pertes de revenus visées à l'article 22-9 et de celles relatives aux frais annexes en cas de destruction ou de vol du véhicule assuré visées à l'article 28-1 D.</p>	<p>Dommages accidents -vandalisme-événements naturels</p> <p>Dommages collision-événements naturels</p> <p>Vol et tentative de vol</p> <p>Incendie-attentat-tempête</p> <p>Bris de glaces</p> <p>Catastrophes naturelles</p> <p>Catastrophes technologiques</p> <p>Exonérations spécifiques de franchise</p> <p>Indisponibilité du véhicule</p> <p>Dommages corporels du conducteur</p> <p>Protection Juridique suite à accident</p> <p>Protection Juridique relative au bien assuré</p> <p>Marchandises et outillage professionnels transportés</p> <p>Accessoires et aménagements du véhicule</p>

Outre les exclusions spécifiques à chacune des garanties du présent contrat, nous n'assurons pas les dommages ci-après :

CAS n°	SONT EXCLUS	GARANTIES CONCERNÉES PAR L'EXCLUSION
26	Les dommages immatériels non consécutifs ↵	Responsabilité civile et défense civile Dommages accidents ↵ -vandalisme-événements naturels Dommages collision-événements naturels Vol et tentative de vol ↵ Incendie-attentat-tempête Bris de glaces ↵ Catastrophes naturelles Catastrophes technologiques Exonérations spécifiques de franchise ↵ Indisponibilité du véhicule Dommages corporels ↵ du conducteur Protection Juridique suite à accident ↵ Protection Juridique relative au bien assuré Marchandises ↵ et outillage ↵ professionnels transportés Accessoires ↵ et aménagements ↵ du véhicule
<p>⁽¹⁾ Cette exclusion ne dispense pas l'assuré de l'obligation d'assurance en ce qui concerne les dommages ainsi exclus. Il lui appartient donc de ne pas s'exposer, sans assurance préalable, à occasionner ces dommages sous peine d'encourir les sanctions prévues aux articles L. 211-26 et L. 211-27 du Code des assurances.</p> <p>⁽²⁾ Circuit : itinéraire fermé qui peut être parcouru plusieurs fois sans être quitté. Il ne peut emprunter que des voies fermées, de manière permanente ou temporaire, à la circulation publique. Son tracé est délimité par des bordures, talus ou bandes de rives ou par tout autre moyen. Son revêtement peut être de différentes natures, telles qu'asphalte, béton, terre naturelle ou traitée, herbe, piste cendrée, glace. Un même circuit peut comporter plusieurs natures de revêtement. Parcours : itinéraire non fermé, allant d'un point de départ à un point d'arrivée distinct, empruntant des voies non ouvertes ou temporairement fermées à la circulation publique et sur lequel le départ est donné individuellement aux concurrents. Terrain : espace d'évolution non ouvert à la circulation publique sur lequel il n'existe pas de parcours défini et où sont pratiquées des disciplines pour lesquelles le chronométrage ne constitue qu'un élément accessoire du classement, telles que trial ou franchissement.</p> <p>⁽³⁾ Sous réserve des dispositions de l'article 8-1-E-2 c) relatives à la conduite suite à un vol, à la violence, à la conduite à l'insu.</p> <p>⁽⁴⁾ Cette exclusion n'est pas opposable au conjoint ↵ et aux enfants mineurs de l'assuré décédé à la suite de l'accident ↵ .</p> <p>⁽⁵⁾ Sous réserve des dispositions de l'article 8-1 relatives à la garantie Responsabilité civile.</p> <p>⁽⁶⁾ Sauf si la garantie Marchandises ↵ et outillage ↵ professionnels transportés a été souscrite.</p> <p>⁽⁷⁾ Sous réserve des dispositions de l'article 11 relatives à la garantie incendie-attentat-tempête en cas de dommages matériels ↵ directs d'incendie ou d'explosion causés au véhicule assuré consécutifs à une émeute ou un mouvement populaire.</p> <p>⁽⁸⁾ Sous réserve des dispositions de l'article 10 relatives au vol du véhicule.</p>		

SURVENANCE D'UN SINISTRE ET MODALITÉS D'INDEMNISATION

Section I - VOS OBLIGATIONS ET NOTRE ENGAGEMENT QUALITÉ EN CAS DE SINISTRE

ARTICLE 26 Vos obligations

26-1 PRENDRE LES MESURES NÉCESSAIRES

En cas de sinistre ☞, vous devez prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance des dommages, minimiser les conséquences du sinistre ☞ et ne pas aggraver, par votre attitude, l'éventuel préjudice en résultant.

En outre, vous devez nous apporter toutes les informations nécessaires à la constatation du dommage et à la détermination de son montant.

26-2 NOUS INFORMER

Pour être garanti, en cas de survenance d'un sinistre ☞ susceptible d'être pris en charge au titre de l'une des garanties de Dommages au véhicule, vous devez impérativement avant d'entreprendre toute réparation du véhicule assuré ou tout remplacement de l'une quelconque de ses pièces :

- nous déclarer le sinistre ☞ dans les conditions prévues au présent article,
- obtenir notre accord de prise en charge.

Vous devez également respecter les formalités détaillées ci-dessous.

DÉLAI DE DÉCLARATION SELON LA NATURE DU SINISTRE ☞				
	Accident ☞ matériel ou corporel, Dommages au véhicule assuré, Protection Juridique	Vol et tentative de vol ☞	Catastrophes naturelles	Catastrophes technologiques
Déclaration	Dès que vous avez connaissance du sinistre ☞, sauf cas fortuit ou de force majeure, vous devez nous en faire la déclaration par écrit, de préférence par lettre recommandée, ou verbalement.			
Délai	5 jours ouvrés maximum	2 jours ouvrés maximum	30 jours maximum suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle	dans le plus bref délai
Sanction	Vous pouvez encourir la déchéance ☞ de votre droit à garantie en cas de retard dans la déclaration dès lors que ce manquement nous cause un préjudice.			

FORMALITÉS À RESPECTER ET INFORMATIONS À NOUS DÉLIVRER	
QUELLE QUE SOIT LA NATURE DU SINISTRE ↴	
Au cours de la gestion de votre dossier	<p>Vous devez dans le plus bref délai:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- nous indiquer le nom et l'adresse de la ou des personnes lésées, de l'auteur du sinistre ↴ et de la personne civilement responsable, s'il y a lieu des témoins, et nous fournir tous renseignements sur les circonstances du sinistre ↴ , 2- nous transmettre tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui vous seraient adressés, remis ou signifiés à vous-même ou à vos préposés ↴ concernant un sinistre ↴ susceptible d'engager une responsabilité couverte par la garantie Responsabilité civile ou de mettre en jeu la garantie Protection Juridique suite à accident ↴ , 3- vous devez : <ul style="list-style-type: none"> • lorsque vous êtes propriétaire du véhicule assuré : <ul style="list-style-type: none"> - justifier du prix réellement acquitté à l'occasion de l'achat du véhicule assuré en transmettant tous les justificatifs : original de la facture d'achat, extrait du relevé de compte bancaire mentionnant l'achat et tableau d'amortissement en cas de crédit, - nous informer de toute mesure commerciale (réduction, ristourne, remise...) consentie par le vendeur ou de toute incitation financée par des fonds publics (aide à la reprise, crédits d'impôts...), • lorsque vous êtes locataire dans le cadre d'un contrat de location longue durée ou avec option d'achat du véhicule assuré: adresser le tableau d'amortissement avec le détail du montant de la créance réclamée par la société de financement, • nous adresser également les originaux des dépenses effectuées (entretien, réparations...) et nous informer de toute mesure commerciale (réduction, ristourne, remise...) consentie par le prestataire dans le cadre desdites dépenses ainsi qu'une copie du procès-verbal de contrôle technique. <p>Nous nous réservons le droit de vous réclamer tout autre document nécessaire à l'instruction du dossier.</p> <ol style="list-style-type: none"> 4- Vous devez en ce qui concerne la garantie des risques liés aux dommages au véhicule assuré, à ses éléments ↴ , accessoires ↴ et aménagements ↴ : <ul style="list-style-type: none"> • produire, sur notre demande, un devis détaillé des réparations, • nous permettre de vérifier la réalité et l'importance des dommages. Cette obligation cesse si nous n'avons pas effectué la vérification dans un délai de 8 jours à compter de la date à laquelle nous avons été avisés du lieu où les dommages pouvaient être constatés, • déposer, à notre demande, une plainte auprès des autorités de Police ou de Gendarmerie contre l'auteur des dommages.
ET EN OUTRE SELON LA NATURE DU SINISTRE ↴	
En cas de vol et tentative de vol ↴ ou acte de vandalisme ↴	<p>Vous devez :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aviser immédiatement les autorités locales de Police ou de Gendarmerie et déposer une plainte, • fournir tous renseignements sur l'état du véhicule au jour de l'événement et nous aviser dans les 8 jours en cas de récupération : <ul style="list-style-type: none"> - du véhicule, - de ses éléments ↴ , accessoires ↴ ou aménagements ↴ , - des marchandises ↴ et outillage ↴ professionnels volés, • dans le cadre de la gestion de votre dossier, accepter de remettre les clés ↴ du véhicule sur demande de l'expert et l'autoriser à solliciter du constructeur ou du concessionnaire les données de production, de commande, de programmation de la clé ↴ du véhicule et de l'appairage de celle-ci à ce dernier (verrouillage, déverrouillage, horodatage, kilométrage depuis le dernier appairage). <p>Lorsque le véhicule volé est retrouvé, vous devez effectuer toutes les démarches nécessaires afin d'obtenir la restitution de ce dernier.</p>
En cas de catastrophes naturelles	<p>Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels ↴ directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, vous devez dans le délai mentionné dans le tableau ci-avant, sous peine de déchéance ↴ , sauf cas fortuit ou de force majeure, déclarer l'existence des autres assurances aux assureurs intéressés.</p> <p>Vous pouvez déclarer dans le même délai le sinistre ↴ à l'assureur de votre choix.</p>
En cas de catastrophes technologiques	<p>Vous devez établir un descriptif des dommages que vous avez subis.</p>
En cas d'accident ↴ subi par le véhicule assuré en cours de transport à titre onéreux	<p>Vous devez :</p> <ul style="list-style-type: none"> • faire constater, par le transporteur, dès la livraison, par tous moyens légaux, les dommages apparents, • porter les dommages non apparents à la connaissance du transporteur, par lettre recommandée dans un délai n'excédant pas 3 jours à compter de la date de leur constatation.

FORMALITÉS À RESPECTER ET INFORMATIONS À NOUS DÉLIVRER	
En cas de dommages corporels [↳] subis par les personnes assurées au titre de la garantie Dommages corporels [↳] du conducteur	<ul style="list-style-type: none"> • En cas de blessures : <ul style="list-style-type: none"> - vous devez fournir, sous pli confidentiel à l'attention de notre service médical : <ul style="list-style-type: none"> › les données médicales nécessaires pour vérifier l'imputabilité du dommage et obtenir l'indemnisation de votre préjudice, › dans les 10 jours suivant sa réception, le questionnaire transmis par nous, intégralement complété et accompagné d'un certificat médical descriptif des blessures établi par le médecin qui vous a examiné initialement. - ultérieurement, à notre demande, vous vous engagez à : <ul style="list-style-type: none"> › vous rendre à toute demande de rendez-vous du médecin expert désigné par nous ou accepter sa visite, › nous communiquer les documents permettant de connaître le montant définitif des prestations énumérées à l'article 29 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 (Annexe IV des présentes conditions générales [↳]) ainsi que celles versées par l'employeur, tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles ainsi que les indemnités versées par le ou les débiteurs d'indemnités, leurs garants, le Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), le Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI), l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) ou tout organisme débiteur d'indemnités. • En cas de décès, le bénéficiaire doit nous communiquer : <ul style="list-style-type: none"> - sous pli confidentiel à l'attention de notre service médical dans les 10 jours suivant sa réception, le questionnaire transmis par nous, intégralement complété et accompagné d'un extrait d'acte de décès et d'un certificat médical précisant que le décès est consécutif à l'accident [↳], - ultérieurement, à notre demande, les documents permettant de connaître le montant définitif des prestations énumérées à l'article 29 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 (Annexe IV des présentes conditions générales [↳]) ainsi que celles versées par l'employeur, tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles ainsi que les indemnités versées par le ou les débiteurs d'indemnités, leurs garants, le Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), le Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI), l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) ou tout organisme débiteur d'indemnités.
Sanctions en cas de non-respect de vos obligations	<p>En cas d'inexécution de vos obligations, nous sommes fondés à réclamer une indemnité proportionnelle aux dommages que cette inexécution nous aura causés.</p> <p>En l'absence de communication des documents évoqués, vous perdez tout droit à indemnité pour le sinistre [↳] en cause.</p> <p>Vous êtes déchu de tout droit à garantie pour le sinistre [↳] en cause si vous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • faites de fausses déclarations sur la nature, les circonstances, les causes, les conséquences du sinistre [↳] ainsi que sur la valeur du véhicule assuré. À ce dernier titre, vous devez déclarer avec exactitude le prix réellement acquitté à l'occasion de l'achat du véhicule assuré ainsi que le kilométrage parcouru au jour du sinistre [↳], • employez comme justifications des moyens frauduleux ou des documents mensongers, • ne déclarez pas l'existence d'autres assurances portant sur le même risque, • omettez de porter à notre connaissance la récupération du véhicule volé, des éléments [↳], accessoires [↳] et aménagements [↳] du véhicule, marchandises [↳] ou outillage [↳] professionnels volés.

ARTICLE 27 Notre Engagement Qualité

	DESCRIPTIF
Information	<p>Nous vous informons de notre position ou de nos attentes par tout moyen (courrier, téléphone...) dans les 5 jours ouvrés de la réception de votre déclaration, sous réserve de la force majeure qui est notamment constituée lorsque des événements exceptionnels atteignent un très grand nombre de victimes.</p> <p>Nous vous précisons régulièrement l'état d'évolution de votre dossier et restons disponibles pour vous conseiller ou vous apporter les explications nécessaires.</p>
Gestion de votre dossier	<p>Nous nous chargeons, en cas de sinistre [↳] garanti, de l'instruction et de la gestion du dossier et faisons procéder à nos frais aux opérations d'enquête et d'expertise nécessaires.</p> <p>Lorsque vous êtes accidenté en qualité de conducteur ou de passager du véhicule garanti, nous vous fournissons l'aide et l'assistance qui vous sont nécessaires pour obtenir du responsable la réparation de vos dommages corporels [↳], matériels [↳] et immatériels consécutifs [↳].</p> <p>Les dispositions relatives aux garanties Protection Juridique suite à accident [↳] et Protection Juridique relative au bien assuré sont respectivement indiquées aux articles 23-9 et 24-10.</p>

	DESCRIPTIF
Traitement de nos désaccords	<p>Expertise des dommages matériels et immatériels consécutifs</p> <p>Les dommages sont évalués de gré à gré, si besoin à dire d'expert désigné par nous. Une expertise amiable contradictoire est effectuée en cas de désaccord entre vous et nous sur la matérialité et/ou les circonstances du sinistre et/ou sur l'évaluation de vos dommages. Chacune des parties choisit alors un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun à la majorité des voix. À défaut par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Tribunal du lieu du domicile de l'assuré, à la demande de la partie la plus diligente. Chacune des parties paie les frais et honoraires de son expert et prend en charge la moitié des frais et honoraires du tiers expert et des frais de sa nomination. Si le résultat de l'expertise contradictoire infirme les conclusions de l'expert que nous avons mandaté, nous vous remboursons alors les frais et honoraires que vous avez exposés du fait de cette procédure, dans la limite de 1 000 €.</p> <p>Expertise des dommages corporels</p> <p>1 - Litige d'ordre médical</p> <p>Dans le cas où l'assuré ou les bénéficiaires, d'une part, et nous, d'autre part, ne pouvons pas nous mettre d'accord sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la durée des soins, de l'incapacité temporaire de travail et de l'incapacité temporaire totale , • le taux de l'incapacité permanente , • le besoin journalier d'une assistance permanente par tierce personne , • l'inaptitude totale à l'exercice d'une activité professionnelle, • les causes du décès, <p>notre différend est soumis à deux médecins choisis l'un par l'assuré ou ses ayants droit, l'autre par nous. Si ces deux médecins ne peuvent se mettre d'accord, les parties en choisissent un troisième pour les départager et, si elles ne s'entendent pas sur le choix de ce dernier ou, faute par l'une des parties de désigner son expert, la désignation en est faite à la requête de la partie la plus diligente par le Président du Tribunal judiciaire du lieu de l'accident ou du domicile de la victime. Les parties prennent l'une et l'autre en charge les honoraires et frais du médecin qu'elles ont respectivement choisi. Elles supportent par moitié les honoraires et frais du troisième médecin.</p> <p>2 - Litige au sujet du calcul des indemnités</p> <p>Dans le cas où l'assuré ou les bénéficiaires, d'une part, et nous, d'autre part, ne pouvons pas nous mettre d'accord sur le montant des indemnités devant être attribuées, la résolution du différend peut être recherchée par la mise en œuvre de la procédure de Traitement des réclamations</p>
	<p>Traitement des réclamations</p> <p>Cette procédure est décrite dans la partie dédiée ci-après « Modalités d'examen des réclamations ».</p>
Paiement de l'indemnité	<p>Le paiement des indemnités est effectué dans les 8 jours soit de l'accord amiable dès lors que nous disposons de tous les éléments, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.</p> <p>Cas particuliers :</p> <p>a - Véhicule volé et non retrouvé</p> <p>Lorsque le véhicule n'a pas été retrouvé, nous nous engageons à vous présenter une offre d'indemnité dans un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle vous nous aurez fourni l'ensemble des éléments demandés nous permettant d'établir cette offre.</p> <p>b - Véhicule volé et retrouvé</p> <p>Lorsque vous avez été indemnisé, vous pouvez reprendre possession de votre véhicule dans les 30 jours où vous avez eu connaissance de sa découverte moyennant le remboursement de l'indemnité perçue. Dans le cas où, suite au vol, votre véhicule a été endommagé mais ne relève pas à dire d'expert de la procédure « Véhicule Gravement Endommagé » prévue par la loi, nous prenons en charge les frais de remise en état dans la limite de l'estimation des dommages prévue à l'article 28-1 des Conditions générales , après déduction de la franchise contractuelle sous réserve des dispositions relatives à la garantie Exonérations spécifiques de franchise. En revanche, si la nature et l'importance des dommages rendent la procédure « Véhicule Gravement Endommagé » applicable, vous ne pourrez prétendre à reprendre possession de votre véhicule.</p> <p>En cas de découverte du véhicule après indemnisation, nous nous réservons le droit de réclamer le remboursement de l'indemnité versée si les constatations effectuées établissent que le véhicule n'avait pas été protégé contre le risque de vol dans les conditions prévues à l'article 10 ou que le véhicule assuré n'avait pas été volé (mise en fourrière et oubli de stationnement).</p>

	DESCRIPTIF
	<p>c - Éléments, accessoires et aménagements du véhicule, marchandises et outillage professionnels transportés volés isolément et retrouvés</p> <p>Lorsque vous êtes informé de la récupération de tout ou partie de ce type de biens volés, vous devez nous en avertir dans les 8 jours par lettre recommandée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si les biens volés peuvent être récupérés avant paiement de l'indemnité, vous devez en reprendre possession et nous ne serons tenus qu'au paiement des détériorations subies et des frais utilement engagés pour la récupération de ces biens dans la limite de l'estimation des dommages prévue aux articles 28-1 et 28-3 des Conditions générales ¹ et après déduction de la franchise ¹ contractuelle, • si les biens volés n'ont été récupérés qu'après paiement de l'indemnité, vous avez la faculté d'en reprendre possession moyennant remboursement du montant de cette indemnité, sous déduction des détériorations subies et des frais utilement engagés pour la récupération de ces biens dans la limite de l'estimation des dommages prévue aux articles 28-1 et 28-3 des Conditions générales ¹ et après déduction de la franchise ¹ contractuelle, à condition de nous en avoir fait la demande dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle vous aurez été avisé de la récupération. <p>d - Catastrophes naturelles et technologiques</p> <p>En cas de mise en jeu de la garantie des Catastrophes naturelles, le délai pour le paiement de l'indemnité est porté à 21 jours à compter de la réception de votre accord sur la proposition d'indemnisation. À défaut de respecter ce délai, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité que nous devons porter, à compter de l'expiration de ce délai, intèrêt au taux de l'intérêt légal.</p> <p>En cas de mise en jeu de la garantie des Catastrophes technologiques, le délai est porté à 3 mois à compter de la date à laquelle vous nous avez remis l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe technologique lorsque celle-ci est postérieure.</p>
Transparence	En cas de désaccord entre vous et nous sur le montant de l'indemnité devant être versée, nous nous engageons à vous régler les sommes que nous estimons vous devoir sans attendre l'issue de la procédure d'expertise ou d'examen de la réclamation.
Sanction en cas de non-respect de nos engagements	Si nous ne respectons pas notre Engagement Qualité à l'occasion du traitement de votre dossier, vous disposez d'un droit de résiliation du contrat dont les garanties ont été mises en jeu. Ce droit peut s'exercer à tout moment du traitement du dossier et au plus tard 12 mois après la date de survenance du sinistre ¹ .

ARTICLE 28 Estimation des dommages**28-1 GARANTIE DES DOMMAGES OCCASIONNÉS AU VÉHICULE, SES ACCESSOIRES ET AMÉNAGEMENTS**

La valeur avant et après sinistre \blacktriangleright du véhicule assuré, de ses accessoires \blacktriangleright et aménagements \blacktriangleright , ainsi que le coût et la méthodologie des réparations, sont déterminés de gré à gré et, si besoin, par un expert désigné par nous, **dans la limite du prix réellement acquitté à l'occasion de l'achat du véhicule, de ses accessoires \blacktriangleright et aménagements \blacktriangleright .**

Pour la remise en état de votre véhicule, vous disposez du libre choix du réparateur professionnel.

En aucun cas, nous ne pouvons être tenus responsables de l'indisponibilité ou des difficultés d'acheminement de pièces nécessaires à la réparation du véhicule garanti.

Si une pièce n'est plus fabriquée ou distribuée par le constructeur du véhicule ou tout autre réseau de commercialisation, nous ne pouvons être contraints de la faire fabriquer sur mesure.

A - L'estimation des dommages est faite, au jour du sinistre, sur la base des prix pratiqués :

- en France \blacktriangleright , par référence et dans la limite maximale du coût global (pièces et main-d'œuvre) de remise en état normalement pratiqué par les professionnels de l'automobile dans le secteur géographique du lieu de réparations, Lorsque l'expert l'estime possible, l'utilisation et le montage de pièces de réemploi \blacktriangleright , de pièces remanufacturées et/ou reconditionnées acquises auprès de professionnels du recyclage ou de l'automobile sont privilégiés pour déterminer l'estimation,
- dans le pays de survenance du sinistre \blacktriangleright si le véhicule est réparé sur place.

B - Valeur prise en compte :

BIENS ASSURÉS	ESTIMATION DES DOMMAGES	MODALITÉS COMPLÉMENTAIRES
Véhicule volé non retrouvé	Valeur de remplacement du véhicule au jour du vol.	Aucune moins-value n'est appliquée sur le prix d'achat ⁽³⁾ du véhicule assuré si, au jour du sinistre \blacktriangleright , celui-ci a, au maximum, 6 mois par rapport à sa date d'achat ⁽⁴⁾ .
Véhicule endommagé et économiquement réparable	Coût des réparations ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽⁵⁾ sans pouvoir excéder la valeur de remplacement du véhicule au jour du sinistre \blacktriangleright .	
Accessoires \blacktriangleright et aménagements \blacktriangleright volés ou endommagés	Coût, à dire d'expert désigné par nous, des réparations ⁽⁵⁾ et/ou du remplacement ⁽⁵⁾ des accessoires \blacktriangleright ou aménagements \blacktriangleright du véhicule assuré, sans pouvoir excéder la valeur de ces accessoires \blacktriangleright et aménagements \blacktriangleright au jour du sinistre \blacktriangleright et dans la limite du montant indiqué aux Conditions particulières \blacktriangleright.	

⁽¹⁾ Lorsque l'assuré ne fait pas réparer des dommages n'affectant ni la sécurité ni l'utilisation d'une caravane mais sa seule esthétique, l'évaluation des dommages est limitée à une dépréciation esthétique fixée à 25 % du coût estimé hors taxe des réparations.

⁽²⁾ L'estimation des dommages a pour limite la différence entre la valeur de remplacement du véhicule au jour du sinistre \blacktriangleright et celle conservée après sinistre \blacktriangleright par ce véhicule :

- lorsque le coût des réparations est supérieur à cette différence
- et que la facture pouvant les justifier n'a pu être produite.

⁽³⁾ Le prix d'achat est réputé égal :

- soit au prix net à payer acquitté par l'assuré figurant sur la facture établie par le professionnel de l'automobile vous l'ayant vendu. Il tient compte de toute mesure commerciale ou de toute autre incitation financée par des fonds publics (remise, aide à la reprise, crédit d'impôts...) liée à l'achat du véhicule,
- soit, à défaut, à la valeur de remplacement du véhicule au jour du sinistre \blacktriangleright majorée de 5 % à compter du 1er trimestre écoulé depuis la date d'achat.

⁽⁴⁾ La date d'achat du véhicule est celle déclarée aux Conditions particulières \blacktriangleright ou, à défaut, la date d'immatriculation figurant sur le certificat d'immatriculation dès lors que le changement d'immatriculation n'est pas uniquement lié à un changement de domicile.

⁽⁵⁾ Il sera déduit du coût des réparations ou du remplacement toute mesure commerciale accordée à cette occasion (réduction, ristourne, remise...).

La valeur de remplacement du véhicule ne peut être supérieure au prix réellement acquitté à l'occasion de l'achat du véhicule assuré.

C - Extension de garantie

Une extension de garantie est accordée en cas de souscription d'une formule Équilibre dans les conditions décrites ci-après :

FORMULE SOUSCRITE	ÉQUILIBRE
GARANTIES MISES EN JEU	Aucune moins-value n'est appliquée sur le prix d'achat ⁽¹⁾ du véhicule assuré si, au jour du sinistre \blacktriangleright , celui-ci a, au maximum, par rapport à sa date d'achat ⁽²⁾ :
Dommages accidents \blacktriangleright -vandalisme-événements naturels, Catastrophes naturelles et Catastrophes technologiques	24 mois
Vol et tentative de vol \blacktriangleright Incendie-attentat-tempête	12 mois

⁽¹⁾ Dans ce cadre le prix d'achat du véhicule est réputé égal :

- soit au prix net à payer acquitté par l'assuré figurant sur la facture établie par le professionnel de l'automobile vous l'ayant vendu,
- soit, à défaut, à la valeur de remplacement du véhicule au jour du sinistre \blacktriangleright majorée de 5 % pour chacun des trimestres écoulés depuis la date de votre achat, soit 35 % au maximum avec la formule Équilibre.

⁽²⁾ La date d'achat du véhicule est celle déclarée aux Conditions particulières \blacktriangleright ou, à défaut, la date d'immatriculation figurant sur le certificat d'immatriculation dès lors que le changement d'immatriculation n'est pas uniquement lié à un changement de domicile.

L'indemnisation en valeur d'achat visée en B et C ne peut jouer :

- en cas de vol consécutif à l'emploi d'un faux chèque de banque ✎ ,
- lorsque l'achat du véhicule assuré n'est pas réalisé conformément aux articles L. 112-6 et D. 112-3 du Code monétaire et financier relatif à l'interdiction du paiement en espèces ou au moyen de monnaie électronique de certaines créances,
- si le véhicule a été acheté directement ou indirectement par l'assuré à un membre de sa famille (conjoint ✎ , ascendant, descendant, frère, sœur) ou à l'organisme ayant préalablement financé le contrat de location du véhicule avec option d'achat.

D - Frais annexes en cas de réparations, de destruction ou de vol (perte totale) du véhicule assuré

1 - TVA

L'estimation comprend le remboursement du montant de la TVA que le bénéficiaire de l'indemnité doit acquitter et ne peut récupérer. La prise en compte de la TVA est subordonnée à la présentation de la facture des réparations.

En cas de perte totale ✎ du véhicule assuré, l'estimation comprend le remboursement de la TVA que le propriétaire du véhicule a lui-même acquitté et n'a pu récupérer.

2 - Perte financière, frais pour rupture anticipée

Lorsque le véhicule assuré appartient à un établissement financier, l'estimation comprend également l'indemnité de résiliation due par l'utilisateur au propriétaire loueur du véhicule. Toutefois, cette indemnité ne sera prise en compte que dans la limite du montant de la TVA afférent à la valeur du véhicule servant de base à l'indemnisation.

L'estimation des dommages ne comprend pas les frais dus au titre des loyers impayés avant la survenance du sinistre ✎ , les frais de gestion et de retard y consécutifs et les frais de dépassement de kilométrage.

3 - Frais divers

L'estimation prend également en compte :

- le remboursement des frais financiers que vous devez supporter en raison du remboursement anticipé du crédit affecté à l'achat du véhicule, la somme empruntée ne devant pas être supérieure au prix d'achat de ce véhicule,
- le coût du certificat d'immatriculation du véhicule détruit ou volé,
- le coût de la taxe douanière en cas de sinistre ✎ à l'étranger (dans ce cas **Matmut** Assistance négocie directement le paiement et le montant de cette taxe).

28-2 GARANTIE INDISPONIBILITÉ DU VÉHICULE

Dans la limite de la durée indiquée aux Conditions particulières ✎ du contrat, l'indisponibilité prise en compte pour le calcul de l'indemnité, exprimée en nombre de jours, est déterminée de la manière suivante :

SITUATION	PÉRIODE INDEMNISÉE
Véhicule destiné à être réparé	Durée écoulée entre la date d'entrée du véhicule dans l'atelier de réparation (ou la date de l'accident ✎ lorsque le véhicule a fait l'objet d'un remorquage) et la date d'achèvement des travaux, dans la limite de trois fois la durée technique de ces travaux retenue par l'expert désigné par nous.
Véhicule destiné à être réparé faisant l'objet d'une procédure visée aux articles L. 327 et suivants du Code de la route	Durée écoulée entre la date d'entrée du véhicule dans l'atelier de réparation (ou la date de l'accident ✎ lorsque le véhicule a fait l'objet d'un remorquage) et la date d'achèvement des travaux, dans la limite de quatre fois la durée technique de ces travaux retenue par l'expert désigné par nous.
Véhicule déclaré irréparable par l'expert désigné par nous et non réparé	Durée maximum indiquée aux Conditions particulières ✎ .
Véhicule volé	Durée pendant laquelle le véhicule est volé sans pouvoir excéder le nombre de jours indiqué aux Conditions particulières ✎ . Lorsque le véhicule est retrouvé, s'ajoute à cette durée celle visée ci-dessus suivant que ce véhicule est réparé ou déclaré irréparable par l'expert désigné par nous.

28-3 GARANTIE MARCHANDISES ET OUTILLAGE PROFESSIONNELS TRANSPORTÉS

A - L'estimation des dommages est égale pour :

- 1 - les marchandises ✎ : au prix d'achat par l'assuré, frais de transport et de manutention compris, ou, s'il s'agit d'objets fabriqués par lui, à leur prix de revient c'est-à-dire au prix des matières premières et produits utilisés pour leur fabrication, majoré des frais de fabrication engagés et d'une part proportionnelle des frais généraux.
- 2 - l'outillage ✎ , les bagages, vêtements et objets personnels emportés par l'assuré : au coût de leur remise en état sans pouvoir excéder leur valeur de remplacement au jour du sinistre ✎ et sur présentation des factures originales d'achat.

B - Elle prend en compte la vétusté de l'outillage ✎ , des bagages, vêtements et objets personnels transportés dans le véhicule assuré.

C - Elle comprend le montant de la TVA acquittée et qui ne peut être récupérée. Le remboursement de la TVA est toutefois subordonné à la présentation de la facture des réparations ou de remplacement.

ARTICLE 29 Franchises

Le montant ou le taux des franchises applicable est indiqué aux Conditions particulières .

Sous réserve des dispositions de l'article 29-2, l'indemnisation des dommages garantis est effectuée sous déduction d'une franchise dans les conditions définies ci-après.

29-1 DÉDUCTION D'UNE FRANCHISE

A - Franchises applicables au titre des garanties Dommages accidents-vandalisme-événements naturels, Dommages collision-événements naturels, Vol et tentative de vol, Incendie- attentat-tempête, Catastrophes naturelles, Accessoires et aménagements du véhicule

Une franchise est déduite du montant de l'estimation des dommages relevant de chacune des catégories ci-après :

- 1 - dommages au véhicule assuré,
- 2 - dommages aux accessoires et aménagements du véhicule assuré.

En cas de sinistre entraînant des dommages à la fois au véhicule assuré, à ses accessoires et aménagements, nous déduisons une seule franchise, celle prévue pour les dommages au véhicule assuré.

La franchise applicable à la garantie Catastrophes naturelles est fixée selon l'usage du véhicule assuré par l'article A.125-6 ou A.125-6-1 du Code des assurances.

B - Franchises applicables au titre de la garantie Marchandises et outillage professionnels transportés

Une franchise est déduite du montant de l'estimation des dommages effectuée conformément à l'article 28-3.

En cas de sinistre entraînant également des dommages au véhicule assuré, cette franchise ne se cumule pas avec celle prévue pour les Dommages au véhicule.

Nous déduisons uniquement la plus élevée des deux.

C - Franchise applicable au titre de la garantie Bris de glaces

Le remplacement de toute glace garantie donne lieu à déduction d'une franchise .

En cas de réparation de glaces, nous ne déduisons aucune franchise .

D – Franchises spécifiques « conducteur non désigné aux Conditions particulières »

Une franchise spécifique est déduite du montant de l'estimation des dommages relevant des garanties Dommages accidents -vandalisme-événements naturels, Dommages collision-événements naturels, Vol et tentative de Vol, Incendie- attentat-tempête, Marchandises et outillage professionnels transportés, Accessoires et aménagements du véhicule en cas d'utilisation du véhicule assuré par toute personne non indiquée aux Conditions particulières en qualité de conducteur, sauf s'il s'agit :

- d'une personne désignée comme conducteur sur un contrat, en cours de validité, souscrit auprès du Groupe **Matmut** garantissant un véhicule de catégorie similaire,
- ou
- de la personne relayant au volant le souscripteur ou tout conducteur désigné aux Conditions particulières, présent à ses côtés, dans le cadre d'un prêt du volant,
- ou
- d'un dirigeant, d'un associé, d'un préposé du souscripteur pendant et en dehors du service,
- ou
- du locataire de votre véhicule lorsque vous avez opté pour l'extension Mise en location du véhicule assuré.

Cette franchise spécifique ne se cumule pas les franchises visées en A ou B. Nous déduisons uniquement la franchise la plus élevée des trois.

Une franchise spécifique est également appliquée au titre de la garantie Responsabilité civile en réparation des dommages causés aux tiers dans les conditions prévues à l'article 8-1 D.

29-2 NON DÉDUCTION D'UNE FRANCHISE

Aucune franchise n'est déduite du montant de l'indemnité versée au titre de la garantie :

- Catastrophes technologiques,
- Exonérations spécifiques de franchise au titre des événements visés à l'article 17 et sous réserve des dispositions applicables lorsque le véhicule est utilisé par un conducteur non désigné aux Conditions particulières conformément à l'article 29-1 D.

En cas de vol isolé des clefs du véhicule, aucune franchise n'est déduite du montant de l'indemnité versée au titre :

- du remplacement des clefs,
- du changement des barilletts des portières ou du contacteur de démarrage,
- de la programmation des clefs y compris les cartes et télécommandes de démarrage électronique.

ARTICLE 30 Subrogation

Nous sommes subrogés, conformément aux articles L. 121-12 et L. 211-25 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité que nous avons payée :

- dans les droits de la victime ou de ses ayants droit contre le responsable de l'accident ✎, conducteur ou gardien ✎ du véhicule assuré, lorsque la garde ou la conduite de ce véhicule a été obtenue contre le gré de son propriétaire ou locataire, contre son assureur ou contre tout organisme débiteur d'indemnités,
- dans les droits de l'assuré indemnisé à la suite d'une catastrophe technologique.

Dans le cadre de la garantie Dommages corporels ✎ du conducteur, conformément à l'article L. 131-2 alinéa 2 du Code des assurances, nous sommes subrogés dans les droits de la victime et de ses ayants droit si :

- une avance a été faite au titre des frais de soins, pertes de revenus professionnels, frais d'obsèques, indemnité complémentaire et frais d'aménagement,
- un crédit de services à la personne a été utilisé.

Si, de votre fait, la subrogation ✎ ne peut s'opérer, totalement ou partiellement, notre garantie est supprimée ou réduite proportionnellement aux droits dont nous avons été privés.

FONCTIONNEMENT DE VOTRE CONTRAT

ARTICLE 31 Conformité du risque déclaré à la réalité

S'assurer, c'est s'engager dans une relation juridique qui comporte, pour chacun, des droits et des obligations.

Le contrat est établi sur la base de vos déclarations. Vous devez donc répondre à toutes les questions que nous vous posons, et en particulier, à celles portant sur les points indiqués à l'article 31-1.

31-1 ÉLÉMENTS DU RISQUE À NOUS DÉCLARER

Vous devez :

A - À la souscription du contrat

- Répondre aux questions qui vont nous permettre d'identifier la nature du risque à assurer (véhicule, conducteurs, usage ☞ ...),
- confirmer, par votre signature, l'exactitude des déclarations figurant aux Conditions particulières ☞, à l'annexe de déclaration du risque et à toute autre annexe établie si nécessaire.

B - En cours de contrat

Indiquer toutes les modifications ayant pour effet d'aggraver les risques garantis :

- 1) puissance, cylindrée, vitesse, source d'énergie du véhicule, aménagement ☞ ou transformation de la carrosserie du véhicule,
- 2) charge utile et poids mort pour les véhicules utilitaires,
- 3) adjonction au véhicule d'une remorque ou d'un engin attelé, dont le poids total en charge est supérieur à 500 kg,
- 4) conducteur pouvant être amené à conduire le véhicule assuré (nom, prénom, profession, date de naissance, domicile et lieu de travail, date de permis, situation de famille), sauf s'il s'agit du locataire dans le cadre de l'extension Mise en location du véhicule assuré » visée à l'article 6 ci-avant,
- 5) usage ☞ fait du véhicule assuré,
- 6) mise en location du véhicule assuré,
- 7) lieu de garage habituel du véhicule assuré.

Vous devez en outre, et dans les mêmes conditions, déclarer toute mesure d'annulation, de suspension ou d'invalidation du permis de conduire, quelle qu'en soit la durée, prononcée à votre rencontre ou à celle d'un conducteur du véhicule assuré.

Cette déclaration doit être faite, par lettre recommandée, courrier électronique ou par envoi recommandé électronique, dans les 15 jours où vous avez eu connaissance des circonstances nouvelles aggravant les risques ou en créant de nouveaux.

Si la modification constitue une aggravation du risque, nous pouvons, dans les conditions prévues à l'article L. 113-4 du Code des assurances, soit résilier le contrat, soit proposer un nouveau montant de cotisation. Si vous n'acceptez pas le nouveau montant de cotisation, nous pouvons résilier le contrat (cas n° 12 de l'article 38-1).

31-2 OBLIGATIONS DE DÉCLARATION NON RESPECTÉES

En cas de réticence ou de déclaration intentionnellement fautive, d'omission ou de déclaration inexacte de votre part, d'éléments du risque qui devaient être déclarés à la souscription ou en cours de contrat, vous pouvez vous voir opposer les sanctions prévues par le Code des assurances :

- *en cas de mauvaise foi : nullité ☞ du contrat (article L. 113-8),*
- *lorsque la mauvaise foi n'est pas établie : réduction des indemnités ☞ (article L. 113-9).*

En outre, en l'absence de déclaration de conducteur : application de franchises ☞ spécifiques (voir articles 8-1 D et 29-1 D).

La résiliation du contrat motivée par une réticence ou une inexactitude dans la déclaration du risque (cas n° 13 de l'article 38-1) n'implique pas renonciation de notre part à nous prévaloir des sanctions visées ci-avant.

Vous pouvez également, en cas de retard dans la déclaration de circonstances nouvelles aggravant les risques ou en créant de nouveaux, encourir la déchéance ☞ de votre droit à garantie si ce retard a été pour nous à l'origine d'un préjudice et ne résulte pas d'un cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 32 Communication d'informations ou de documents sur support durable

Conformément à l'article L. 111-10 du Code des assurances, vous pouvez vous opposer, dès l'entrée en relation ou à tout moment, à l'utilisation du support durable ☞ que nous utilisons pour vous communiquer des informations ou documents en vue de revenir à l'utilisation du support papier.

ARTICLE 33 Formation, modification et durée de votre contrat, langue et loi applicables

33-1 FORMATION

Les garanties de votre contrat prennent effet aux date et heure indiquées aux Conditions particulières ¹, **sous réserve que le paiement de votre première cotisation ou première fraction de cotisation soit honoré.**

33-2 MODIFICATION

La proposition de modification du contrat demandée par lettre recommandée, courrier électronique ou par envoi recommandé électronique prend effet aux date et heure que vous nous indiquez, mais au plus tôt aux date et heure d'envoi de votre lettre recommandée ou de votre recommandé électronique ou aux date et heure de réception de votre courrier électronique.

Nous nous réservons le droit d'interrompre la garantie dans les 10 jours de la réception de cette proposition : elle cesse alors 10 jours après l'envoi d'une lettre recommandée vous avisant de cette interruption.

La date et l'heure d'envoi des lettres recommandées sont celles indiquées par les services postaux (cachet apposé sur le courrier ou support numérique).

33-3 DURÉE

La durée du contrat est indiquée aux Conditions particulières ¹. Elle est, selon le cas :

- **soit d'un an.** La première année, le contrat est conclu pour la période comprise entre sa date d'effet et la date d'échéance annuelle indiquée aux Conditions particulières ¹. Sauf convention contraire, il est, à cette échéance, reconduit de plein droit par tacite reconduction ¹ d'année en année, à moins que vous ou nous ne fassions usage du droit de résiliation dans les formes et conditions prévues à l'article 38.
- **soit déterminée de date à date.**

33-4 LANGUE ET LOI APPLICABLES

Le présent contrat est rédigé en français. Il est régi par la loi française.

ARTICLE 34 Cotisation, franchises et seuils de déclenchement

34-1 DÉFINITION

Votre engagement est annuel. La cotisation correspond au coût des garanties souscrites auquel viennent s'ajouter :

- les accessoires de cotisation, notamment les frais de gestion annuels du contrat,
- les impôts et taxes établis sur les contrats d'assurance et dont la récupération n'est pas interdite.

34-2 PAIEMENT

La cotisation annuelle est payable d'avance.

Elle peut cependant être réglée en plusieurs fractions. Ce fractionnement ne concerne que le paiement et ne remet pas en cause le caractère annuel de la cotisation.

À défaut de paiement d'une cotisation ou d'une fraction de cotisation, nous pouvons, dans les conditions et délais prévus par l'article L. 113-3 du Code des assurances, suspendre la garantie et, éventuellement, résilier le contrat (cas n° 11 de l'article 38-1), les frais engendrés par l'envoi de la lettre recommandée et/ou, le cas échéant, les frais de prélèvement ou de tout autre moyen de paiement non honoré, étant alors à votre charge.

34-3 RÉVISION

La révision de la cotisation, des franchises ¹ et des seuils de déclenchement de la garantie de Protection Juridique suite à accident ¹ et de ceux de la garantie de Protection juridique relative au bien assuré est annuelle.

Elle intervient au premier jour de chaque année civile et modifie :

- le tarif de référence applicable aux risques garantis,
- le montant des franchises ¹ (sauf celui de celle applicable à la garantie des Catastrophes naturelles),
- les seuils de déclenchement des garanties de Protection Juridique.

La cotisation annuelle de référence est alors modifiée dans la même proportion.

Le nouveau tarif ainsi que les nouveaux montants de franchises ¹ et les seuils de déclenchement des garanties de Protection Juridique, dont nous vous informons dans les formes habituelles, s'appliquent à l'échéance annuelle indiquée aux Conditions particulières ¹ ou dès le jour de l'avenant en cas de modification du contrat.

Vous pouvez résilier le contrat (cas n° 7 de l'article 38-1) en cas de majoration consécutive à la révision de la cotisation annuelle, des franchises ¹ ou des seuils de déclenchement des garanties de Protection Juridique. Le prorata de cotisation afférent à la période de garantie allant jusqu'à la date de résiliation est alors calculé sur la base de l'ancien tarif et demeure exigible. À défaut de résiliation, la nouvelle cotisation, le nouveau montant de franchise ¹ et les seuils de déclenchement des garanties de Protection Juridique sont considérés comme acceptés par vous.

La résiliation du contrat est toutefois impossible lorsqu'il y a majoration :

- de la cotisation annuelle résultant d'une modification, décidée par les Pouvoirs Publics, des impôts et taxes ou du taux annuel de la cotisation relative à la garantie des Catastrophes naturelles,
- du seul jeu de la clause de réduction-majoration (Annexe I) du fait d'un « malus » pour un sinistre ☞ dont vous êtes partiellement ou totalement responsable,
- de la franchise ☞ applicable à la garantie des Catastrophes naturelles.

ARTICLE 35 Autres assurances

Si les risques garantis par le présent contrat sont assurés auprès de plusieurs assureurs, vous devez donner immédiatement à chacun d'eux connaissance des autres assureurs en indiquant leurs noms.

Le bénéficiaire du contrat pourra obtenir l'indemnisation de ses dommages en s'adressant à l'assureur de son choix.

ARTICLE 36 Prescription

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant du présent contrat, qu'il s'agisse de sa validité ou de son exécution, sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance,
- en cas de sinistre ☞, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ☞ ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Le délai de prescription ☞ est porté à dix ans au titre de la garantie Dommages corporels ☞ du conducteur, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Les causes d'interruption de la prescription ☞ sont celles prévues par l'article L.114-2 du Code des assurances.

Elle peut être interrompue :

- par l'une des causes ordinaires d'interruption suivantes prévues par le Code civil :
 - la reconnaissance par le débiteur du droit du créancier (article 2240 du Code civil),
 - une demande en justice, même en référé, même portée devant une juridiction incompétente ou annulée par l'effet d'un vice de procédure (article 2241 du Code civil),
 - une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244 du Code civil)
- ainsi que dans les cas suivants :
 - la désignation d'un expert à la suite d'un sinistre ☞,
 - l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un recommandé électronique, avec accusé de réception, par notre Société à l'assuré en ce qui concerne le paiement des cotisations ou, par l'assuré à notre Société en ce qui concerne le règlement des indemnités.

Conformément à l'article L.114-3 du Code des assurances, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription ☞, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

ARTICLE 37 Suspension de la garantie de Responsabilité civile en cas de vol de véhicule

En cas de vol du véhicule assuré, la garantie de la Responsabilité civile est suspendue à dater de la déclaration du vol aux autorités de Police ou de Gendarmerie.

Elle cesse de produire ses effets :

- soit à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la déclaration du vol aux autorités de Police ou de Gendarmerie,
- soit, lorsqu'il intervient avant l'expiration de ce délai, à compter du jour du transfert de la garantie sur un véhicule de remplacement.

Toutefois, la garantie reste acquise au propriétaire du véhicule au plus tard jusqu'à l'échéance annuelle du contrat, lorsque sa responsabilité est recherchée en raison d'un dommage causé à un ouvrage public.

ARTICLE 38 Résiliation de votre contrat et droit de renonciation

38-1 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CAS ET CONDITIONS DE RÉSILIATION DE VOTRE CONTRAT

Les références précédées des lettres « L », « R » et « A » correspondent, sauf mention contraire, au Code des assurances :

L : LOI - R : DÉCRET A : ARRÊTÉ

CAS N°	MOTIF DE LA RÉSILIATION	INITIATIVE DE LA RÉSILIATION	DATE DE PRISE D'EFFET DE LA RÉSILIATION	CONDITIONS	TEXTE APPLICABLE
1	Opposition au renouvellement du contrat par tacite reconduction ↴	Vous ou nous	Date d'échéance annuelle indiquée aux Conditions particulières ↴	Délai de préavis à respecter pour adresser la notification : • Vous : 1 mois • Nous : 2 mois	L. 113-12
2	Envoi de l'avis d'échéance moins de 15 jours avant la fin du droit d'opposition au renouvellement du contrat par tacite reconduction ↴, ou après cette date	Vous	<ul style="list-style-type: none"> • Date d'échéance annuelle indiquée aux Conditions particulières ↴ si la demande est formulée avant celle-ci • Le lendemain de la date de notification si votre demande de résiliation est formulée après la date d'échéance annuelle indiquée aux Conditions particulières ↴ 	<ul style="list-style-type: none"> • Envoi par nous de l'avis d'échéance annuelle indiquée aux Conditions particulières ↴ • Notification de la demande de résiliation adressée dans les 20 jours de cet envoi 	L. 113-15-1
3	Opposition à la poursuite du contrat tacitement renouvelé	Vous, par l'intermédiaire de votre nouvel assureur	1 mois après notification de la demande de résiliation formulée par votre nouvel assureur	<ul style="list-style-type: none"> • Ancienneté du contrat : 1 an à compter de la 1ère souscription • Souscription d'un nouveau contrat auprès d'un autre assureur 	L. 113-15-2 R. 113-11 R. 113-12
4	<ul style="list-style-type: none"> • Changement de votre situation portant sur l'un des éléments suivants : domicile, situation matrimoniale, régime matrimonial, profession • Retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle 	Vous ou nous	1 mois après notification de la résiliation à l'autre partie	La résiliation doit faire l'objet d'une notification dans le délai de 3 mois suivant l'événement qui la motive	L. 113-16
5	Aliénation du véhicule assuré	Vous ou nous	10 jours après notification de la résiliation à l'autre partie		L. 121-11
		De plein droit	6 mois après la date de l'aliénation du véhicule	Absence de remise en vigueur du contrat par accord des parties ou de résiliation par l'une d'elles	
6	Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire du souscripteur ↴	Nous	De plein droit après mise en demeure de s'exprimer sur la poursuite du contrat adressée à l'administrateur, au débiteur ou au liquidateur, restée plus d'un mois sans réponse	Envoi préalable d'une lettre recommandée avec accusé de réception	L. 622-13 L. 627-2 L. 641-11-1 du Code de commerce
		Administrateur, débiteur après avis conforme du mandataire judiciaire ou liquidateur	Dès réception par nous de la notification de la demande de résiliation	À partir du moment où il apparaît que vous ne disposerez pas des fonds nécessaires pour remplir vos obligations futures	

CAS N°	MOTIF DE LA RÉSILIATION	INITIATIVE DE LA RÉSILIATION	DATE DE PRISE D'EFFET DE LA RÉSILIATION	CONDITIONS	TEXTE APPLICABLE
7	Majoration résultant de la révision de la cotisation annuelle de référence, des seuils de déclenchement ou des franchises ↗ autres que celle applicable à la garantie des Catastrophes naturelles	Vous	30 jours après notification de votre demande de résiliation	Vous disposez de 30 jours à compter de la réception de l'avis d'échéance pour nous demander la résiliation de votre contrat	Article 34-3 des Conditions générales ↗
8	Diminution du risque	Vous	30 jours après notification de votre demande de résiliation	Nous devons avoir refusé de réduire la cotisation en proportion de la diminution du risque	L. 113-4
9	Résiliation par nous d'un autre de vos contrats après sinistre ↗	Vous	1 mois après notification de votre demande de résiliation	Nous devons avoir préalablement résilié après sinistre ↗ un autre de vos contrats	A. 211-1-2 pour la garantie Responsabilité civile R. 113-10 pour les autres garanties
10	Décès du souscripteur ↗	Nous	10 jours après notification de la résiliation à l'héritier	Nous disposons d'un délai de 3 mois pour résilier le contrat à compter du moment où l'héritier en a demandé le transfert à son nom	L. 121-10
		Héritier	Dès la notification de la demande de résiliation par l'héritier	L'héritier ne peut plus résilier s'il a réglé la cotisation réclamée pour une échéance suivant le décès	
11	Non-paiement de la cotisation	Nous	40 jours après l'envoi de la lettre recommandée de mise en demeure ou, lorsque cette lettre ne prévoit pas la résiliation du contrat, le jour de l'envoi d'une nouvelle lettre recommandée destinée à notifier la résiliation du contrat pour non-paiement	Envoi préalable d'une lettre recommandée de mise en demeure	L. 113-3 R. 113-1
12	Aggravation du risque	Nous	10 jours après notification de la résiliation ou 30 jours après l'envoi d'une proposition avec un nouveau montant de cotisation à laquelle vous ne donnez pas suite ou que vous refusez expressément	Aggravation de l'un des éléments du risque mentionnés à l'article 31-1 B des Conditions générales ↗	L. 113-4
13	Réticence ou inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat	Nous	10 jours après notification de la résiliation	Réticence ou fausse déclaration ayant eu pour effet de modifier l'opinion que nous nous étions faite du risque	L. 113-8 L. 113-9
14	Survenance d'un sinistre ↗	Nous	1 mois après notification de la résiliation	La résiliation de la garantie Responsabilité civile n'est possible que dans les cas limitativement énumérés à l'article A. 211-I-2 (conduite en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de stupéfiants, suspension ou annulation de permis de conduire)	A. 211-1-2 pour la garantie Responsabilité civile R. 113-10 pour les autres garanties

CAS N°	MOTIF DE LA RÉSILIATION	INITIATIVE DE LA RÉSILIATION	DATE DE PRISE D'EFFET DE LA RÉSILIATION	CONDITIONS	TEXTE APPLICABLE
15	Perte totale ✚ du véhicule assuré	De plein droit	Le jour de la perte		L. 121-9 Article 38-3 des Conditions générales ✚
16	Réquisition du véhicule assuré	De plein droit	Date de la dépossession du véhicule assuré		L. 160-6
17	Non-respect de notre Engagement Qualité	Vous	Dès réception de la notification de votre demande de résiliation	À tout moment dans les 12 mois suivant la survenance du sinistre ✚	Article 27 des Conditions générales ✚

38-2 FORME ET DÉLAIS DE LA RÉSILIATION

1 - La résiliation à votre initiative (par l'intermédiaire ou pas de votre nouvel assureur), à celle de l'héritier, de l'acquéreur, de l'administrateur ou du débiteur après avis conforme du mandataire judiciaire ou du liquidateur, nous est notifiée conformément à l'article L.113-14 du Code des assurances :

- soit par lettre ou tout autre support durable ✚ (lettre recommandée électronique...),
- soit par une déclaration faite à notre Siège social ou dans l'une de nos Agences,
- soit par un acte extrajudiciaire,
- soit, lorsque nous proposons la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par ce même mode.

Lorsque, à la suite d'un sinistre ✚, le véhicule assuré est techniquement ou économiquement irréparable et que vous refusez la proposition d'indemnisation prévue à l'article L. 327-1 du code de la route, la résiliation à votre initiative est conditionnée, conformément aux articles L. 211-1-1 et D. 211-1 du Code des assurances, à la fourniture, dans un délai de 15 jours après que vous nous avez notifié votre demande, d'un justificatif de destruction du véhicule assuré, de sa réparation ou de souscription d'un nouveau contrat auprès d'un nouvel assureur.

Nous vous confirmons par écrit la réception de la notification de votre demande de résiliation.

Dans les cas de résiliation visés à l'article 38-1 ci-avant :

- le délai de préavis de la résiliation ou la date limite de dénonciation du contrat est décompté à partir de la date d'expédition de la notification,
- le délai de prise d'effet de la résiliation commence à courir le jour de la réception de la notification.

2 - La résiliation à notre initiative vous est notifiée par lettre recommandée (avec accusé de réception dans le cas n° 4) adressée au dernier domicile que vous nous avez notifié et, dans le cas n° 6, à l'administrateur, au débiteur après information du mandataire judiciaire ou au liquidateur.

Les délais de préavis et de résiliation sont décomptés, sauf dans les cas n° 1 et 11, à partir de la date de première présentation de notre lettre par les services postaux au dernier domicile que vous nous avez notifié.

Dans le cas n° 1, le délai de préavis est décompté à partir de la date d'envoi de notre lettre recommandée.

Dans le cas n° 6, la résiliation intervient automatiquement 1 mois après l'envoi d'une lettre de mise en demeure de s'exprimer sur la poursuite du contrat et restée sans réponse. Le juge commissaire peut néanmoins impartir à l'administrateur, au débiteur ou au liquidateur un délai plus court ou accorder une prolongation ne pouvant excéder 2 mois pour prendre parti.

Dans le cas n° 11, la résiliation intervient à la date d'envoi de la lettre recommandée notifiant cette résiliation, sauf si celle-ci est annoncée dans la lettre recommandée valant mise en demeure de régler la cotisation impayée. Dans ce dernier cas, la résiliation intervient automatiquement 40 jours après l'envoi de cette lettre recommandée de mise en demeure.

38-3 RÉSILIATION EN COURS DE PÉRIODE D'ASSURANCE

A - Nous avons droit au paiement de la cotisation couvrant la période antérieure à la résiliation.

B - Nous avons droit également de réclamer ou de conserver la fraction de cotisation couvrant la période démarrant à compter de la date d'interruption des garanties lorsque la résiliation est consécutive :

- a) à la perte totale ✚, à la suite d'un événement garanti, du véhicule assuré. Nous pouvons dans ce cas réclamer ou conserver :
- la fraction de cotisation correspondant à la garantie Responsabilité civile si elle a été mise en jeu,
 - la fraction de cotisation correspondant aux autres garanties si l'une d'elles a été mise en jeu,
- b) au non-paiement de la cotisation.

C - Dans les autres cas, nous remboursons la fraction de cotisation à compter de la suspension ou de la résiliation, lorsque cette cotisation a été payée d'avance.

38-4 DROIT DE RENONCIATION EN CAS DE SOUSCRIPTION À DISTANCE

A - Vous disposez d'un droit de renonciation (article L. 112-2-1 du Code des assurances) :

- lorsque la souscription du contrat a été réalisée à distance,
- et que vous êtes une personne souscrivant à titre privé.

B - La demande doit nous être notifiée :

- soit par lettre simple,
- soit par déclaration faite à notre Siège social ou dans l'une de nos Agences.

Elle doit être effectuée dans un délai de 14 jours calendaires révolus à compter de la réception des documents contractuels.

Vous devez adresser votre lettre à « **Matmut & Co** 76030 Rouen Cedex 1 » rédigée selon le modèle ci-dessous :

« Je soussigné(e) (nom, prénom, adresse) souhaite par cette lettre renoncer au contrat Multirisques Initiale & Co n°... souscrit le XX/XX/XX. »

C - Les effets de la renonciation varient en fonction de la date à laquelle vous exprimez votre demande :

- lorsqu'elle est formulée avant la date de prise d'effet des garanties, votre contrat est annulé,
Dans ce cas, nous vous remboursons l'intégralité de la cotisation perçue au titre de ce contrat dans un délai maximum de 30 jours.
- lorsqu'elle est formulée postérieurement à la date de prise d'effet des garanties, la renonciation entraîne la résiliation de votre contrat au lendemain à 0 heure de la date d'envoi de votre lettre ou du dépôt de votre déclaration dans l'une de nos Agences.
Dans ce cas, nous vous remboursons la fraction de cotisation postérieure à la résiliation dans un délai maximum de 30 jours.

38-5 DROIT DE RENONCIATION EN CAS DE SOUSCRIPTION SUITE À UN DÉMARCHAGE

A - Vous disposez d'un droit de renonciation (article L. 112-9 du Code des assurances) :

- lorsque la souscription du contrat a été réalisée dans le cadre d'un démarchage à votre domicile ou sur votre lieu de travail,
- et que vous êtes une personne souscrivant à titre privé.

B - La demande doit nous être notifiée :

- soit par lettre recommandée,
- soit par déclaration faite à notre Siège social ou dans l'une de nos Agences.

Elle doit être effectuée dans un délai de 14 jours calendaires révolus à compter de la conclusion du contrat.

Vous devez adresser votre lettre à « **Matmut & Co** 76030 Rouen Cedex 1 » rédigée selon le modèle ci-dessous :

« Je soussigné(e) (nom, prénom, adresse) souhaite par cette lettre renoncer au contrat Multirisques Initiale & Co n°... souscrit le XX/XX/XX. »

C - Les effets de la renonciation varient en fonction de la date à laquelle vous exprimez votre demande :

- lorsqu'elle est formulée avant la date de prise d'effet des garanties, votre contrat est annulé,
Dans ce cas, nous vous remboursons l'intégralité de la cotisation perçue au titre de ce contrat dans un délai maximum de 30 jours.
- lorsqu'elle est formulée postérieurement à la date de prise d'effet des garanties, la renonciation entraîne la résiliation de votre contrat au lendemain à 0 heure de la date d'envoi de votre lettre ou du dépôt de votre déclaration dans l'une de nos Agences.
Dans ce cas, nous vous remboursons la fraction de cotisation postérieure à la résiliation dans un délai maximum de 30 jours.

Annexes

I – CLAUSE DE RÉDUCTION OU DE MAJORATION (BONUS-MALUS)

II – ASSISTANCE AU VEHICULE ET AUX PERSONNES TRANSPORTÉES

III – GARANTIES DE PROTECTION JURIDIQUE : HONORAIRES ET FRAIS GARANTIS

IV – TEXTE DE L'ARTICLE 29 DE LA LOI N° 85-677 DU 5 JUILLET 1985

V – SERVICES À LA PERSONNE

**VI – EXEMPLES D'INDEMNITÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VERSÉES AU TITRE DE LA GARANTIE DOMMAGES CORPORELS
DU CONDUCTEUR**

CLAUSE DE RÉDUCTION OU DE MAJORATION (BONUS-MALUS)

Arrêté du 22 juillet 1983.

Annexe de l'article A. 121-1 du Code des assurances modifiée par les arrêtés des 26 décembre 1985, 28 juin 1991, 22 novembre 1991, 19 juillet 2007 et 28 décembre 2015.

Article 1

Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la prime ⁽¹⁾ due par l'assuré est déterminée en multipliant le montant de la prime de référence, telle qu'elle est définie à l'article 2, par un coefficient dit « coefficient de réduction-majoration » fixé conformément aux articles 4 et 5 suivants.

Le coefficient d'origine est de 1.

Article. 2

La prime de référence est la prime établie par l'assureur pour le risque présentant les mêmes caractéristiques techniques que celles présentées par l'assuré et figurant au tarif communiqué par l'assureur auprès du ministre de l'Économie et des Finances dans les conditions prévues à l'article R. 310-6 * du Code des assurances.

Les caractéristiques techniques concernent le véhicule, la zone géographique de circulation ou de garage, l'usage socioprofessionnel ou le kilométrage parcouru, éventuellement la conduite exclusive du véhicule, ainsi que les réductions éventuelles figurant au tarif des entreprises d'assurance.

Cette prime de référence ne comprend pas les majorations éventuellement prévues pour les circonstances aggravantes énumérées à l'article A. 121-1-2 du Code des assurances. En revanche, pour l'application des dispositions de la clause, cette prime de référence comprend la surprime éventuellement prévue pour les conducteurs novices à l'article A. 121-1-1 du Code des assurances ainsi que les réductions éventuelles mentionnées à l'article A. 335-9-3 ** du Code des assurances.

* Article abrogé par l'article 1er V du décret 94-635 du 25 juillet 1994 (JO du 26 juillet 1994).

** Article abrogé par l'article 4 de l'arrêté du 22 novembre 1991 (JO du 29 novembre 1991).

Article 3

La prime sur laquelle s'applique le coefficient de réduction-majoration est la prime de référence définie à l'article précédent, pour la garantie des risques de responsabilité civile, de dommages au véhicule, de vol, d'incendie, de bris de glaces et de catastrophes naturelles.

Article 4

Après chaque période annuelle d'assurance sans sinistre, le coefficient applicable est celui utilisé à la précédente échéance réduit de 5 p. 100, arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut ⁽²⁾ ; toutefois, lorsque le contrat garantit un véhicule utilisé pour un usage « Tournées » ou « Tous Déplacements », la réduction est égale à 7 p. 100.

Le coefficient de réduction-majoration ne peut être inférieur à 0,50.

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'au moins trois ans au cours de laquelle le coefficient de réduction-majoration a été égal à 0,50.

Article 5

Un sinistre survenu au cours de la période annuelle majore le coefficient de 25 p. 100 ; un second sinistre majore le coefficient obtenu de 25 p. 100, et il en est de même pour chaque sinistre supplémentaire.

Le coefficient obtenu est arrêté à la deuxième décimale ⁽³⁾ et arrondi par défaut.

Si le véhicule assuré est utilisé pour un usage « Tournées » ou « Tous déplacements », la majoration est égale à 20 p. 100 par sinistre. La majoration est, toutefois, réduite de moitié lorsque la responsabilité du conducteur n'est que partiellement engagée notamment lors d'un accident mettant en cause un piéton ou un cycliste.

En aucun cas le coefficient de réduction-majoration ne peut être supérieur à 3,50. Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient applicable ne peut être supérieur à 1.

Article 6

Ne sont pas à prendre en considération pour l'application d'une majoration les sinistres devant donner lieu ou non à une indemnisation lorsque :

- l'auteur de l'accident conduit le véhicule à l'insu du propriétaire ou de l'un des conducteurs désignés, sauf s'il vit habituellement au foyer de l'un de ceux-ci,
- la cause de l'accident est un événement, non imputable à l'assuré ayant les caractéristiques de la force majeure,
- la cause de l'accident est entièrement imputable à la victime ou à un tiers.

Article 7

Le sinistre survenu à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers non identifié alors que la responsabilité de l'assuré n'est engagée à aucun titre, ou lorsque le sinistre mettant en jeu uniquement l'une des garanties suivantes : vol, incendie, bris de glaces, n'entraîne pas l'application de la majoration prévue à l'article 5 et ne fait pas obstacle à la réduction visée à l'article 4.

Article 8

Lorsqu'il est constaté qu'un sinistre ne correspond pas à la qualification qui lui avait été donnée initialement, la rectification de la prime peut être opérée soit par le moyen d'une quittance complémentaire, soit à l'occasion de l'échéance annuelle suivant cette constatation.

Aucune rectification de prime ne sera, toutefois, effectuée si la constatation est faite au-delà d'un délai de deux ans suivant l'échéance annuelle postérieure à ce sinistre.

Article 9

La période annuelle prise en compte pour l'application des dispositions de la présente clause est la période de douze mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat.

Si le contrat est interrompu ou suspendu pour quelque cause que ce soit, le taux de réduction ou de majoration appliqué à l'échéance précédente reste acquis à l'assuré mais aucune réduction nouvelle n'est appliquée, sauf si l'interruption ou la suspension est au plus égale à trois mois.

Par exception aux dispositions précédentes, la première période d'assurance prise en compte peut être comprise entre neuf et douze mois.

Article 10

Le coefficient de réduction-majoration acquis au titre du véhicule désigné au contrat est automatiquement transféré en cas de remplacement de ce véhicule ou en cas d'acquisition d'un ou plusieurs véhicules supplémentaires.

Toutefois, le transfert de la réduction n'est applicable que si le ou les conducteurs habituels du ou des véhicules désignés aux Conditions particulières du contrat demeurent les mêmes, sauf en cas de réduction du nombre des conducteurs.

Article 11

Si le contrat concerne un véhicule précédemment garanti par un autre assureur, le coefficient de réduction-majoration applicable à la première prime est calculé en tenant compte des indications qui figurent sur le relevé d'informations mentionné à l'article 12 ci-dessous, et des déclarations complémentaires de l'assuré.

Article 12

L'assureur fournit au souscripteur un relevé d'informations* lors de la résiliation du contrat par l'une des parties et dans les quinze jours à compter d'une demande expresse du souscripteur.

Ce relevé comporte notamment les indications suivantes :

- date de souscription du contrat,
- numéro d'immatriculation du véhicule,
- nom, prénom, date de naissance, numéro et date de délivrance du permis de conduire du souscripteur et de chacun des conducteurs désignés au contrat,
- nombre, nature, date de survenance et conducteur responsable des sinistres survenus au cours des cinq périodes annuelles précédant l'établissement du relevé d'informations, ainsi que la part de responsabilité retenue,
- le coefficient de réduction-majoration appliqué à la dernière échéance annuelle,
- la date à laquelle les informations ci-dessus ont été arrêtées.

Article 13

Le conducteur qui désire être assuré auprès d'un nouvel assureur s'engage à fournir à celui-ci le relevé d'informations délivré par l'assureur du contrat qui le garantissait précédemment au souscripteur de ce contrat.

Article 14

L'assureur doit indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance de prime remis à l'assuré :

- le montant de la prime de référence,
- le coefficient de réduction-majoration prévu à l'article A. 121-1 du Code des assurances,
- la prime nette après application de ce coefficient,
- la ou les majorations éventuellement appliquées conformément à l'article A335-9-2 du Code des assurances
- la ou les réductions éventuellement appliquées conformément à l'article A. 335-9-3 du Code des assurances.

(1) Pour les sociétés d'assurance mutuelles, le terme « prime » est remplacé par le terme « cotisation ».

(2) Exemple : après la première période annuelle, le coefficient est de 0,95.

Après la deuxième période annuelle, le coefficient est de 0,9025, arrêté et arrondi à 0,90.

Après la sixième période annuelle, le coefficient est de 0,722, arrêté et arrondi à 0,72.

Après la douzième période annuelle, le coefficient est de 0,513, arrêté et arrondi à 0,51.

(3) Exemple : après le premier sinistre, le coefficient est de 1,25.

Après le deuxième sinistre, le coefficient est de 1,5625, arrêté et arrondi à 1,56.

* Nous vous informons qu'en cas de résiliation du contrat, qu'elle soit de votre initiative ou de la nôtre, le contenu du relevé d'informations qui vous est délivré est transmis pour enregistrement dans un fichier central professionnel géré par l'Association pour la Gestion des Informations sur le Risque en Assurance (AGIRA -26 Boulevard Haussmann 75311 PARIS Cedex 09).

Nous vous précisons également que vous bénéficiez d'un droit d'accès à ces informations communiquées en vous adressant directement à nous ou à l'AGIRA.

En accord avec la CNIL (Commission Nationale Informatique et Libertés), l'AGIRA recueille toutes les informations sur les assurés, permettant ensuite aux compagnies d'avoir accès aux informations et antécédents de celui qui a souscrit le contrat

ASSISTANCE AU VÉHICULE ET AUX PERSONNES TRANSPORTÉES

Matmut Assistance propose un ensemble de garanties mises en œuvre par Inter Mutuelles Assistance GIE (118 avenue de Paris, 79000 Niort).

Vous pouvez joindre **Matmut** Assistance 24 h/24 tous les jours, même les jours fériés :

- numéro vert en France (service et appel gratuits) : **0 801 90 69 06**
- numéro depuis l'étranger : **+ 33 549 163 538**
- pour les personnes sourdes et malentendantes : par SMS au **06 21 40 34 03**

DÉFINITIONS

Accident corporel

Toute atteinte à l'intégrité corporelle du bénéficiaire, non intentionnelle de sa part, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure.

Accident

Tout événement soudain et imprévisible, ne provenant pas d'un acte intentionnel de la part du bénéficiaire, entraînant des dommages corporels, matériels et/ou immatériels.

Animaux de compagnie

Animaux domestiques dont l'espèce est dès longtemps domestiquée, vivant au domicile du bénéficiaire (chiens, chats, oiseaux, lapins, petits rongeurs).

Bagages

Ensemble des effets, matériels et marchandises emportés à l'occasion d'un déplacement, **à l'exception de tout moyen de paiement (espèces monnayées et billets de banque, chèques, cartes bancaires), des denrées périssables, des produits et matières dangereux, des éléments du véhicule, des matériels audio-vidéo, informatique, de téléphonie, de navigation automobile ou de gros électroménager, des bijoux ou autres objets de valeur.**

Bagages à main

Effets transportés par le bénéficiaire (vêtements, nécessaires de toilette ...), **dans la limite de 30 kg, à l'exception de tout moyen de paiement (espèces monnayées et billets de banque, chèques, cartes bancaires), des denrées périssables, des produits et matières dangereux, des matériels audio-vidéo, informatique, de téléphonie, de navigation automobile, des bijoux ou autres objets de valeur.**

Sont assimilés aux bagages à main les vélos, y compris ceux à assistance électrique, **à l'exclusion de leurs batteries.**

Conjoint

Personnes vivant sous le même toit :

- mariées,
- unies par un pacte civil de solidarité,
- communément considérées comme formant un couple.

Crevaillon

Défaillance pneumatique provoquant son dégonflement.

Domicile

- Pour les bénéficiaires personnes physiques, leur demeure légale et officielle d'habitation. Les étudiants, sont considérés comme ayant un double domicile, leur résidence dans le cadre de leurs études et la résidence de leurs parents.
- Pour les personnes morales :
 - établissement auquel est affecté le véhicule,
 - ou domicile du bénéficiaire, personne physique, lorsque le véhicule est habituellement stationné à son domicile.

Frais d'hébergement

Frais de la nuit à l'hôtel, petit-déjeuner et taxes de séjour compris, **hors frais de téléphone, de connexion internet, de repas et de bar.**

France

France métropolitaine, Départements et Régions d'Outre-Mer (Guadeloupe, Martinique, Mayotte, Guyane, La Réunion), ainsi que la Principauté de Monaco.

Franchise kilométrique

Distance entre le domicile du souscripteur et le lieu de survenance de l'événement en dessous de laquelle la mise en œuvre de la garantie ne peut s'effectuer.

Hospitalisation

Tout séjour dans un établissement hospitalier public ou privé incluant au moins une nuitée.

Maladie

Altération soudaine et imprévisible de la santé, consécutive ou non à une situation préexistante, n'ayant pas pour origine un accident corporel, constatée par une autorité médicale compétente et qui empêche la continuation normale du voyage ou du séjour.

Panne de véhicule

Défaillance mécanique, électrique, électronique, ou hydraulique, survenue en l'absence de tout choc, et rendant impossible l'utilisation du véhicule dans le respect de la réglementation en vigueur. Elle inclut notamment les événements suivants : la crevaison, la panne ou l'erreur de carburant, la panne de batterie y compris pour les véhicules électriques, la panne d'antivol ou d'alarme. Les rappels de série effectués par les constructeurs ne sont pas assimilés à des pannes.

Proche

Toute personne désignée par le bénéficiaire auprès de **Matmut** Assistance résidant dans le pays de domiciliation du bénéficiaire.

Rétention administrative du permis de conduire

Rétention du permis de conduire du conducteur ou de l'accompagnateur de l'élève conducteur par les forces de l'ordre, en application de l'article L.224-1 du Code de la route, d'une durée maximale de 120 heures et opérée par les officiers et agents de police judiciaire, en cas :

- de conduite sous l'emprise d'un état alcoolique caractérisé par un taux d'alcool égal ou supérieur à 0,80 gramme par litre dans le sang ou 0,40 milligramme par litre d'air expiré,
- et/ou de conduite en état d'ivresse manifeste,
- et/ou de conduite sous l'emprise de stupéfiants,
- et/ou de dépassement de 40 km/h ou plus de la vitesse maximale autorisée, établi au moyen d'un appareil homologué,
- d'accident de la circulation ayant entraîné la mort d'une personne si le conducteur peut, de manière plausible, être soupçonné d'avoir commis une infraction en matière de non-respect des règles de vitesse maximale, de croisement, de dépassement, d'intersections ou de priorité de passage,
- d'infraction en matière d'usage du téléphone tenu en main établie simultanément avec une des infractions en matière de respect des règles de conduite des véhicules, de vitesse, de croisement, de dépassement, d'intersection et de priorités de passage dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État,
- de refus d'obtempérer.

Taxi de liaison

Taxi en complément de la mise en œuvre d'une garantie nécessitant un transport (dépannage-remorquage, attente sur place de la réparation du véhicule, rapatriement des bénéficiaires ou poursuite du voyage en cas d'indisponibilité du véhicule...).

I- DOMAINE D'APPLICATION

A - Bénéficiaires des garanties

→ Toute personne voyageant à bord d'un véhicule entrant dans la définition du paragraphe B ci-après, sollicitant la mise en œuvre d'une prestation garantie à la suite d'un événement directement lié à l'utilisation dudit véhicule.

B - Véhicules garantis

→ Tout véhicule :

- 1 - terrestre à moteur, quel que soit son tonnage assuré par un contrat Multirisques Initiale & Co,
- 2 - tel que défini ci-avant, garanti par **Matmut & Co** et prêté par le souscripteur ↗ pour une durée inférieure ou égale à 10 jours, au-delà de cette durée, **Matmut** Assistance n'intervient que si **Matmut & Co** a été informée de ce prêt préalablement à la survenance de l'événement générateur,
- 3 - tel que défini ci-avant, garanti par **Matmut & Co** et donné en location par le souscripteur ↗ dès lors que ce dernier a opté pour l'extension Mise en location du véhicule assuré visée à l'article 6 ci-avant.

C - Déplacements garantis

Les prestations garanties s'appliquent :

- en France, quels que soient la durée et le motif du déplacement,
- à l'étranger :
 - pendant les 12 premiers mois d'un déplacement à but touristique, humanitaire, d'études universitaires, de stages effectués dans le cadre des de ces études ou de séjours au pair,
 - pendant les 3 premiers mois d'un déplacement professionnel.

Les prestations rapatriement des bénéficiaires ou poursuite du voyage en cas d'indisponibilité du véhicule (II-C-2) et remorquage du véhicule (III-A-1) prévues en cas d'immobilisation du véhicule assuré par suite de rétention administrative du permis de conduire ne sont pas accordées à l'étranger.

D - Événements générateurs et prestations associées

- Accident corporel, dans le cadre de l'utilisation du véhicule assuré
 - rapatriement sanitaire du bénéficiaire blessé (II-A-1)
 - rapatriement des autres bénéficiaires ou poursuite du voyage en cas de rapatriement sanitaire du conducteur blessé (II-C-3)
 - rapatriement des animaux de compagnie et des bagages à main (II-D-2)
 - rapatriement du véhicule par un conducteur (III-B-2)
 - attente sur place d'un accompagnant (II-A-2)
 - voyage aller-retour d'un proche (II-A-3)
 - frais médicaux et d'hospitalisation à l'étranger (II-A-4)
 - recherche et expédition des médicaments et de prothèses (II-A-5)

Et, en cas de décès d'un bénéficiaire dans le cadre de l'utilisation du véhicule assuré

- rapatriement du corps du bénéficiaire (II-B-1)
- déplacement d'un proche en cas de décès d'un bénéficiaire (II-B-2)
- panne ou accident matériel de véhicule assuré, incendie, vol ou tentative de vol , acte de vandalisme  qui entraîne des dommages rendant impossible l'utilisation du véhicule assuré dans le respect de la réglementation en vigueur
 - dépannage-remorquage (III-A-1)
 - prise en charge du véhicule tracté assuré (III-D-2)
 - attente sur place de la réparation du véhicule (II-C-1)
 - rapatriement des bénéficiaires ou poursuite du voyage en cas d'indisponibilité du véhicule (II-C-2)
 - rapatriement des animaux de compagnie et des bagages à main (II-D-2)
 - rapatriement des bagages (III-D-1)
 - voyage d'un bénéficiaire pour reprendre possession du véhicule réparé (III-B-1)

et, si l'événement survient à l'étranger :

- expertise et diagnostic technique (III-C-1)
- envoi des pièces détachées (III-C-2)
- rapatriement du véhicule immobilisé (III-C-3)
- mise en épave (III-C-4)
- gardiennage (III-C-5)
- accident ou tout autre événement dans le cadre de l'utilisation du véhicule assuré
 - avance de fonds en France et à l'étranger (II-E-1)
 - frais de justice à l'étranger (II-E-2)
 - caution pénale à l'étranger (II-E-3)
- vol, enfermement, bris, dysfonctionnement ou perte des clefs du véhicule assuré
 - dépannage-remorquage (III-A-1)
 - attente sur place de la réparation du véhicule (II-C-1)
 - frais d'acheminement du double des clefs du véhicule (III-A-2)
- indisponibilité du conducteur du véhicule assuré par suite de maladie ou d'accident corporel
 - rapatriement du véhicule par un conducteur (III-B-2)
- vol ou destruction de papiers d'identité ou de moyens de paiement ou de titres de transport en cas de perte totale du véhicule assuré
 - conseils et avance de fonds (II-D-1)

et, en complément des prestations accordées en cas de survenance de l'un des événements évoqués ci-avant, lorsque la protection complémentaire « Assistance panne 0 km/rétention administrative du permis de conduire » est mentionnée aux Conditions particulières  :

- immobilisation du véhicule assuré par suite de rétention administrative du permis de conduire
 - rapatriement des bénéficiaires ou poursuite du voyage en cas d'indisponibilité du véhicule (II-C-2)
 - remorquage du véhicule (III-A-1)

E - Mise en œuvre des prestations garanties

1- Les prestations garanties, qui sont décrites dans la suite de ce document, s'appliquent compte tenu des caractéristiques géographiques, climatiques, économiques, politiques et juridiques propres au lieu de déplacement et constatées lors de l'événement

La responsabilité de Matmut Assistance ne saurait être recherchée, en cas de manquement à ses obligations si celui-ci résulte de cas de force majeure ou de guerre civile ou étrangère, de révolution, de mouvement populaire, d'émeute, de grève, de saisie ou de contrainte par la force publique, d'interdiction officielle, de piraterie, d'explosion d'engins, d'effets nucléaires ou radioactifs, d'empêchements climatiques.

De la même façon, la responsabilité de Matmut Assistance ne saurait être recherchée en cas de refus par le bénéficiaire de soins ou d'exams, préalables à un transport sanitaire, dans un établissement public ou privé ou auprès d'un médecin qui auront été préconisés par Matmut Assistance.

En outre, Matmut Assistance ne peut intervenir que dans la limite des accords donnés par les autorités médicales et/ou administratives locales, et ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux d'urgence, ni prendre en charge les frais ainsi engagés s'ils relèvent de l'autorité publique.

Matmut Assistance ne peut intervenir dans les situations à risque infectieux en contexte épidémique faisant l'objet d'une mise en quarantaine ou de mesures préventives ou de surveillance spécifique de la part des autorités sanitaires locales et/ou nationales du pays d'origine.

Enfin, Matmut Assistance ne sera pas tenu d'intervenir dans les cas où le bénéficiaire aurait commis de façon volontaire des infractions à la législation locale en vigueur.

2 - Matmut Assistance ne prend pas en charge les dépenses que le bénéficiaire :

- a engagées de sa propre initiative,
- aurait dû engager normalement en l'absence de l'événement ayant justifié l'intervention de Matmut Assistance,

3 - Au titre des frais d'hébergement, Matmut Assistance ne prend pas en charge les frais de téléphone, de connexion internet, de repas et de bar.

4 - Les prestations d'assistance en cas de rétention administrative du permis de conduire ne sont pas accordées lorsque :

- la rétention est consécutive à une récidive ou à un délit de fuite,
- l'immobilisation du véhicule est consécutive à la conduite du véhicule assuré sans être titulaire du permis de conduire adapté ou à toute autre infraction que celles visées à l'article L. 224-1 du Code de la route.

5 - Les prestations non prévues dans la présente convention, que Matmut Assistance accepterait de mettre en œuvre à la demande d'un bénéficiaire seront considérées comme une avance de fonds remboursable.

6 - Lorsque tout ou partie des prestations fournies en exécution des garanties du contrat sont couvertes totalement ou partiellement par les organismes sociaux, le bénéficiaire requerra auprès des organismes concernés les remboursements qui lui sont dus et les reversera à Matmut Assistance.

7 - De plus, Matmut & Co est subrogée, à concurrence des frais que Matmut Assistance a engagés pour son compte, dans les droits et actions de ses souscripteurs et bénéficiaires contre tout responsable de sinistre.

8 - Matmut Assistance se réserve le droit de demander à l'assuré tout document ou information permettant de prouver la survenance du sinistre ou que le dommage subi est bien la conséquence d'un événement garanti.

F - Territorialité des garanties

Les garanties de la présente convention s'appliquent ainsi :

1 - En France

L'ensemble des garanties est accordé à condition que l'événement se produise au moins à 50 km du domicile du souscripteur sous réserve des dispositions ci-après.

En cas de véhicule accidenté, incendié, volé, de tentative de vol ou d'acte de vandalisme, de vol des clefs du véhicule assuré, leur enfermement, leur bris, leur dysfonctionnement ou leur perte immobilisant le véhicule assuré, les garanties d'assistance au véhicule, ainsi que le rapatriement de personnes valides, s'appliquent sans franchise kilométrique

à l'exclusion de la prestation « attente sur place de la réparation du véhicule (II-C-1) ».

Lorsque la protection complémentaire « Assistance panne 0 km/rétention administrative du permis de conduire » est mentionnée aux Conditions particulières, les prestations accordées s'appliquent, sans franchise kilométrique, en cas de survenance de ces événements

à l'exclusion de la prestation « attente sur place de la réparation du véhicule (II-C-1) ».

2 - À l'étranger

Les garanties d'assistance sont accordées sans franchise kilométrique.

Les garanties d'assistance sont accordées dans les pays, cités à l'article 7 des présentes Conditions générales, dans lesquels s'appliquent les garanties du contrat d'assurance couvrant le véhicule garanti ainsi que dans les pays suivants : Algérie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Égypte, Iran, Israël, Jordanie, Liban, et Russie.

Les prestations rapatriement des bénéficiaires ou poursuite du voyage en cas d'indisponibilité du véhicule (II-C-2) et remorquage du véhicule (III-A-1) prévues en cas d'immobilisation du véhicule assuré par suite de rétention administrative du permis de conduire ne sont pas accordées à l'étranger.

II - GARANTIES D'ASSISTANCE AUX PERSONNES TRANSPORTÉES DANS LE VÉHICULE ASSURÉ

A - Assistance aux bénéficiaires blessés dans le cadre de l'utilisation du véhicule assuré

1 - Rapatriement sanitaire du bénéficiaire blessé

En cas d'accident corporel, lorsque le service médical de **Matmut** Assistance, après avis des médecins consultés localement et, si nécessaire, du médecin traitant, et en cas de nécessité médicalement établie, décide d'un rapatriement et en détermine les moyens (ambulance, train, avion de ligne, avion sanitaire ou tout autre moyen de transport approprié), **Matmut** Assistance organise le retour du bénéficiaire blessé à son domicile ou dans un hôpital adapté proche de son domicile et prend en charge le coût de ce transport. Dans la mesure du possible, et sous réserve de l'avis du service médical de **Matmut** Assistance, il est fait en sorte que l'un de ses proches, déjà sur place, puisse voyager avec le blessé.

2 - Attente sur place d'un accompagnant

En cas d'accident corporel, lorsque le bénéficiaire blessé, jugé intransportable par le service médical de **Matmut** Assistance, doit rester hospitalisé au-delà de la date initialement prévue pour son retour au domicile, **Matmut** Assistance organise et participe à l'hébergement d'une personne attendant sur place le retour du bénéficiaire blessé à son domicile ou la poursuite de son voyage à bord du véhicule assuré dans un hôtel type « 2 étoiles », dans la limite de 80 € par nuit d'hôtel, et ce pour une durée maximale de 7 nuits.

Cette garantie n'est pas cumulable avec la prestation « Voyage aller-retour d'un proche » visée en II-A-3.

3- Voyage aller-retour d'un proche

En cas d'accident corporel, lorsque le bénéficiaire blessé, jugé intransportable par le service médical de **Matmut** Assistance, doit rester hospitalisé pendant plus de 7 jours, et dès lors qu'il est isolé de tout membre de sa famille, **Matmut** Assistance organise et prend en charge le transport aller et retour d'un proche par train 1^{ère} classe, avion classe économique ou tout autre moyen de transport approprié, et participe à son hébergement dans un hôtel de type « 2 étoiles », dans la limite de 80€ par nuit d'hôtel, et ce pour une durée maximale de 7 nuits.

Lorsque le blessé, isolé de tout membre de sa famille, est âgé de moins de 15 ans ou est atteint d'un handicap, quelle que soit la durée de l'hospitalisation et à la condition que son état de santé le justifie, **Matmut** Assistance organise et prend en charge, selon les mêmes modalités que précédemment, le déplacement d'un proche ou d'une personne habilitée par sa famille et son hébergement dans un hôtel de type « 2 étoiles », dans la limite de 80 € par nuit d'hôtel, et ce pour une durée maximale de 7 nuits.

Matmut Assistance organise et prend en charge également le ou les taxi(s) de liaison.

Cette garantie n'est pas cumulable avec la prestation « Attente sur place d'un accompagnant » visée en II-A-2.

4- Frais médicaux et d'hospitalisation à l'étranger

À la suite d'un accident corporel survenu à l'étranger, **Matmut** Assistance, en complément des prestations dues par les organismes sociaux, prend en charge les frais médicaux et d'hospitalisation engagés sur place à concurrence de 80 000 € par bénéficiaire, **sous réserve que celui-ci ait la qualité d'assuré auprès d'un organisme d'assurance maladie.**

Les soins faisant l'objet de cette prise en charge devront avoir été prescrits en accord avec le service médical de **Matmut** Assistance et seront limités à la période pendant laquelle il jugera le patient intransportable.

Dans l'attente des remboursements par les organismes sociaux, ces frais médicaux et d'hospitalisation font l'objet d'une avance. Le bénéficiaire s'engage à effectuer, dès son retour en France, toute démarche nécessaire au recouvrement de ces frais auprès des organismes concernés, et à transmettre à **Matmut** Assistance les décomptes originaux justifiant les remboursements obtenus des organismes sociaux et à reverser à **Matmut** Assistance les sommes correspondantes.

Pour les bénéficiaires domiciliés à l'étranger, **Matmut** Assistance prend en charge les frais médicaux et d'hospitalisation engagés sur place, à concurrence de 16 000 € par bénéficiaire, dès lors que l'accident corporel survient dans un pays autre que celui du bénéficiaire blessé.

5- Recherche et expédition des médicaments et de prothèses

En cas de nécessité suite à un accident corporel, **Matmut** Assistance recherche, sur le lieu de séjour, les médicaments (prescrits ou leurs équivalents) indispensables à la santé du bénéficiaire blessé. À défaut de pouvoir se les procurer sur le lieu de séjour, et dans la mesure où le délai d'acheminement est compatible avec la nature du problème, **Matmut** Assistance organise et prend en charge l'expédition de ces médicaments sur le lieu de séjour.

De même, **Matmut** Assistance organise et prend en charge, lorsque nécessaire, l'expédition de lunettes, lentilles de contact, appareillages médicaux et prothèses.

Le coût de ces médicaments et matériels reste à charge du bénéficiaire, Matmut Assistance pouvant en avancer le montant si nécessaire. Cette avance est remboursable dans un délai d'un mois suivant la date de son versement.

B - Assistance en cas de décès d'un bénéficiaire suite à un accident dans le cadre de l'utilisation du véhicule assuré

1 - Rapatriement du corps du bénéficiaire

Matmut Assistance organise et prend en charge le transport du corps du lieu de mise en bière jusqu'au lieu d'obsèques, d'inhumation ou de crémation. Lorsque les obsèques, l'inhumation ou la crémation s'effectuent en un lieu autre que celui du lieu de domiciliation du défunt, le rapatriement du corps s'effectue dans la limite du coût du transport du corps vers le lieu de domiciliation du défunt. La prise en charge inclut les frais de préparation du défunt, les aménagements spécifiques au transport, ainsi qu'un cercueil, conforme à la législation et de qualité courante. **Les autres frais, notamment les frais de cérémonie, de convoi, d'inhumation ou de crémation restent à la charge de la famille**

2 - Déplacement d'un proche en cas de décès d'un bénéficiaire

Si la présence d'un proche sur les lieux du décès s'avère indispensable pour effectuer la reconnaissance du corps ou les formalités de rapatriement ou de crémation du bénéficiaire décédé, **Matmut** Assistance organise et prend en charge son déplacement aller-retour par train 1ère classe, avion classe économique ou par tout autre moyen de transport approprié et son hébergement dans un hôtel de type « 2 étoiles », dans la limite de 80 € par nuit d'hôtel, et ce pour une durée maximale de 7 nuits.

Matmut Assistance organise et prend en charge également le ou les taxi(s) de liaison.

C - Assistance aux personnes valides

1 - Attente sur place de la réparation du véhicule

En cas d'immobilisation du véhicule garanti, tel que défini à l'article I-B, pour cause de panne, accident, incendie, vol ou tentative de vol , vol des clefs du véhicule assuré, leur enfermement, leur bris, leur dysfonctionnement ou leur perte, **Matmut** Assistance organise l'hébergement des bénéficiaires qui attendent sur place la réparation du véhicule immobilisé et participe aux frais d'hébergement dans un hôtel de type « 2 étoiles », dans la limite de 80 € par nuit d'hôtel et par personne, et ce dans la limite de 5 nuits maximum.

La garantie s'applique à condition que l'immobilisation se produise à plus de 50 km du domicile du souscripteur .

Matmut Assistance organise et prend en charge également le ou les taxi(s) de liaison.

Cette garantie n'est pas cumulable avec le rapatriement des bénéficiaires ou poursuite du voyage en cas d'indisponibilité du véhicule décrite en II-C-2.

2 - Rapatriement des bénéficiaires ou poursuite du voyage en cas d'indisponibilité du véhicule

Lorsque le véhicule est volé ou indisponible à la suite d'un accident ou d'une panne, **Matmut** Assistance organise et prend en charge, par train 1ère classe, avion classe économique ou par tout autre moyen de transport approprié :

- le retour des bénéficiaires valides jusqu'à leur domicile respectif,
ou
- la poursuite de leur voyage jusqu'à la prochaine étape prévue, dans la limite du coût du retour au domicile visé ci-avant.

Matmut Assistance organise et prend en charge également le ou les taxi(s) de liaison.

En l'absence de disponibilité d'un moyen de rapatriement, **Matmut** Assistance organise et prend en charge une nuitée dans un hôtel de type « 2 étoiles », dans la limite de 80 € par nuit d'hôtel et par personne, dans l'attente de l'organisation du rapatriement.

Cette garantie n'est pas cumulable avec l'attente sur place de la réparation du véhicule décrite en II-C-1.

Lorsque la protection complémentaire « Assistance panne 0 km/rétention administrative du permis de conduire » est mentionnée aux Conditions particulières , **Matmut** Assistance rapatrie les bénéficiaires à leur domicile ou organise la poursuite de leur voyage jusqu'à la prochaine étape prévue si le véhicule est immobilisé en France à la suite de la rétention administrative du permis de conduire du conducteur ou de l'accompagnateur de l'élève, conducteur du véhicule. **La mise en œuvre de cette prestation est limitée à une fois par année d'assurance.**

3 - Rapatriement des autres bénéficiaires ou poursuite du voyage en cas de rapatriement sanitaire du conducteur blessé

Lorsque le transport sanitaire du conducteur blessé est décidé, si le moyen de retour prévu initialement ne peut être utilisé, **Matmut** Assistance organise et prend en charge par train 1ère classe, avion classe économique ou par tout autre moyen de transport approprié:

- le retour des bénéficiaires valides jusqu'à leur domicile respectif,
ou
- la poursuite de leur voyage jusqu'à la prochaine étape prévue, dans la limite du coût du retour au domicile visé ci-avant.

Si le rapatriement concerne un enfant de moins de 15 ans non accompagné ou une personne atteinte d'un handicap non accompagnée, **Matmut** Assistance organise et prend en charge, selon les mêmes modalités que précédemment, le voyage aller-retour d'un proche ou d'une personne habilitée par sa famille pour l'accompagner.

Lorsque le voyage d'un proche est impossible, **Matmut** Assistance fait accompagner l'enfant ou la personne atteinte d'un handicap par une personne qualifiée et ce dans les mêmes conditions et limites qu'indiquées précédemment.

D - Garanties complémentaires

1 - Conseils et avance de fonds en cas de vol ou destruction de documents

En cas de vol ou de destruction de papiers d'identité, de documents bancaires ou de titres de transport à l'occasion de la perte totale  du véhicule, **Matmut** Assistance conseille le bénéficiaire sur les démarches à accomplir (dépôt de plainte, oppositions, documents équivalents, démarches à effectuer pour renouveler les documents) et peut, contre reconnaissance de dette, effectuer l'avance de fonds nécessaire au retour au domicile.

Cette avance de fonds est remboursable dans un délai d'un mois suivant la date de son versement.

2 - Rapatriement des animaux de compagnie et des bagages à main

Lorsque le rapatriement d'un bénéficiaire est décidé, **Matmut** Assistance prend en charge le coût du rapatriement :

- des animaux de compagnie, sous réserve des dispositions prévues par la législation en vigueur dans le pays de survenance de l'événement, notamment en ce qui concerne, en France, le transport des chiens d'attaque (1^{ère} catégorie), de garde et de défense (2^{ème} catégorie) relevant des dispositions de l'article L.211-12 du Code rural et de la pêche maritime et sous réserve du respect du règlement de la compagnie aérienne pour le transport des animaux,
- des bagages à main tels que définis au lexique.

Ils sont rapatriés en même temps que le bénéficiaire.

Matmut Assistance *ne prend en charge le rapatriement :*

- *des moyens de paiement (espèces monnayées et billets de banque, chèques, cartes bancaires),*
- *des denrées périssables, des produits et matières dangereux,*
- *des matériels audio-vidéo, informatique, de téléphonie, de navigation automobile,*
- *des bijoux et objets de valeur,*
- *des batteries électriques.*

E - Avance de fonds en France et à l'étranger, frais de justice et caution pénale à l'étranger

1 - Avance de fonds en France et à l'étranger

Matmut Assistance peut, contre reconnaissance de dette, consentir au bénéficiaire une avance de fonds pour lui permettre de faire face à une dépense découlant d'une difficulté grave et de caractère imprévu liée à l'utilisation du véhicule. Cette avance de fonds est remboursable dans un délai d'un mois suivant la date de son versement.

2- Frais de justice à l'étranger

Matmut Assistance avance, dans la limite de 2 000 €, les honoraires d'avocat et frais de justice que le bénéficiaire peut être amené à supporter à l'occasion d'une action en défense ou recours devant une juridiction étrangère, en cas d'accident, de tout autre événement lié à l'utilisation du véhicule.

Cette avance de fonds est remboursable, dans un délai d'un mois suivant la date de son versement.

3- Caution pénale à l'étranger

Matmut Assistance effectue le dépôt des cautions pénales, civiles ou douanières, dans la limite de 10 000 €, en cas d'incarcération du bénéficiaire ou lorsque celui-ci est menacé de l'être.

Ce dépôt de caution constitue une avance de fonds remboursable dans un délai d'un mois suivant la date de son versement.

Cette garantie ne peut intervenir en cas :

- *d'atteinte volontaire à l'ordre public, à l'intégrité physique ou à la vie d'autrui,*
- *de trafic par le bénéficiaire de stupéfiants ou de drogues,*
- *de participation à des luttes ou rixes,*
- *de participation du bénéficiaire à des mouvements politiques,*
- *d'infraction à la législation douanière.*

III- GARANTIES D'ASSISTANCE AU VÉHICULE ASSURÉ

En cas d'immobilisation du véhicule garanti, tel que défini à l'article I-B, pour les causes suivantes : panne, accident, incendie, vol ou tentative de vol [¶], vol des clés du véhicule assuré, leur enfermement, leur bris, leur dysfonctionnement ou leur perte, indisponibilité du conducteur du fait d'un accident corporel, **Matmut** Assistance organise et prend en charge les garanties suivantes :

A - Véhicule immobilisé en France ou à l'étranger

1 – Dépannage-remorquage

Sous réserve, en France, des dispositions liées à la territorialité des garanties, **Matmut** Assistance organise le dépannage du véhicule sur place, ou, en cas d'impossibilité son remorquage jusqu'au garage compétent, le plus proche du lieu de l'événement, préconisé par **Matmut** Assistance ou celui choisi par le bénéficiaire dans un rayon de 15 km autour du lieu de l'événement.

En cas de panne due au déchargement de la batterie d'un véhicule électrique, **Matmut** Assistance organise :

- soit le rechargement sur place de la batterie, lorsque cela est possible, pour permettre de retrouver une autonomie suffisante afin de rallier le lieu le plus proche : garage, borne de recharge compatible, domicile du souscripteur [¶], lieu de séjour ou siège, établissement principal ou secondaire, de l'entreprise en cas de déplacement professionnel,
- soit le remorquage du véhicule jusqu'au lieu le plus proche : garage, borne de recharge compatible, domicile du souscripteur [¶], lieu de séjour ou siège, établissement principal ou secondaire, de l'entreprise en cas de déplacement professionnel.

Les frais de dépannage ou de remorquage sont pris en charge par **Matmut** Assistance à concurrence de 180 €, pour les véhicules garantis dont le poids total en charge est inférieur à 3,5 t et à concurrence de 1 000 € pour les véhicules garantis de tonnage égal ou supérieur, **le coût des matières premières, des ingrédients et des pièces détachées nécessaires à la réparation du véhicule restant à la charge du bénéficiaire.**

Ces plafonds peuvent être dépassés en cas de situations de contrainte :

- interventions sur voies réglementées (dans la limite du forfait autoroutier fixé par les pouvoirs publics),
- ou sur demande des autorités publiques (police ou gendarmerie).

Lorsque la protection complémentaire « Assistance panne 0 km/rétention administrative du permis de conduire » est mentionnée aux Conditions particulières ¹, **Matmut** Assistance organise le remorquage du véhicule immobilisé en France à la suite de la rétention administrative du permis de conduire du conducteur ou de l'accompagnateur de l'élève conducteur du véhicule et ce, vers le lieu le plus proche : garage, domicile, lieu de séjour ou siège, établissement principal ou secondaire, de l'entreprise en cas de déplacement professionnel.

La mise en œuvre de cette prestation est limitée à une fois par année d'assurance. Les frais de gardiennage du véhicule mis en sécurité restent à la charge du bénéficiaire.

En cas de séquestre du véhicule, **Matmut** Assistance ne pourra intervenir qu'après levée du séquestre.

Matmut Assistance ne prend pas en charge le véhicule dans le cadre d'une campagne de rappel de série effectuée par le constructeur.

2 – Frais d'acheminement du double des clefs du véhicule

En cas de vol, enfermement, bris, dysfonctionnement ou perte des clefs du véhicule, **Matmut** Assistance prend en charge les frais engagés pour l'acheminement du double des clefs du véhicule du domicile jusqu'au lieu d'intervention.

B - Véhicule en état de marche en France ou à l'étranger

1 - Voyage d'un bénéficiaire pour reprendre possession du véhicule réparé

Matmut Assistance organise et prend en charge le transport par train 1ère classe, avion classe économique ou par tout autre moyen de transport approprié d'un bénéficiaire ou de toute personne désignée par le bénéficiaire pour aller reprendre possession du véhicule réparé.

2 - Rapatriement du véhicule par un conducteur

À la suite de l'indisponibilité, du fait d'une maladie ou d'un accident corporel ou du décès, du bénéficiaire conducteur du véhicule, et de l'absence d'une autre personne apte à conduire, **Matmut** Assistance missionne un conducteur pour rapatrier le véhicule laissé sur place et prend en charge ses frais.

C - Garanties complémentaires à l'étranger

En cas de sinistre ¹ (accident matériel, vandalisme, tentative de vol ¹, incendie, véhicule retrouvé suite à vol, bris de glaces ¹) à l'étranger, les garanties complémentaires suivantes sont accordées :

1 - Expertise et diagnostic technique

Matmut Assistance missionne un expert afin d'établir un état descriptif et estimatif des dommages au véhicule et prend en charge ses frais et honoraires.

En cas de panne, cette expertise peut se limiter à un diagnostic technique sans démontage.

2 - Envoi de pièces détachées

Matmut Assistance organise l'envoi à l'étranger de pièces détachées indisponibles sur place et nécessaires à la réparation du véhicule garanti ; les frais d'expédition, les droits de douane sont pris en charge par **Matmut** Assistance, le coût de ces pièces devant être remboursé dans un délai maximum d'un mois suivant la date de son versement.

3 - Rapatriement du véhicule immobilisé

Matmut Assistance organise le retour en France du véhicule lorsque ce dernier est jugé irréparable à l'étranger mais réparable en France dès lors que le coût additionné du transport et des réparations est inférieur à sa valeur de remplacement en France.

4 - Mise en épave

Si **Matmut** Assistance estime que le véhicule n'est pas réparable, ni en France ni dans le pays de survenance de l'événement selon les standards français pour un coût inférieur à sa valeur de remplacement en France, **Matmut** Assistance, sous réserve que le propriétaire du véhicule en fasse formellement la demande et fournisse, dès son retour en France, les documents nécessaires, organise la mise en épave et, si possible, la vente de l'épave, soit dans le pays de survenance de l'événement, soit en France, lorsque le coût du transport n'excède pas la valeur du véhicule réduit à l'état d'épave, sous réserve des lois et règlements applicables dans le pays de survenance de l'événement.

5 - Gardiennage

Dans l'attente du rapatriement du véhicule, ou en vue de sa mise en épave, et sous réserve de réception des documents nécessaires dans le mois suivant la connaissance de l'événement, **Matmut** Assistance organise et prend en charge son gardiennage dans un lieu adapté.

D - Autres garanties

1 - Rapatriement de bagages

En cas d'immobilisation du véhicule pour une durée supérieure à 7 jours ou en cas d'impossibilité de le réparer pour un coût inférieur à sa valeur de remplacement, **Matmut** Assistance organise et prend en charge le rapatriement, au domicile du bénéficiaire, des bagages (autres que les bagages à main visés à l'article II-D-2 ci-avant) qu'il contient.

La liste de ces bagages devra être remise à un représentant de **Matmut** Assistance par le bénéficiaire avant prise en charge. Les bagages sont rapatriés séparément du bénéficiaire.

Matmut Assistance *ne prend pas en charge le rapatriement :*

- *des moyens de paiement (espèces monnayées et billets de banque, chèques, cartes bancaires),*
- *des denrées périssables, des produits et matières dangereux,*
- *des éléments du véhicule,*
- *des matériels audio-vidéo, informatique, de téléphonie, de navigation automobile ou de gros électroménager,*
- *des bijoux et objets de valeur.*

2 - Prise en charge du véhicule tracté assuré

a) En cas d'immobilisation ou de vol du véhicule tracteur assuré

En cas d'immobilisation ou de vol du véhicule tracteur garanti par le présent contrat, **Matmut** Assistance organise et prend en charge :

• l'acheminement de la remorque dont le poids total en charge est inférieur ou égal à 500 kg, avec tous les bagages qu'elle contient, dans un camping ou dans un lieu de gardiennage, situé à proximité du lieu de l'immobilisation, afin de procéder à sa mise en sécurité.

Matmut Assistance prend en charge les frais éventuels de gardiennage,

• si l'immobilisation du véhicule tracteur dure plus de 3 jours ou s'il a été volé, le rapatriement de la remorque dont le poids total en charge est inférieur ou égal à 500 kg, avec tous les bagages qu'il contient, au domicile du bénéficiaire.

Lorsque le transport de cette remorque est effectué hors de la présence du bénéficiaire, les denrées périssables, les produits et matières dangereux, les équipements du véhicule (housses de siège, roue de secours, autoradio...), les matériels audio-vidéo, informatique, de téléphonie, de navigation automobile, le gros électroménager, non fixés au véhicule tracté, les moyens de paiement (espèces monnayées et billets de banque, chèques, cartes bancaires...), les bijoux et autres objets de valeur doivent être retirés du véhicule tracté. Une liste des objets transportés doit être remise à un représentant de **Matmut** Assistance par le bénéficiaire avant prise en charge.

Lorsque le véhicule tracté est une remorque dont le PTAC est supérieur à 500 kg ou une caravane, sa prise en charge par Matmut & Co suppose que ce dernier soit lui-même garanti par un contrat spécifique souscrit auprès de Matmut & Co et intervient dans les conditions et limites prévues par ce contrat.

b) En cas d'immobilisation du seul véhicule tracté assuré

En cas d'immobilisation du véhicule tracté garanti par le présent contrat (remorque dont le poids total en charge est supérieur à 500 kg ou caravane assurée par le présent contrat et désignée aux Conditions Particulières ou remorque dont le poids total en charge est inférieur ou égal à 500 kg assuré par extension du présent contrat conformément à l'article 4 des Conditions Générales ¹),

Matmut Assistance organise et prend en charge le dépannage sur place du véhicule tracté ou son remorquage, avec tous les bagages qu'il contient, jusqu'au garage le plus proche.

GARANTIES DE PROTECTION JURIDIQUE HONORAIRES ET FRAIS GARANTIS

Les plafonds, sous-plafonds et montants garantis sont applicables pour un même sinistre. Constitue un même sinistre, l'ensemble des demandes ou réclamations auquel il a été opposé un même refus.

PLAFOND DE GARANTIE : 20 000 € TTC

DÉFENSE AMIABLE DE VOS DROITS (Défense civile et Recours amiables) ⁽¹⁾	
Sous-plafond de garantie : 4 600 € TTC (pour l'ensemble des frais relatifs à la défense amiable de vos droits)	
	Montants garantis TTC
Honoraires de l'avocat (pour l'ensemble de son intervention, y compris en cas de transaction, d'expertise ou de saisine d'une commission) sauf médiation	480,00 €
Honoraires de l'expert pour l'expertise (y compris en assistance et hors procédure participative)	400,00 €
Honoraires de l'expert co-désigné par l'assuré dans le cadre d'une procédure participative	1 200,00 €

⁽¹⁾ Sauf médiation, les frais de défense amiable que vous avez engagés ne sont pris en charge qu'en cas de survenance d'un conflit d'intérêts tel que défini dans les Conditions générales ou lorsque votre adversaire est lui-même défendu par un avocat.

DÉFENSE DE VOS DROITS EN CAS DE MÉDIATION JUDICIAIRE OU CONVENTIONNELLE	
	Montants garantis TTC*
Assistance par l'avocat (à l'exclusion de la simple réunion d'information et ce compris une éventuelle homologation de l'accord par le juge)	360,00 €
Quote-part des frais du médiateur	550,00€

DÉFENSE DE VOS DROITS EN JUSTICE		
Sous-plafond de garantie : 8 400 € TTC pour l'ensemble des frais et honoraires d'expertise judiciaire		
JURIDICTIONS CIVILES ET ADMINISTRATIVES	Montants garantis TTC*	
Tribunal judiciaire (y compris Pôle social) et Tribunal ou Chambre de proximité	870,00 €	
contentieux des actions personnelles ou mobilières jusqu'à 10 000 € et demandes indéterminées qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas 10 000 €		
autres	1 290 €	
Audience de règlement amiable (ARA)	360,00 €	
Juge des contentieux de la protection	909,00 €	
Juge aux affaires familiales (JAF)	765,00 €	
Tribunal administratif	1 062,00 €	
Tribunal de commerce	1 062,00 €	
Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI)	945,00 €	
Commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI)	Instruction du dossier et séance de la commission	579,00 €
	Liquidation post CCI	480 €
Juge de l'exécution	540,00 €	
Référé	expertise et/ou provision	630 €
	autres	741,00 €
Requêtes	414,00 €	
Incident devant le juge ou le conseiller de la mise en état	495,00 €	
Déclaration de créance en cas de procédures collectives	336,00 €	
Assistance à expertise judiciaire (présence, suivi et dires éventuels compris)	618,00 €	

JURIDICTIONS PÉNALES	Montants garantis TTC*
Démarches au Parquet pour obtention de procès-verbaux	129,00 €
Dépôt de plainte avec constitution de partie civile (entre les mains du Doyen des juges d'instruction)	534,00 €
Tribunal de police / matière contraventionnelle	795,00 €
Médiation / composition pénale et reconnaissance préalable de culpabilité	786,00 €
Tribunal correctionnel / Tribunal pour enfants / matière délictuelle	909,00 €
Service d'aide au recouvrement des victimes d'infractions (SARVI)	336,00 €
Chambre de l'instruction	774,00 €
Cour d'assises : 1 ^{re} instance ou appel (par jour d'audience dans la limite de 5 jours)	1 191,00 €
Assistance à expertise judiciaire (présence, suivi et dires éventuels compris)	618,00 €
Assistance à instruction (sur convocation du Juge)	
Requêtes	414,00 €
AUTRES JURIDICTIONS	945,00 €
ARBITRAGE	945,00 €
COUR D'APPEL	
Affaire au fond chambre civile avec représentation obligatoire	1 758,00 €
Affaire au fond chambre sociale avec représentation obligatoire	1 500,00 €
Référé Premier Président	741,00 €
Cour administrative d'appel : affaire au fond	1 062,00 €
Autres appels	945,00 €
COUR DE CASSATION ET CONSEIL D'ÉTAT	
Consultation	1 221,00 €
Mémoire	1 221,00 €

Transaction intervenue en cours d'instance judiciaire : comprise dans le forfait applicable à la juridiction saisie.

*Ces sommes sont accordées pour l'ensemble des démarches réalisées pour les besoins de l'instance ou de la prestation concernée, y compris toute phase préalable, obligatoire ou non, césure ou postulation éventuelles. Elles concernent tous les honoraires et frais, notamment la préparation du dossier, la plaidoirie et les frais inhérents à la gestion du dossier.

TEXTE DE L'ARTICLE 29 DE LA LOI N° 85-677 DU 5 JUILLET 1985

Seules les prestations énumérées ci-après versées à la victime d'un dommage résultant des atteintes à sa personne ouvrent droit à un recours contre la personne tenue à réparation ou son assureur.

- 1- Les prestations versées par les organismes, établissements et services gérant un régime obligatoire de Sécurité sociale et par ceux qui sont mentionnés aux articles 1106-9, 1234-8 et 1234-20 du Code rural *.
- 2- Les prestations énumérées au II de l'article 1er de l'ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation civile de l'État et de certaines autres personnes publiques.
- 3- Les sommes versées en remboursement des frais de traitement médical et de rééducation.
- 4- Les salaires et les accessoires du salaire maintenus par l'employeur pendant la période d'inactivité consécutive à l'événement qui a occasionné le dommage.
- 5- Les indemnités journalières de maladie et les prestations d'invalidité versées par les groupements mutualistes régis par le Code de la mutualité (loi n° 94-678 du 8 août 1994, art. 15), « les institutions de prévoyance régies par le Code de la sécurité sociale ou le Code rural et les sociétés d'assurance régies par le Code des assurances ».

* Ces textes ont été abrogés. Sont visés les organismes relevant de la Mutualité Sociale Agricole (Code Rural et de la Pêche Maritime).

SERVICES À LA PERSONNE

1- Nombre d'heures de crédit affecté à chaque service proposé à l'assuré blessé en cas d'accident entraînant une incapacité temporaire totale ou un temps partiel thérapeutique

Chaque service proposé est affecté d'un nombre d'heures de crédit venant, au fur et à mesure de sa consommation, en déduction du crédit d'heures ¹ accordé à l'assuré figurant à l'article 2-2.

Le nombre d'heures de crédit affecté à chaque service proposé est détaillé dans le tableau ci-dessous.

SERVICES		NOMBRE D'HEURE(S) AFFECTÉ À CHAQUE SERVICE	
Aide-ménagère (1 heure)		1 heure de crédit	
Auxiliaire de vie (1 heure)		2 heures de crédit	
Déplacement accompagné (1 transport aller et/ou retour dans un rayon de 50 km du domicile de l'assuré)		3 heures de crédit	
Jardinage (1 heure)		2 heures de crédit	
Livraison de courses (1 livraison dans un rayon de 50 km du domicile de l'assuré)		3 heures de crédit	
Livraison de médicaments (1 livraison)		2 heures de crédit	
Portage de repas (1 livraison d'un pack)		2 heures de crédit	
Prise en charge des animaux de compagnie	Transport aller et/ou retour de l'animal du domicile de l'assuré à celui d'un proche ou du domicile de l'assuré à la pension animalière de son choix (dans un rayon de 50 km du domicile de l'assuré)	3 heures de crédit	
	Prise en charge des frais de garde de l'animal par un pet-sitter de son choix (par jour et par animal)	1 heure de crédit	
	Prise en charge des frais de garde de l'animal dans la pension animalière de son choix (par jour et par animal)	3 heures de crédit	
Coiffure à domicile	1 déplacement aller et/ou retour	1 heure de crédit	
	Prise en charge d'une partie de la prestation, sur présentation d'un justificatif de paiement, dans la limite de 25 €	1 heure de crédit	
Soutien scolaire à domicile (niveau secondaire)	à domicile : cours particuliers à domicile	Soutien scolaire à domicile jusqu'à la reprise des cours et au plus, jusqu'au terme de l'année scolaire de survenance de l'accident ¹ (1 heure - du lundi au vendredi, hors vacances scolaires et jours fériés)	
	en ligne : abonnement avec un accès illimité à un portail web de e-learning	1 abonnement de 3 mois – sans professeur	2 heure de crédit
		1 abonnement de 6 mois – sans professeur	3 heures de crédit
		1 abonnement de 12 mois – sans professeur	4 heures de crédit
		1 abonnement de 6 mois – niveau collègue + 18 h avec un professeur	6 heures de crédit
1 abonnement de 6 mois - niveau lycée + 18 h avec un professeur	42 heures de crédit		
		45 heures de crédit	

2- Détail et conditions de mise en jeu de la prestation accordée au titre de chaque service :

Le détail de la prestation accordée au titre de chaque service est précisé ci-après.

a) Aide-ménagère

Nous organisons et prenons en charge l'intervention d'une aide-ménagère au domicile de l'assuré. Elle a pour mission de réaliser des tâches quotidiennes telles que le ménage, la préparation des repas, la vaisselle, le repassage et les courses de proximité.

Cette prestation, accessible en journée, du lundi au vendredi, hors jours fériés, est accordée par tranche minimale de 2 heures par intervention.

b) Auxiliaire de vie

Nous organisons et prenons en charge l'intervention d'une auxiliaire de vie pour assister de jour l'assuré dans les actes de la vie quotidienne.

Cette prestation, accessible en journée, du lundi au dimanche est accordée par tranche minimale d'une heure par intervention.

c) Déplacement accompagné

Lorsqu'aucune solution de transport par des proches n'est possible, nous organisons et prenons en charge le déplacement non médicalisé aller-retour de l'assuré, par le moyen de transport le plus approprié, dans un rayon de 50 km de son domicile.

Les transports sanitaires pris en charge par les organismes sociaux sont exclus.

d) Jardinage

Nous organisons et prenons en charge l'intervention au domicile de l'assuré d'un prestataire de jardinage agréé.

Il a pour mission de réaliser les opérations d'entretien courant du jardin limitativement énumérées ci-après :

- tondre la pelouse, débroussailler, désherber,
- enlever la mousse des allées et terrasses,
- entretenir les massifs et balcons, arroser,
- traiter des arbres et plantes,
- ramasser des feuilles,
- cueillir des fruits et des légumes à des fins de consommation,
- déneiger les accès,
- enlever des déchets (les frais éventuels de déchetterie seront facturés directement à l'assuré).

Les travaux de toute autre nature sont exclus.

Cette prestation, accessible en journée, du lundi au vendredi, hors jours fériés, est accordée par tranche minimale de 2 heures par intervention.

e) Livraison de courses

Lorsque ni l'assuré ni l'un de ses proches n'est en mesure de faire les courses de l'assuré, nous prenons en charge dans un rayon de 50 km de son domicile :

- les frais de livraison de ses courses à domicile sur présentation d'un justificatif de paiement ou si
- les disponibilités locales ne permettent pas le service de livraison à domicile, nous organisons :
 - le retrait de ses courses dans un centre commercial
 - et
 - leur livraison à son domicile par un taxi.

Le coût des courses demeure à la charge de l'assuré.

f) Livraison de médicaments

Lorsque ni l'assuré ni l'un de ses proches n'est en mesure de récupérer les médicaments prescrits par le médecin traitant de l'assuré, nous organisons et prenons en charge la livraison, par le moyen le plus approprié, des médicaments délivrés par la pharmacie la plus proche de son domicile.

Le coût des médicaments demeure à la charge de l'assuré.

g) Portage de repas

Lorsque ni l'assuré ni l'un de ses proches n'est en mesure de préparer les repas de l'assuré (déjeuner et dîner), nous organisons et prenons en charge la livraison d'un pack contenant 5 à 7 jours de repas (déjeuner et dîner) par le moyen le plus approprié.

La solution de portage de repas permet à l'assuré, lors de la commande, de trouver une écoute pour l'aider à composer ses repas en fonction de ses choix alimentaires et/ou d'un régime spécifique (diabétique, alimentation contrôlée en sodium, régime hypocalorique). Un large choix de plats équilibrés et renouvelés en fonction des saisons est proposé.

Le coût des repas demeure à la charge de l'assuré.

Le petit-déjeuner est exclu de la prestation.

Cette prestation est accessible en journée, du lundi au vendredi, hors jours fériés.

h) Prise en charge des animaux de compagnie

Lorsque ni l'assuré ni l'un de ses proches n'est en mesure de s'occuper de l'animal de compagnie (chiens, chats, oiseaux, lapins, petits rongeurs) de l'assuré à son domicile, nous prenons en charge sur présentation d'un justificatif de paiement l'une des garanties suivantes :

- le transport aller-retour de l'animal du domicile de l'assuré à celui d'un proche ou du domicile de l'assuré à la pension animalière de son choix (dans un rayon de 50 km du domicile de l'assuré)
- la garde de l'animal :
 - par un pet-sitter
 - ou
 - en pension animalièrede son choix.

i) Coiffure à domicile

Nous organisons et prenons en charge le déplacement aller-retour d'un coiffeur au domicile de l'assuré.

La prestation de coiffure est également prise en charge sur présentation d'un justificatif de paiement, dans la limite de 25 €.

Cette prestation est accessible en journée, du lundi au vendredi, hors jours fériés.

j) Soutien scolaire à domicile ou en ligne (niveau secondaire)

Lorsque l'assuré scolarisé dans le secondaire n'est pas en état de suivre sa scolarité, nous organisons et prenons en charge son soutien scolaire de manière à combler les lacunes dues à son immobilisation jusqu'à la reprise des cours.

Les cours sont proposés dans les matières principales suivantes : mathématiques, français, Sciences et Vie de la Terre, physique/chimie, langues, histoire/géographie, philosophie, économie.

Nous mettons en œuvre les prestations suivantes :

- cours particuliers à domicile : cours particuliers proposés jusqu'à la reprise des cours, du lundi au vendredi, dans la limite de 3 heures par jour et, au plus, jusqu'au terme de l'année scolaire de survenance de l'accident  , hors vacances scolaires et jours fériés.
- cours en ligne : abonnement avec un accès illimité à un portail web de e-learning jusqu'à la reprise des cours et au plus, jusqu'au terme de l'année scolaire de survenance de l'accident  .

EXEMPLES D'INDEMNITÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VERSÉES AU TITRE DE LA GARANTIE DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR

Les exemples ci-dessous sont élaborés à titre indicatif, conformément aux règles en vigueur et aux dispositions prévues aux présentes Conditions générales à la date d'édition de ces dernières.

EXEMPLE 1

En rentrant de son travail, Mademoiselle V., 30 ans, responsable de ventes, perd le contrôle de son véhicule sur le verglas et percute un arbre. Aucun autre véhicule n'est impliqué.

Ses blessures imputables à cet accident ont entraîné :

- une incapacité temporaire totale de 6 mois,
- une incapacité permanente partielle de 12 %.

La garantie Dommages corporels du conducteur de son contrat Multirisques Initiale & Co va lui permettre de recevoir les indemnités suivantes :

Garanties	Modalités de calcul	Niveau 1	Niveau 2
Frais de soins	Articles 2-2 et 22-8 Frais médicaux restés à charge après intervention de la CPAM et de la Mutuelle complémentaire	500 €	500 €
Pertes de revenus professionnels	Articles 2-2 et 22-9 Indemnité correspondant à la différence entre les salaires qu'elle aurait perçus durant 6 mois – indemnités journalières versées par la CPAM	480 €	480 €
Services à la personne (aide-ménagère, déplacement accompagné...)	Articles 2-2 et 22-10	Crédit de services à la personne de 40 h	Crédit de services à la personne de 40 h
Incapacité permanente Indemnité de base	Taux d'incapacité X Valeur de point correspondant à ce taux (articles 2-2 et 22-11) Niveau 1 : 12 X 250 € Niveau 2 : 12 X 350 €	3 000 €	4 200 €
Incapacité permanente Indemnité complémentaire	Taux d'incapacité X Valeur de point correspondant à ce taux (articles 2-2 et 22-11) Niveau 1 : 12 X 1 500 € = 18 000 € Niveau 2 : 12 X 2 500 € = 30 000 € Dont à déduire le capital accident du travail versé par la CPAM de 4 507€	13 493€	25 493 €
Total		17 473 € + crédit de services à la personne	30 673 € + crédit de services à la personne

EXEMPLE 2

Circulant sur une route départementale, Monsieur B., 25 ans, sans profession, perd subitement le contrôle de son véhicule et heurte une barrière de sécurité. Aucun autre véhicule n'est impliqué.

Ses blessures imputables à cet accident ☞ ont entraîné :

- une incapacité temporaire totale ☞ d'une durée de 6 mois,
- une incapacité permanente ☞ partielle de 22 %.

La garantie Dommages corporels ☞ du conducteur de son contrat Multirisques Initiale & Co va lui permettre de recevoir les indemnités suivantes :

Garanties	Modalités de calcul	Niveau 1	Niveau 2
Frais de soins	Articles 2-2 et 22-8 Frais médicaux restés à charge après intervention de la CPAM et de la Mutuelle complémentaire	2 000 €	2 000 €
Services à la personne (aide-ménagère, déplacement accompagné ...)	Articles 2-2 et 22-10	Crédit de services à la personne de 40 h	Crédit de services à la personne de 40 h
Incapacité permanente ☞ Indemnité de base	Taux d'incapacité X Valeur de point correspondant à ce taux (articles 2-2 et 22-11) Niveau 1 : 22 X 250 € Niveau 2 : 22 X 350 €	5 500 €	7 700 €
Incapacité permanente ☞ Indemnité complémentaire	Taux d'incapacité X Valeur de point correspondant à ce taux (articles 2-2 et 22-11) Niveau 1 : 22 X 1500 € Niveau 2 : 22 X 2500 €	33 000 €	55 000 €
Total		40 500 € + crédit de services à la personne	64 700 € + crédit de services à la personne

EXEMPLE 3

Lors de ses vacances, Monsieur V., 52 ans, perd le contrôle de son véhicule sur une route gravillonnée et chute dans un ravin.

Les blessures imputables à cet accident ☞ ont entraîné :

- un arrêt de travail de 2 ans dont une hospitalisation de 4 mois,
- une incapacité permanente ☞ partielle de 78 % lui interdisant l'exercice de toute activité professionnelle et lui imposant d'avoir recours à une assistance permanente par tierce personne ☞ 3 heures par jour pour faire face aux actes de la vie quotidienne.

L'importance de cette incapacité lui impose de procéder :

- à l'aménagement de son logement (30 000 €),
- à l'aménagement des commandes de son véhicule (6 000 €).

La garantie Dommages corporels ☞ du conducteur de son contrat Multirisques Initiale & Co va lui permettre de recevoir les indemnités suivantes :

Garanties	Modalités de calcul	Niveau 1	Niveau 2
Frais de soins	Articles 2-2 et 22-8 Frais médicaux restés à charge après intervention de la CPAM et de la Mutuelle complémentaire	4 650 €	4 650 €
Pertes de revenus professionnels	Articles 2-2 et 22-9 Indemnité correspondant à la différence entre les salaires qu'il aurait perçus durant 2 ans – indemnités journalières versées par la CPAM	10 000 € (à concurrence du plafond)	10 123 €

Garanties	Modalités de calcul	Niveau 1	Niveau 2
Services à la personne (aide-ménagère, livraison de courses et de médicaments...)	Articles 2-2 et 22-10	Crédit de services à la personne de 60 h (après application de la majoration de 50 %)	Crédit de services à la personne de 60 h (après application de la majoration de 50 %)
Incapacité permanente & Indemnité de base	Taux d'incapacité majoré pour inaptitude au travail (78 % porté à 100 %) et assistance permanente par tierce personne & (Articles 2-2 et 22-11) Niveau 1 : 100 X 750 € Niveau 2 : 100 X 1 050 €	75 000 €	105 000 €
Incapacité permanente & Indemnité complémentaire	Taux d'incapacité majoré pour inaptitude au travail (78 % porté à 100 %) et assistance permanente par tierce personne & (Articles 2-2 et 22-11) Détail du calcul infra	215 579 €	665 579 €
Frais d'aménagement du logement adapté	Articles 2-2 et 22-12	28 000 € (à concurrence du plafond)	30 000 €
Frais d'aménagement du véhicule adapté	Articles 2-2 et 22-12	5 000 € (à concurrence du plafond)	6 000 €
Total		338 229 €+ crédit de services à la personne	821 352 €+ crédit de services à la personne

Calcul du capital complémentaire

Niveau 1 :

Indemnité correspondant à la différence entre :

- d'une part, le taux d'incapacité (78 % portés à 100 % en raison de l'inaptitude professionnelle) multiplié par la valeur du point correspondant à ce taux (6 750 € valeur majorée en raison de la nécessité d'avoir recours à une assistance permanente par tierce personne & 3 heures par jour) soit 675 000 €
- d'autre part les montants capitalisés * de la pension d'invalidité et de la majoration pour assistance permanente par tierce personne & versées par la CPAM soit 459 421 €.

* En fonction des coefficients de capitalisation mentionnés dans l'arrêté relatif à l'application de l'article R 376-1 du Code de la sécurité sociale en vigueur au jour de l'accident & correspondant au sexe et à l'âge de la victime au jour de leurs premiers versements.

Soit 675 000 € - 459 421€ = 215 579 €

Niveau 2 :

Indemnité correspondant à la différence entre :

- d'une part, le taux d'incapacité (78 % portés à 100 % en raison de l'inaptitude professionnelle) multiplié par la valeur du point correspondant à ce taux (11 250 € valeur majorée en raison de la nécessité d'avoir recours à une assistance permanente par tierce personne & de 3 heures par jour) soit 1 125 000 €,
- d'autre part les montants capitalisés * de la pension d'invalidité et de la majoration pour assistance permanente par tierce personne & versées par la CPAM soit 459 421 €.

* En fonction des coefficients de capitalisation mentionnés dans l'arrêté relatif à l'application de l'article R 376-1 du Code de la sécurité sociale en vigueur au jour de l'accident & correspondant au sexe et à l'âge de la victime au jour de leurs premiers versements.

Soit 1 125 000 € - 459 421 € = 665 579 €

EXEMPLE 4

Lors d'un déplacement privé, Monsieur C., 27 ans, marié et père de 2 enfants, perd le contrôle de sa voiture et percute de plein fouet un lampadaire. Il décède sous la violence du choc.

La garantie Dommages corporels [✚] du conducteur de son contrat Multirisques Initiale & Co va permettre à Madame C. de recevoir les indemnités suivantes :

Garanties	Modalités de calcul	Niveau 1	Niveau 2
Participation aux frais d'obsèques (réglée à la personne ayant exposé les frais)	Articles 2-2 et 22-13 Frais d'obsèques réglés et restés à charge 3 000 € après intervention des tiers payeurs	3 000 €	3 000 €
Capital de base (réglé au conjoint [✚])	Articles 2-2 et 22-14 par la CPAM	9 500 €	15 000 €
Capital de base (majoration réglée à chacun des 2 enfants mineurs fiscalement à charge)	Articles 2-2 et 22-14 Niveau 1 : 3 166,67 € X 2 Niveau 2 : 5 000 € X 2	6 333,34 €	10 000 €
Capital complémentaire réglé à l'épouse	Articles 2-2 et 22-14 Capital complémentaire – capital décès versé par la CPAM 3 738 €	86 262 €	146 262€
Capital complémentaire (majoration réglée à chacun des 2 enfants mineurs fiscalement à charge)	Art 2-2 et 22-14 Niveau 1 : 30 000 € X 2 Niveau 2 : 50 000 € X 2	60 000 €	100 000 €
Total		165 095.34 €	274 262 €

MODALITÉS D'EXAMEN DES RÉCLAMATIONS

Qu'est-ce qu'une réclamation ?

L'expression de votre mécontentement ou de votre insatisfaction à notre égard constitue une réclamation.

Une demande de service ou de prestation, une demande d'information ou une demande d'avis n'est pas considérée comme telle.

Quelles sont les étapes de traitement ?

Soucieux de vous offrir le meilleur accompagnement possible, nous mettons à votre service un dispositif dédié au traitement des réclamations, pour vous répondre rapidement, en toute transparence et dans le respect de vos droits.

- ❶ En cas de désaccord sur le présent contrat, et quel qu'en soit l'objet (sa souscription, sa gestion ou le règlement d'un sinistre), votre réclamation peut être formulée par tous moyens à votre convenance :

- téléphone	02 35 03 68 68
- courrier	MATMUT – Gestion des réclamations – TSA 40261 – 76729 Rouen Cedex
- vis-à-vis	auprès de nos agences.

Le responsable du service ou de l'agence concerné ou une entité dédiée au traitement des réclamations étudie votre situation avec la plus grande attention et s'efforce de vous répondre au plus tôt. Si la réponse ne peut vous être adressée dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception de votre réclamation, un accusé de réception vous est envoyé. En toute hypothèse, nous nous engageons à vous répondre dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de votre réclamation écrite.

- ❷ Si la réponse apportée ne vous satisfait pas :

- ➔ Vous pouvez solliciter notre service « réclamations sociétaires » par simple mail (service.reclamations@matmut.fr), ou en écrivant à l'adresse suivante :

Service « réclamations sociétaires »
66 rue de Sotteville, 76030 Rouen Cedex 1

Celui-ci procède à un nouvel examen de votre dossier, et vous fait part de sa position dans un délai maximal de 30 jours.

- ➔ Vous pouvez également saisir gratuitement le Médiateur de l'Assurance, en déposant votre demande et les pièces de votre dossier sur son site internet : www.mediation-assurance.org, ou en écrivant à l'adresse suivante :

Médiation de l'Assurance
TSA 50110
75441 Paris Cedex 09

Le médiateur vous répond dans un délai de 90 jours, selon sa charte, que vous pouvez consulter directement sur ce site.

Informations Importantes

La saisine du Médiateur doit obligatoirement intervenir dans le délai d'un an à compter de la réception de votre réclamation écrite initiale et aucune action contentieuse ne doit avoir été engagée auparavant.

L'avis du Médiateur de l'Assurance ne nous lie, ni vous, ni nous, chacun conservant le droit de saisir les tribunaux.

**FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES GARANTIES
« RESPONSABILITÉ CIVILE » DANS LE TEMPS**

Annexe à l'article A. 112 du Code des assurances

AVERTISSEMENT

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L. 112-2 du Code des assurances.

Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de Responsabilité civile dans le temps.

Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi n° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de dispositions particulières précisées dans la même loi.

COMPRENDRE LES TERMES

Fait dommageable

Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation

Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre ou tout autre support durable adressé à l'assuré à l'assuré ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie

Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente

Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre responsabilité civile vie privée, reportez-vous au I. Sinon, reportez-vous au I et au II.

I - LE CONTRAT GARANTIT VOTRE RESPONSABILITÉ CIVILE VIE PRIVÉE

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II - LE CONTRAT GARANTIT LA RESPONSABILITÉ CIVILE ENCOURUE DU FAIT D'UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le « fait dommageable » ou si elle l'est par « la réclamation ».

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières dérogent cependant à cette disposition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

1 - Comment fonctionne le mode de déclenchement « par le fait dommageable » ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2 - Comment fonctionne le mode de déclenchement « par la réclamation » ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1 Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2 Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1 : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque.

L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2 : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque.

C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation.

Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

3 - En cas de changement d'assureur.

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemniserà.

Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi. Reportez-vous aux cas types ci-dessous :

3.1 L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par le fait dommageable.

La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

3.2 L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation.

Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.

3.3 L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.

Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

3.4 L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

4 - En cas de réclamations multiples relatives au même fait dommageable.

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés. Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.

Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-1, II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée

CHARTRE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

La présente charte est destinée à vous fournir des informations détaillées sur l'usage fait de vos données à caractère personnel (ci-après « données personnelles »), nos obligations et vos droits en la matière.

Les sociétés du Groupe Matmut collectent et traitent vos données personnelles dans le respect du Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, entré en application le 25 mai 2018 et de la loi du 06 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

POURQUOI UTILISONS-NOUS VOS DONNÉES PERSONNELLES ?

Pour vous assurer, vous conseiller au mieux et pour respecter nos obligations légales

Vos données personnelles sont collectées et traitées pour les finalités suivantes :

- la passation, la gestion et l'exécution de vos contrats d'assurance,
- la passation, la gestion et l'exécution de la prestation de conseil en gestion de patrimoine,
- la gestion de notre relation client et la prospection commerciale,
- l'amélioration de nos services notamment en vous proposant des produits ou services permettant de réduire la sinistralité ou d'offrir un contrat ou une prestation complémentaire,
- les études statistiques, enquêtes et sondages,
- la mise en place d'actions de prévention,
- l'exécution des dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur,
- la lutte contre la fraude pouvant notamment conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude,
- la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme,
- la conduite d'activités de recherche et de développement dans le cadre des finalités précitées.

QUELLES DONNÉES PERSONNELLES VOUS CONCERNANT UTILISONS-NOUS ?

Le Groupe Matmut collecte et traite uniquement les données pertinentes en fonction des finalités

Vos données personnelles sont recueillies soit directement auprès de vous, soit indirectement auprès de tiers (tels que des partenaires, des prestataires de services, des tiers mettant à disposition des bases de données). Le Groupe **Matmut** s'engage à réaliser ces traitements pour les finalités définies ci-avant, en mettant en œuvre les mesures nécessaires pour garantir le respect de votre vie privée.

Quelques exemples de données personnelles traitées, regroupées par catégories :

- **identification de personnes** : nom, prénom, numéro de téléphone, adresse de courrier électronique...
- **biens assurables pour l'appréciation du risque** : situation géographique, type et caractéristiques de votre véhicule ou de votre habitation...
- **gestion du contrat d'assurance** : numéro de sociétaire ou d'adhérent, numéro de contrat, adresse postale, adresse électronique, numéro de téléphone, montant du contrat, moyen de paiement de la cotisation...
- **santé** : description des atteintes corporelles à des fins d'indemnisation des victimes, actes médicaux/montants remboursés par la sécurité sociale à des fins de versement des prestations de la complémentaire santé...
- **sinistre/victimes** : nature du sinistre, rapport d'expertise, taux invalidité/incapacité...
- **gestion de notre relation commerciale** : demandes de renseignements sur les produits, contrats et services, origine de la demande, échanges avec les clients et les prospects...

Lorsque nécessaire, il vous est indiqué au moment de leur collecte si ces informations sont obligatoires ou facultatives.

Le défaut de communication de données obligatoires peut conduire à ce qu'une demande ne puisse être prise en compte, à l'impossibilité de passer, gérer et exécuter un contrat d'assurance.

QU'EST-CE QUI NOUS AUTORISE À LES UTILISER ?

Votre consentement ou un autre fondement légitime

Les traitements de vos données personnelles reposent sur au moins l'un des fondements juridiques suivants :

- l'exécution d'un contrat auquel vous êtes partie ou l'exécution de mesures précontractuelles prises à votre demande,
- le respect d'une obligation légale à laquelle le responsable de traitement est soumis,
- l'intérêt légitime poursuivi par le responsable de traitement notamment la lutte contre la fraude, la prospection commerciale, la conduite d'activités de recherche et de développement.

Lorsque le traitement n'est fondé sur aucun des fondements définis ci-dessus, un accord au traitement vous sera demandé.

Dans le cadre de l'exécution du contrat (gestion d'un sinistre corporel), les sociétés du Groupe **Matmut** et autres destinataires peuvent être amenées à traiter des données personnelles dites sensibles, relatives à la santé des personnes. Ce traitement se fait dans le respect du secret médical. Votre consentement explicite à ce que les sociétés du Groupe **Matmut** et autres destinataires traitent ces données personnelles pour cette finalité précise vous sera demandé.

QUI SONT LES DESTINATAIRES DE VOS DONNÉES PERSONNELLES ?

Les sociétés du Groupe Matmut ne communiquent vos données qu'aux personnes et organismes intervenant dans nos relations contractuelle et commerciale

Les destinataires de vos données personnelles, dans le cadre de leurs missions, sont :

- les collaborateurs du Groupe Matmut,
- les partenaires,
- les prestataires,
- les sous-traitants et s'il y a lieu les délégataires de gestion et les intermédiaires en assurance,
- les entités du groupe d'assurance auquel appartient le responsable de traitement (société qui détermine les finalités et les moyens des traitements de données personnelles),
- s'il y a lieu les coassureurs et réassureurs ainsi que les organismes professionnels et les fonds de garanties,
- les personnes intervenant au contrat tel que les avocats, experts, auxiliaires de justice et officiers ministériels, curateurs, tuteurs, enquêteurs et professionnels de santé, médecins conseils et le personnel habilité,
- l'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance (ALFA), les autres organismes d'assurance,
- les organismes sociaux,
- les personnes intéressées au contrat,
- les personnes bénéficiant d'un droit de communication telles que les médiateurs professionnels, autorités de contrôle ou organismes publics habilités.

COMBIEN DE TEMPS CONSERVONS-NOUS VOS DONNÉES PERSONNELLES ?

Le Groupe Matmut ne conserve vos données que le temps nécessaire

Vos données sont conservées pour la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées, dans le respect des règles en matière de protection des données personnelles et autres obligations légales, notamment en matière de délais de prescription.

Quelques exemples de délais de conservation liés à nos activités :

Données	Durée de conservation
Prospection commerciale	3 ans à compter du dernier contact émanant du prospect
Contrat d'assurance Habitation, Véhicule	3 ans après la fin de la relation contractuelle avec l'assuré sans dossier sinistre
Contrat d'assurance Vie	10-30 ans suite au décès de l'assuré (selon les cas et les contrats)
Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	5 ans à compter de la cessation des relations avec le prospect ou l'assuré
Lutte contre la fraude	5 ans à compter de la clôture du dossier de fraude de l'assuré
Gestion des cookies	13 mois à compter de leur dépôt sur le terminal de l'utilisateur

Ces délais sont donnés à titre indicatif, les durées de conservation peuvent être allongées afin de respecter nos dispositions légales et réglementaires applicables.

OÙ SONT CONSERVÉES VOS DONNÉES PERSONNELLES ?

Le Groupe Matmut privilégie le stockage au sein de l'Union Européenne

Par principe, nous privilégions l'hébergement et le traitement de vos données personnelles en France ou au sein de l'Union Européenne (UE) et de l'Espace Économique Européen (EEE).

Toutefois, des données personnelles peuvent faire l'objet de transferts vers des pays hors de l'UE et de l'EEE pour les finalités de traitement précitées.

Nous nous assurons dans ce cas que ce transfert est effectué en conformité avec la réglementation applicable et qu'un niveau de protection adéquat afin de respecter votre vie privée est assuré : en recourant par exemple à des clauses contractuelles types de la commission européenne ou en transférant dans un pays présentant un niveau de protection des données reconnu comme adéquat.

Certaines données personnelles, strictement nécessaires à la mise en œuvre de vos garanties contractuelles, peuvent aussi être transmises hors de l'UE et de l'EEE dans le cadre de l'exécution d'un contrat.

COMMENT SONT SÉCURISÉES VOS DONNÉES PERSONNELLES ?

Le Groupe Matmut met en œuvre les mesures de sécurité adaptées

Nous veillons à mettre en œuvre les mesures de sécurité adaptées afin d'assurer un niveau de protection élevé à vos données personnelles.

Le Groupe **Matmut** a nommé un Délégué à la Protection de Données (DPO) qui est l'interlocuteur référent de l'entreprise pour tout ce qui est lié à la protection des données personnelles.

Le DPO du Groupe **Matmut** conseille et coordonne les actions permettant d'assurer le bon traitement des données personnelles, et intervient également, auprès des collaborateurs, afin d'assurer la conformité des pratiques à la réglementation.

En collaboration avec le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information du Groupe **Matmut**, le DPO du Groupe **Matmut** s'assure de la mise en place des moyens et des actions de mise en conformité à la réglementation en vue de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité de vos données personnelles notamment afin de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisé.

Nous limitons l'accès à vos données personnelles aux seules personnes habilitées. Elles ne sont traitées par ces personnes que sur nos instructions et sont protégées par une clause de confidentialité.

Nous exigeons de nos sous-traitants qu'ils appliquent des règles strictes en matière de protection des données personnelles en conformité avec les lois et réglementations applicables, tant françaises qu'euro-péennes.

Vous aussi soyez acteur de la sécurité de vos données personnelles.

Pour cela, nous vous recommandons de :

- être vigilant quant aux emails ou aux appels malveillants visant à obtenir des informations personnelles pour en faire un usage frauduleux,
- appliquer les mises à jour de sécurité du système d'exploitation (Windows, Android, iOS...) ou des applications qui sont sur votre appareil.

QUELS SONT VOS DROITS ? COMMENT LES EXERCER ?

Le Groupe Matmut vous informe en toute transparence

Vous disposez sur vos données personnelles des droits :

- d'**accès**, pour obtenir les informations relatives aux traitements de vos données personnelles et la communication d'une copie de ces données,
- de **rectification** de données personnelles que vous considérez inexactes ou incomplètes,
- d'**effacement**, pour obtenir la suppression de vos données personnelles, si vous répondez aux conditions prévues par la réglementation (**Article 17 du RGPD**),
- de **limitation des traitements** de vos données personnelles à leur seule conservation, si vous répondez aux conditions prévues par la réglementation (**Article 18 du RGPD**),
- d'**opposition**, vous permettant de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à tout traitement de vos données personnelles, sauf lorsque le responsable du traitement démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts, droits et libertés ou que le ou les traitements demeurent nécessaires pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

Lorsque les données à caractère personnel sont traitées à des fins de prospection, vous avez le droit de vous opposer à tout moment au traitement des données à caractère personnel vous concernant à de telles fins de prospection, y compris au profilage dans la mesure où il est lié à une telle prospection.

- de définition de **directives** relatives à leur conservation, à leur effacement et à leur communication après votre décès.

Vous disposez également d'un droit à la **portabilité** sur les données que vous nous avez communiquées, données nécessaires au contrat ou lorsque votre consentement était requis. Vous pouvez demander, soit à les récupérer dans un format structuré, soit à nous demander de les communiquer directement à un autre responsable de traitement.

Lorsque votre consentement a été recueilli pour un traitement de vos données personnelles, vous pouvez retirer votre consentement à ce traitement à tout moment.

Vous pouvez enfin faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques vous concernant ou vous affectant de manière significative de façon similaire, lorsque cette décision :

- est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat nous liant ;
- est fondée sur le consentement explicite de la personne concernée.

Vous avez alors le droit d'obtenir des informations relatives à cette prise de décision, de la contester le cas échéant et d'obtenir une intervention humaine de la part du responsable du traitement.

Vous pouvez exercer l'ensemble de ces droits :

- **par courrier électronique** : dpd@matmut.fr,
- **par courrier postal** : **Matmut** à l'attention du Délégué à la Protection des Données 66 rue de Sotteville, 76100 Rouen, en justifiant de votre identité.

Vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) à l'adresse suivante :

- CNIL 3 place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

Enfin, vous avez la faculté de vous inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique sur www.bloctel.gouv.fr. Néanmoins nous pouvons toujours vous téléphoner lorsqu'il s'agit de sollicitations intervenant dans le cadre de l'exécution d'un contrat en cours et ayant un rapport avec l'objet de ce contrat, y compris lorsqu'il s'agit de vous proposer des produits ou des services afférents ou complémentaires à l'objet du contrat en cours ou de nature à améliorer ses performances ou sa qualité.

À PROPOS DES COOKIES

Afin d'améliorer votre expérience, nous utilisons des cookies pour vous fournir une connexion sûre, collecter des statistiques en vue d'optimiser les fonctionnalités du site et en adapter le contenu et vous proposer des offres et des services adaptés à vos centres d'intérêt.

Pour en savoir plus et gérer vos préférences sur le site matmut.fr, nous vous invitons à consulter notre **Politique relative aux cookies**, accessible sur ce site depuis la rubrique « Gestion des Cookies ».

L'ASSURANCE ET VOS DONNÉES PERSONNELLES

Les assureurs collectent et exploitent les données personnelles de leurs assurés. Ces données leur sont indispensables pour exercer leur métier et pour apporter aux assurés des services de qualité.

France Assureurs a édité un document « Bien vous connaître, c'est bien vous assurer » pour répondre aux questions les plus fréquentes que se posent les assurés sur l'utilisation de leurs données personnelles par leur assureur.

Vous pouvez consulter **L'assurance et vos données personnelles** depuis la rubrique « Protection des données personnelles » accessible sur le site matmut.fr.

SUIVI DE LA CHARTE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Cette Charte, accessible à tous sur les sites internet des sociétés du Groupe **Matmut**, est susceptible d'être révisée en fonction des évolutions législatives et réglementaires ou d'une modification des conditions de traitement des données personnelles.

Nous vous invitons à prendre connaissance de la dernière version de cette Charte dans la rubrique « Protection des Données Personnelles » sur nos sites.

Nous vous informerons de toute modification significative de notre Charte par le biais de notre rubrique « Actualités » de notre site internet matmut.fr.

Le présent contrat est régi par le Code des assurances. Il est soumis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) : 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris CEDEX 09. Il se compose des présentes Conditions générales ainsi que des Conditions particulières remises lors de la souscription et peut être complété, le cas échéant, par des conventions spéciales. Toute disposition législative d'ordre public s'impose aux cocontractants quand bien même ce contrat n'en ferait pas état ou en disposerait autrement.

CG MRSQ AG INIT & Co - 10/24

matmut

& CO

Matmut & Co
Société anonyme au capital de 66 015 268 €
entièrement libéré
N° 487 597 510 RCS Rouen
Entreprise régie par le Code des assurances

Siège social : 66, rue de Sotteville 76100 Rouen
Adresse postale : 76030 Rouen CEDEX 1
02 35 03 68 68

Mutuelle assurance des travailleurs mutualistes
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le Code des assurances

Siège social : 66, rue de Sotteville 76100 Rouen
Adresse postale : 76030 Rouen CEDEX 1
02 35 03 68 68

Matmut Protection Juridique
Société anonyme au capital de 7 500 000 €
entièrement libéré
N° 423 499 391 RCS Rouen
Entreprise régie par le Code des assurances

Siège social : 66, rue de Sotteville 76100 Rouen
Adresse postale : 76030 Rouen CEDEX 1

